



BIBL. OTTICA NAZ.

141

D

21

NAPOLI

BIBL. NAZ.

VITT. EMANUELE III

141

D

21

NAPOLI



מחזורי יום

0000000000

MÉMOIRES

HISTORIQUES,

CRITIQUES ET POLITIQUES

DE LA

RÉVOLUTION DE FRANCE.

TOME TROISIÈME.

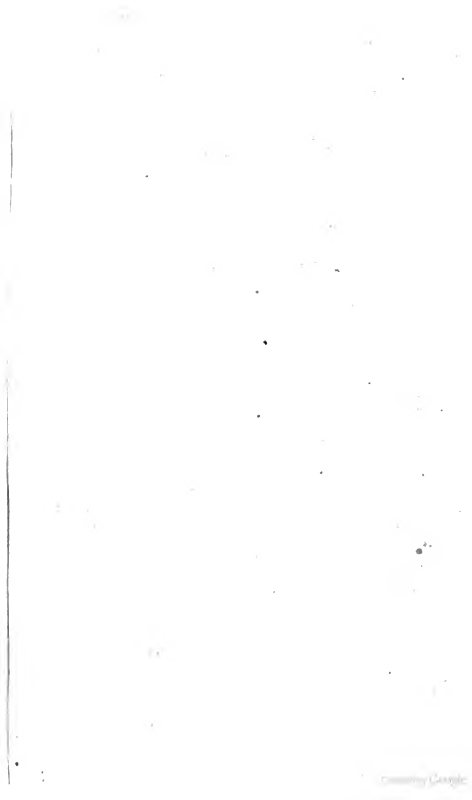
PARLIAMENTS

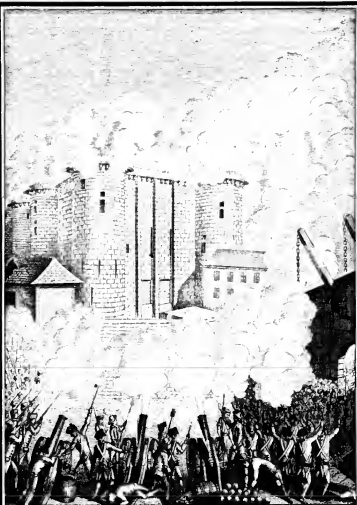
HISTORICAL

AND CONSTITUTIONAL

OF ENGLAND

FROM 1215 TO 1801





Journée du quatorze Juillet 1789



M É M O I R E S
HISTORIQUES,
CRITIQUES ET POLITIQUES
D E L A
R É V O L U T I O N D E F R A N C E ,
A V E C T O U T E S L E S O P É R A T I O N S
D E L ' A S S E M B L É E N A T I O N A L E .
*Par N. J. HUGOU , ci-devant DE BASSVILLE ,
Membre de plusieurs Académies.*

Si fractus illabatur orbis
Impavidum ferient ruinae.
HORATIUS.

T O M E T R O I S I È M E .

Prix 7 l. 10 s. les 2 v. in-8°. brochés.



A P A R I S ,
Chez { L'AUTEUR , rue neuve Saint-Marc, N°. 9.
BLEUET , Libraire , rue Dauphine.

1790.







A MONSIEUR
LE COMMANDANT GÉNÉRAL
DE LA
GARDE NATIONALE PARISIENNE.

MON GÉNÉRAL,

LA voix publique vous a placé à la tête de la garde nationale de Paris ; depuis long-temps la France entière applaudissoit à votre patriotisme, comme l'Amérique avoit applaudi à votre amour pour la liberté. Par votre prudence, votre fermeté, & sur-tout par votre modestie & votre désintéressement, vous avez justifié le choix libre de vos concitoyens, & l'histoire a déjà gravé votre nom, en caractères ineffa-

ÉPITRE-DÉDICATOIRE.

*çables , au temple de mémoire ; puisse le
mien , à l'ombre des lauriers dont vous
êtes couronné , arriver à l'immortalité !
puisse nos neveux , en voyant le triomphe
de la liberté , répéter , dans l'ivresse de leur
joie , tout ce qu'a fait , pour le salut de
leurs pères , l'élève & l'émule de Washington !*

*Je suis , avec la plus respectueuse fra-
ternité ,*

MON GÉNÉRAL,

Votre très-humble & très-obéissant
serviteur ,

N. J. HUGOU , soldat-
citoyen du troisième
bataillon de la sixième
division.

CONSIDÉRATIONS

S U R

LES GOUVERNEMENS,

*Servant d'Introduction à cette partie de
l'Histoire de la révolution de France,*

Nil mortalibus arduum est.

UNE grande révolution s'annonce ; le peuple françois marche , d'un pas rapide , à la liberté ; ce nom sacré comprend lui seul tous les droits dont l'homme doit jouir dans l'ordre social ; car la liberté appartient à tous les hommes ; mais pour qu'ils pussent tous en jouir , il faut que nul ne puisse impunément la ravir à un autre. La liberté consiste donc

ij INTRODUCTION.

à pouvoir faire tout ce qui n'est pas nuisible à autrui.

Pour empêcher un citoyen d'attenter à la liberté d'un autre, il faut déterminer les droits & les devoirs de tous; il faut défendre les actions nuisibles, & établir des peines contre ceux qui s'en rendent coupables. Pour déterminer les droits & les devoirs, il faut établir des règles que les citoyens puissent connoître, & auxquelles ils puissent se conformer. Ces règles sont appelées des loix, parce qu'elles lient & qu'elles obligent tous les membres de la société. C'est donc l'autorité de la loi qui assure la liberté générale; c'est la loi qui détruit l'empire de la force; c'est elle qui protège tous les droits; sans elle il ne peut point exister de liberté.

INTRODUCTION. iij

C'est fans doute un superbe spectacle pour un ami des hommes , de voir un peuple sentir qu'il n'est pas né pour servir les caprices de ceux qui le gouvernent , & pour être possédé comme un vil troupeau , se réveiller d'une longue léthargie , s'indigner du poids de ses fers , & braver la mort pour briser le joug de l'esclavage. Sans doute un peuple qui possède un si noble courage est digne d'être libre ; mais combien il importe à son bonheur qu'après s'être affranchi de la servitude , il se soumette à l'empire de la loi ; car s'il exerce lui-même la souveraineté , entraîné par le sentiment de sa force , la moindre résistance lui paroît un crime digne de mort. C'est dans le feu des passions qu'il prononce ses

iv INTRODUCTION.

volontés. S'il n'étoit pas passionné, il ne gouverneroit pas ; l'obstacle qu'apporte nécessairement le grand nombre aux délibérations, les rendroit impossibles ; si l'on vouloit s'obstiner à les prendre dans le calme, il faudroit renoncer à délibérer. On ne peut y parvenir qu'en captivant l'attention, en dominant le tumulte par la force de l'éloquence, en réveillant les passions des auditeurs, en excitant leur enthousiasme. Les partis violens sont les seuls qui peuvent être entendus ; la modération & la prudence paroissent des actes de foiblesse. Cédant aux premières impressions, un pareil peuple ne prendra jamais le temps nécessaire pour consulter les avis du savoir & de l'expérience. Il

INTRODUCTION. v

se laissera séduire par de faux bruits , parce qu'il est essentiellement crédule ; & dans ses momens de fureur , il exercera l'ostracisme envers un grand homme. Il voudra la mort de Socrate , le pleurera le lendemain , & quelques jours après lui dressera des autels.

Pour achever de caractériser le despotisme populaire , ajoutons qu'il se termine , le plus souvent , par le pouvoir arbitraire d'un seul. Quand la multitude est venue au point de redouter ses propres excès , elle se choisit un chef , & finit par obéir à tous ses caprices.

Pour que les loix puissent maintenir la liberté , il faut assurer leur exécution. Pour empêcher la tyrannie , il est absolument indispensable

vj INTRODUCTION.

de ne pas confondre avec le pouvoir de faire les loix, celui qui doit les faire exécuter. L'exécution des loix est fréquemment arrêtée par le choc des passions qu'elles combattent. Les passions de ceux qui sont chargés de les faire observer, sont aussi mises en mouvement par une sorte de réaction. S'il leur est permis d'écouter leurs volontés particulières, la loi n'est plus impartiale, ou plutôt on abuse de son nom pour déguiser un régime oppresseur.

Quant au pouvoir judiciaire, il n'est qu'une émanation du pouvoir exécutif, qui doit le mettre en activité & le surveiller constamment : mais afin que le pouvoir exécutif n'introduise pas l'arbitraire dans les tribunaux, & ne domine pas la

INTRODUCTION. vij

conscience des juges, les loix doivent garantir leur liberté dans l'exercice de leurs fonctions, & ne pas permettre qu'ils soient dépossédés de leur emploi pendant le temps qu'elles auront déterminé, si ce n'est pour une prévarication, & en vertu d'un jugement légal. C'est une vérité incontestable, que la réunion des pouvoirs détruit entièrement l'autorité des loix, & forme le despotisme.

Mais comment doivent être exercés les pouvoirs législatif & exécutif ? Il faut prendre ici pour seul guide le plus grand avantage de la société, & se rappeler que le meilleur gouvernement est celui qui porte au plus haut degré le bonheur & la sûreté du peuple. Pour qu'un peuple puisse, sans de très-grands inconvé-

viii INTRODUCTION.

niens , se réserver le pouvoir de faire des loix , il faudroit qu'il fût très-peu nombreux , qu'il eût des mœurs simples , que ses intérêts fussent faciles à régler , & que les fortunes fussent à-peu-près égales , c'est-à-dire , qu'il n'existe pas sur la terre de peuple connu à qui la démocratie , dans le sens qu'on attache , pour l'ordinaire , à cette expression , puisse véritablement convenir.

Si le nombre des personnes qui délibèrent est trop considérable , les résolutions sont prises au milieu du tumulte ; on ne s'éclaire point par la discussion , on ne réfléchit pas sur les conséquences. Tous les individus sont entraînés par l'imitation , ou par la crainte d'encourir l'indignation publique , en combattant les

INTRODUCTION. ix

opinions qui plaisent à la multitude. Si les fortunes sont inégales , les pauvres seront forcés d'abandonner le soin des affaires publiques ; & , sans leur conserver aucune influence, les riches s'empareront du gouvernement.

Qu'on ne me cite pas les exemples des anciennes républiques ; elles pourroient fournir beaucoup de preuves en faveur de ces réflexions ; d'ailleurs , les anciennes républiques étoient toutes de véritables aristocraties , puisque la plus grande partie de leurs habitans étoient esclaves, & que les citoyens pauvres vendoiént leur liberté pour se procurer leur subsistance. Ainsi , par cette affreuse politique , ils excluoiént du gouvernement la classe la plus nom-

x INTRODUCTION.

breuse, & rendoient les délibérations moins difficiles. On doit aussi remarquer que, malgré la confusion des pouvoirs législatif, exécutif & judiciaire, plusieurs corps différens en partageoient l'exercice avec le peuple; & ce partage, en fuscitant des rivalités & des agitations continuelles, tempéroit le pouvoir arbitraire, & empêchoit les divers partis de s'y livrer avec sécurité.

Il est inutile de démontrer combien il seroit absurde, pour éviter les inconvéniens de la démocratie, de rendre un seul homme le maître absolu de tout un peuple, ou de réserver le droit de faire des loix, à un petit nombre de personnes à qui il appartiendrait héréditairement, ou qui choisiroient elles-mêmes, pour

INTRODUCTION. xj
remplir les places vacantes. L'aristocratie est le pire des gouvernemens, lors même qu'elle use avec modération de son autorité; elle avilit le caractère public; elle voue le plus grand nombre des citoyens au mépris de quelques familles.

S'il est dangereux de laisser la législation au peuple en corps, il seroit bien plus dangereux encore de lui laisser les pouvoirs exécutif & judiciaire; ils acquerroient, dans ses mains, une force supérieure à celle des loix; ils ne seroient plus destinés à faire respecter les révolutions du corps législatif, mais les décisions arbitraires de la multitude.

Tous les peuples doivent donc confier ou déléguer l'exercice des pouvoirs; mais ils doivent aussi telle-

xij INTRODUCTION.

ment les diviser & en assigner les limites, que ce qu'ils ont établi pour l'utilité commune ne puisse jamais être employé contre le but de son institution. Ils doivent s'interdire tous les moyens de résistance contre les loix, & ne s'en doivent réserver que contre la tyrannie.

Dans les républiques américaines, tous les genres de pouvoirs sont confiés pour un temps déterminé & par élection. Il est facile de voir qu'un pareil gouvernement ne peut convenir qu'à une population peu considérable. Le pouvoir exécutif est, pour la félicité publique, d'une importance absolument égale au pouvoir législatif; ou plutôt ils ne peuvent pas exister l'un sans l'autre. A quoi serviroit une loi, si la force

INTRODUCTION. xiiij.

publique ne la faisoit pas observer? Ainsi le pouvoir exécutif & l'autorité de la loi sont absolument inséparables.

L'exécution de la loi éprouve plus d'obstacles en proportion du nombre des citoyens. Dans un petit état, il y a moins de crimes à punir : les abus sont facilement aperçus & réformés. Au contraire, dans un état d'une grande étendue & d'une immense population, il faut une surveillance continuelle pour maintenir la tranquillité publique. Les infractions envers les loix sont plus multipliées, plus difficiles à découvrir, & les troubles beaucoup plus dangereux. Il y a donc nécessité de confier plus de force au pouvoir exécutif, dans un grand état, que dans une

xiv INTRODUCTION.

petite république. On ne dirige pas une armée comme une légion , & une légion comme une compagnie de soldats ; il faut toujours proportionner le levier à la pesanteur du corps qu'on veut mettre en mouvement.

Rien ne prouve mieux la nécessité de donner au pouvoir exécutif une grande force , que les précautions prises par les anciens , pour suppléer à la foiblesse des moyens employés ordinairement à l'exécution des loix. *Delolme* a fait lui-même cette réflexion , & rappelé les imprudentes ressources de l'ostracisme & de la dictature , auxquelles les Athéniens & les Romains avoient recours dans certaines circonstances. Il est difficile de concevoir une constitu-

INTRODUCTION. xv

tion plus vicieuse que celle qui obligeoit un peuple à bannir tous les hommes qui obtenoient un grand crédit par leurs talens ou leurs vertus , ou celle qui forçoit un autre peuple à donner à un seul le droit de vie & de mort sur tous les citoyens.

Le pouvoir exécutif est nécessairement foible , s'il est confié à temps & par élection. Le magistrat qui en est revêtu , est alors dans une certaine dépendance de ceux qui l'ont choisi. Il est lié par la reconnoissance envers les personnes qui lui ont procuré des suffrages ; il peut être surtout retenu par la crainte de susciter , pendant l'exercice de ses fonctions , des ennemis qui puissent répandre l'amertume sur le reste de ses jours.

xvj INTRODUCTION.

Les intrigues , les sollicitations , les menaces rallentiront sans cesse son courage ; les ordres qu'il fera transmettre aux agens qui lui sont subordonnés , ne seront pas fidèlement remplis ; ils auront souvent intérêt à lui défobéir , & rarement à lui témoigner de la soumission & de la fidélité ; ils ne pourront penser à sa puissance sans entrevoir le jour déterminé où elle finira. Il doit même exister un intervalle dans tous les états unis , où le pouvoir exécutif est presque sans force , c'est celui où le dépositaire est près du terme de ses fonctions. Aussi plusieurs observateurs, en approuvant toutes les résolutions de la plupart des législatures américaines , ont cru apercevoir que , jusqu'à ce jour , le pou-

INTRODUCTION. xvij

voir exécutif n'avoit pas eu une assez grande autorité ; que les subsides ne sont pas payés , les tribunaux peu respectés , & les délits impunis ; mais que l'inobservation des loix n'y entraîne pas de grands désordres , parce que les mœurs y sont douces , les besoins faciles à satisfaire , & que les hommes n'y sont pas entassés comme en Europe. Quoi qu'il en soit , il est du moins certain que , si le pouvoir exécutif des gouvernemens américains est suffisant pour les Etats-Unis , il ne le seroit pas pour une grande nation.

Tels sont les principes que j'ai cru devoir poser , pour préparer mes lecteurs aux grandes discussions qui seront amenées par les révolutions

xviii INTRODUCTION.

extraordinaires que j'ai à leur offrir. Je me hâte de reprendre le fil des événemens (1).

(1) Extrait analytique d'un ouvrage de M. Mounier, l'un des membres de la députation du Dauphiné.



MÉMOIRES



M É M O I R E S
HISTORIQUES,
CRITIQUES ET POLITIQUES
DE LA
RÉVOLUTION DE FRANCE.

LE roi seul, livré à lui-même, isolé de sa cour, n'avoit jamais démenti la haute idée qu'on s'étoit formée de sa justice & de sa bonté, j'ai presque dit de sa popularité. Mais ses ministres, mais les courtisans, qui entrevoyoient, dans la conduite de l'assemblée nationale, la destruction de tous les abus, n'étoient pas de son avis. Ils profitoient de tous les momens & de tous les moyens, pour l'entretenir dans son irrésolution, en effaçant peu à peu
Mém. hist. & polit., Tome III. A

peu les bonnes impressions qu'il recevoit de M. Necker. Ce prince, à la fin, ennuyé des manœuvres de la minorité du clergé, & fatigué de l'entêtement de la majorité de la noblesse, leur écrivit la lettre suivante :

*Lettre adressée par le roi à M. le cardinal
de la Rochefoucault.*

MON COUSIN.

Uniquement occupé de faire le bien général de mon royaume, désirant, par-dessus tout, que l'assemblée des états-généraux s'occupe des objets qui intéressent la nation, d'après l'acceptation volontaire de ma déclaration du 23 de ce mois, j'engage mon fidèle clergé à se réunir, sans délai, avec les deux autres ordres, pour hâter l'accomplissement de mes vœux paternelles. Ceux qui sont liés par leurs pouvoirs peuvent y aller sans donner de voix, jusqu'à ce qu'ils en aient de nouveaux; ce sera une nouvelle marque d'attachement

A. M. M. T. 1789. 14. 11. 11

que le clergé me donnera. Sur ce, je prie Dieu, mon cousin, qu'il vous ait en sa sainte garde.

Signé L O U I S

M. de Luxembourg a reçu une lettre pareille.

Pendant que les évêques & les nobles avoient aux moyens de se rendre à l'invitation vraiment paternelle du monarque, l'assemblée nationale entendoit les rapports de la vérification des pouvoirs, & notamment ceux des représentans de Saint-Domingue. Le commissaire, dans un discours très-soigné, appuya plutôt leurs raisons, qu'il ne rapporta leur cause.

De trois questions soumises au jugement de l'assemblée nationale, pas une ne fut effleurée.

1°. *Faut-il admettre les représentans de la colonie ?*

On n'agita point celle-ci, tant on crut le principe évidemment favorable aux colons. Cependant les colonies n'ont jamais

assisté, par représentans, aux états-généraux : elles n'y devoient donc paroître que sous la convocation du roi. Or, leurs députés paroissent contre cette convocation, & malgré les ordres du roi. Ce n'est pas là, sans doute, une raison pour les exclure, mais c'en est une invincible pour qu'ils ne puissent être admis qu'en vertu d'un acte du pouvoir législatif, lequel a incontestablement besoin de la sanction du roi.

2°. *Leur élection est-elle valide, & leurs pouvoirs sont-ils en bonne forme ?*

Outre cette question entièrement passée sous silence, une députation peut-elle être admise, lorsque ses membres ont été nommés sans lettres de convocation préalable. On n'essaya point d'expliquer pourquoi les hommes de couleur, libres propriétaires, contribuant aux charges publiques, n'avoient pas été électeurs & n'étoient pas représentans.

3°. *Quel nombre de députés doit être admis ?*

Les colons prétendent que la proportion de leurs représentans doit être en raison des habitans de l'île, des richesses qu'elle produit, & de ses rapports commerciaux. Mais, 1^o, on ne rappella point ce dilemme irréplicable du comte de Mirabeau : « Les colonies prétendent-elles
 » ranger leurs nègres dans la classe des
 » hommes ou dans celle des bêtes de
 » somme ? Si les colons veulent que les
 » nègres soient hommes, qu'ils les affran-
 » chissent ; que ceux-ci soient électeurs,
 » & qu'ils puissent être élus. Dans le cas
 » contraire, nous les priérons d'observer
 » qu'en proportionnant le nombre des dé-
 » putés à la population de la France, nous
 » n'avons pas pris en considération la
 » quantité de nos chevaux ni de nos
 » mulets ; qu'ainsi, la prétention des co-
 » lonies d'avoir vingt représentans, est
 » absolument dérisoire ».

2^o. On s'en tint à ces généralités d'idées, de principes & de sens..... On se borna à vanter ce que nous rapporte la colonie

de Saint-Domingue, par la balance du commerce, les six cents millions qu'elle met en circulation, les cinq cents vaisseaux & les vingt mille matelots qu'elle occupe..... Cette question avoit déjà été longuement & vivement discutée. Elle étoit, en effet, assez importante pour mériter toute l'attention de l'assemblée, lorsque le comte de Gouy d'Arcy demanda la parole, & s'expliqua en ces termes :
« Dans un moment aussi intéressant pour le bien public, je ne me permettrai que de dire un seul mot. J'écarterai même tous ces témoignages de respect & de vénération qu'inspire une assemblée aussi auguste.

Ce n'est pas par ambition que la colonie a nommé 30 députés, & en a envoyé 20 ; elle n'en a eu d'autre que de coopérer au bien général, que d'apporter des lumières sur des objets inconnus dans la métropole : les cultures, les mœurs, les richesses, tout y est d'une nature différente.

Il me semble qu'il n'y a qu'une seule

objection spécieuse contre la députation au nombre de 20. Si vous les admettez, vous a-t-on dit, vous ferez obligés d'en admettre 200 pour les autres colonies, qui ne tarderont pas à demander également une députation. Mais à cela je répondrai que la population de Saint-Domingue, que ses richesses pour la balance du commerce, & les impôts directs & indirects, excèdent de plus de la moitié ceux des autres colonies; ainsi donc ce ne seroit, pour toutes les colonies, que 40 députés que vous admettriez parmi vous ».

Son discours fit peu d'impression, & la question ne fut pas décidée (1).....

On alloit s'occuper d'une adresse aux commettans (2). Le comte de Mirabeau en alloit faire la motion & soumettre son

(1) Les députés continuèrent d'assister provisoirement aux séances, & la députation ne fut régulièrement admise que le 4 Juillet suivant.

(2) Nous reviendrons sur ce projet d'adresse, & nous l'offrirons à nos lecteurs.

M É M O I R E S

projet à l'assemblée nationale, lorsqu'on annonça la minorité du clergé & la majorité de la noblesse, pour la séance suivante.

En effet, le même jour 27 juin, à cinq heures du soir, M. Bailly étoit déjà dans la salle, avec un petit nombre de députés, lorsque la majorité de la noblesse & la minorité du clergé se présentèrent pour y prendre séance.

Les deux présidens s'expliquèrent en peu de mots.

« Nous sommes conduits ici par notre amour & notre respect pour notre roi, dit le cardinal de la Rochefoucault, & par nos vœux pour la paix, & notre zèle pour le bien public.

La chambre de la noblesse, ajouta le duc de Luxembourg, a arrêté, ce matin, de se rendre dans cette salle nationale, pour donner à sa majesté des preuves de son respect & de son amour inviolables, & à la nation, des preuves de son patriotisme ».

M. Bailly leur répondit :

M E S S I E U R S ,

« Le bonheur de ce jour , qui rassemble les trois ordres , est tel , que l'agitation qui accompagne une joie vive , ne me laisse pas la liberté nécessaire pour vous répondre dignement ; mais cette joie même est une réponse. Nous possédons l'ordre du clergé ; l'ordre de la noblesse , aujourd'hui , se joint à nous. Ce jour sera célèbre dans nos fastes , & rend la famille complète. Il finit à jamais les divisions qui nous ont tous sensiblement affligés. Il va remplir les désirs du roi ; & l'assemblée nationale , ou plutôt les états-généraux , vont s'occuper , sans distraction & sans relâche , de la régénération du royaume & du bonheur public ».

M. le duc d'Aiguillon a ensuite demandé la parole , & il a ainsi parlé à la noblesse :

M. E S S I E U R S ,

« En venant , il y a deux jours , nous

réunir à l'assemblée nationale, nous crûmes servir la patrie ; nous cédions à l'impulsion irrésistible de notre conscience ; mais un sentiment pénible se mêloit à la satisfaction que nous éprouvions d'avoir rempli notre devoir. Aujourd'hui nous voyons , avec le transport de la joie, la réunion générale, qui faisoit l'objet de nos cœurs. Le bonheur de la France va être le fruit de cet accord unanime , & ce jour est le plus beau de notre vie ».

M. Bailly prit une seconde fois la parole pour dire :

« Messieurs, le jour de la réunion des trois ordres doit être un jour de réjouissance & de joie. Un moment si touchant pour nous ne doit pas être employé au travail. Je crois, en conséquence, que cette session doit finir là, & qu'il faut suspendre nos travaux jusqu'à mardi ».

Au premier bruit d'une réunion tant désirée, & dont le succès ne paroissoit pas si prochain, tout le peuple se rassembla ; les députés, tous les habitans de la ville ,

tous les citoyens de tout âge , de tout sexe , de tous rangs , se portèrent en foule au château.

D'abord la garde , interdite & surprise , alloit fermer les portes ; mais les cris de *vive le roi* ont bientôt dissipé leurs alarmes.

Le roi , la reine se sont montrés sur le balcon ; ils ont salué le peuple avec bonté , & les cris , les applaudissemens ont redoublé ; jamais la nation n'a eu un aussi beau moment. Leurs majestés , pénétrées

d'attendrissement , offroient le spectacle d'un père de famille environné de ses enfans. La reine versa des larmes de joie ,

larmes précieuses , qui prouvent , quoi qu'on en ait pu dire , qu'elle seroit flattée d'avoir

l'amour d'un peuple qu'elle a souvent vu à ses pieds ; amour que les conseils de quelques courtisans , jaloux de sa propre gloire , lui

ont arraché ; mais qui , sans doute , germera de nouveau dans le cœur des François , quand elle voudra se rapprocher d'eux.

La mobilité des différens tableaux que nous offre la cour , nous prouve de plus en

plus que notre monarque a bientôt oublié les résolutions qu'on lui fait prendre dans son conseil. Le jour de la séance royale, nos braves législateurs virent bien dans ses regards, sentirent dans les accens de son discours, combien cet acte de rigueur & de violence lui coûtoit. Ils jugèrent, par leurs propres yeux, qu'il est lui-même, quand il invite les représentans de son peuple à fixer une manière d'être équitablement gouverné, & qu'il cède à des impressions étrangères, lorsqu'il retient les mouvemens de sa justice naturelle, lorsqu'il réprime la générosité de son cœur.... Oui certes! il cherche, il veut le bien.... Il est né pour le bonheur de la France.... Le ciel, qui donne quelquefois des rois à la terre dans sa colère, l'a préparé de longue main dans sa sagesse, pour la régénération d'un peuple dont il est chéri.... C'est une vérité dont il sera facile de nous convaincre, en jettant un coup d'œil sur le règne de quelques-uns de ses prédécesseurs.

Ouvrons les annales de France , bien qu'écrites par des moines & des historio-graphes , nous verrons , malgré ces panégyristes , qu'aucune histoire ne présente une plus longue suite de mauvais rois. L'énumération en seroit trop fatigante.... Ne remontons qu'à Philippe-le-Bel....

Fausfaire , faux-monoyeur , insatiable d'argent & de pouvoir , tyran , il embastille , malgré la foi donnée , le comte de F andre & ses fils ; il altère la fabrication de la monnoie ; il s'arroe le droit , le premier , de la battre exclusivement ; il ose créer des pairs ; il récompense ceux des templiers qui s'avouent dignes de mille morts , & il fait périr dans les flammes ceux qui persistent à se dire innocens , ou qui lui demandent la preuve de leurs crimes. Jamais il n'y eut d'*auto-da-fé* plus abominable. Son avarice déshonore la noblesse , en la rendant vénale ; il vexe , en mille manières , les banquiers & les marchands. Point de milieu pour les riches , ou il leur vend la noblesse , ou il les livre

à la justice ; ils seront nobles ou scélérats. Il ne cesse de pressurer son peuple ; il élève à quatre mille marcs les revenus du fisc, qui n'alloient, sous Philippe-Auguste, qu'à trois milles six cents.

Louis Hutin, Philippe-le-Long, & Charles-le-Bel, ses trois fils, assis l'un après l'autre sur son trône, se montrent les dignes héritiers de sa cupidité. Ils continuent de vendre la noblesse & la magistrature ; ils achevent d'enlever à tous les seigneurs le droit de battre la monnoie ; ils s'efforcent de mettre des impôts de leur propre autorité, & sans consulter la nation. Il est difficile de dire lequel de ces trois princes, indignes des regards de la postérité, fut le plus intéressé, le plus médiocre, & fit le moins de mal à la France. La femme de Louis Hutin, étranglée avec un linceuil ; le supplice de Philippe & de Gauthier de Launoy ; le procès de Mahaut d'Artois, prouvent que l'injustice & la cruauté, chez ces despotes, alloient de pair avec l'avarice. Un seul trait peindra

ces trois règnes : Dans les instructions des commissaires envoyés dans les provinces, pas un mot pour le bien public. On n'y parle que de la manière dont ils doivent s'y prendre pour attrapper de l'argent.

Philippe-de-Valois, sans forme de procès, fait assassiner, par le bourreau, quatorze gentilshommes bretons. Il les avoit priés à la noce de son fils. Voilà le tyran,.... voici le faux-monnoyeur. *Faites*, dit-il aux officiers de la monnoie, en son ordonnance de 1350, *alloyer, par les marchands & changeurs, le billon à deux deniers six grains de loi, afin qu'ils ne s'apperçoivent de l'aloi, & défense aux tailleurs de révéler ce fait. Faites-le tenir secret, & jurer sur le saint évangile.* Un particulier, pour tel méfait, iroit à la grève, ayant écriteau sur le dos, avec ces mots : *escroc*. Une pareille épigraphe déshonoreroit les lys & le manteau royal. Nos historiens se contentent de dire que Philippe VI fut ingrat, violent, & publicain insatiable.

Tout le monde connoît le mot du roi

Jean : « *Si la foi étoit exilée de la terre, elle devroit se retrouver dans la bouche d'un roi de France* ». Admirez cette foi; jamais on ne vit pareille mutation dans les monnoies. « *Faites ouvrir les royaux, disoit-il, ès coin de fer précédens; afin qu'on ne s'apperçoive de l'abaissement; dites-leur bien qu'ils auront soixante-deux desdits écus au marc* ». Telle est cette foi si vantée! & voilà ce prince, vu du côté favorable.....

Travaillée de mille maux, sous tous ces règnes, & conduite à deux doigts de sa perte, par l'inexpérience & la témérité du roi Jean, la France reçoit quelque soulagement de Charles V. C'est un malade qui reprend un peu ses forces; convalescence de courte durée! Le règne de Charles VI, un des plus désastreux, n'est pour elle qu'une longue agonie. Ce n'est point que Charles le bien aimé ne pût faire aimer la monarchie. Mais à ses côtés, Isabelle de Bavière, mère dénaturée, s'applique à rendre le trône odieux.

Les

Les plaies que cette étrangère avoit faites à l'état, deux Françoises, Agnès & la Pucelle, aident à les refermer. Mais les plaies faites à la liberté ne cessent de s'agrandir. Charles VII se sert des besoins du royaume, pour lever des impôts sans le consentement des états-généraux, & à ceci, dit Commines, *consentirent, moyennant certaines pensions, ces seigneurs qui s'obstinent à demander le veto, sous prétexte qu'ils sont incorruptibles.* C'est Charles VII qui porta le coup mortel à la liberté, en créant des troupes réglées & perpétuelles; & la France, épuisée alors par les guerres & l'anarchie, ne sçut lui échapper, qu'en tombant sous le sceptre de fer du despotisme.

Louis XI, *le compère du bourreau.....* Comme on montrait les ilotes aux Spartiates, pour les détourner de la boisson, il ne faut que regarder ce prince, pour avoir la monarchie en horreur. On ne voyoit que des gibets autour de son château. A ces affreuses marques, on reconnoissoit les

Mém. hist. & pol. Tome III. B

lieux habités par le roi ; il se plaisoit à construire des cages de fer, & on appelloit *les fillettes* du roi, comme l'objet de sa plus tendre affection, d'énormes chaînes qu'il fit fabriquer. Quand on donnoit la torture aux accusés, il étoit caché derrière une jalouſie, tant il se déſioit de la pitié des juges, même de celle de Tristan. Il fit périr plus de quatre mille personnes par les ſuppliques, grand nombre ſous ſes yeux, ſavourant leur martyre, & preſque tous ſans forme de procès ; il fit juger ſans aſſiſtance des pairs, ſon couſin-germain, le duc de Nemours, blâma l'indulgence des juges, qui l'avoient fait ſortir de ſa cage pour l'interroger, voulut qu'on lui donnât la queſtion, & lorsqu'il fut décapité, il fit placer ſes deux fils ſous l'échafaud, afin qu'ils fuſſent arroſés du ſang de leur père.... Qu'on cherche dans les ſaſtes de Buſiris un pareil raffinement de cruauté ! Ce roi exécrable fit enſuite enfermer les jeunes princes dans des cachots pointus par le fond, afin qu'ils n'euffent point de repos.

On les en tiroit deux fois par semaine, pour être fustigés, & de trois en trois mois, pour leur arracher une ou deux dents; l'aîné devint fou; le cadet fut assez heureux pour être délivré par la mort du tyran, & c'est par sa requête, présentée en 1483, qu'on apprend le détail de tous ces faits, qu'on ne pourroit croire, ni même imaginer, sans une preuve si constante. Exerçons au moins envers nos rois, la justice posthume des Egyptiens. Ce Desfrues (1), voué à l'exécration publique, qu'est-il, mis en comparaison avec Louis XI? L'intérêt en fit un scélérat: Quel intérêt avoit ce Tibère à se souiller de tant de barbaries? Comme la vertu la plus pure consiste à être bon gratuitement, ainsi le monstre le plus détestable est celui qui est gratuitement méchant, comme tant de rois.

François I^{er}. use de la France comme d'une terre qu'il auroit eue en propre prince

(1) Desfrues, fameux empoisonneur, justicié à Paris, il y a douze ans.

inique ; il fait perdre indignement le procès au connétable de Bourbon ; simoniaque , il trafique du sacerdoce avec Léon X ; hypocrite & barbare , il commande le supplice horrible de six luthériens ; despotique , il enchaîne la liberté de la presse ; il détruit l'église gallicane ; insolent & hautain , il menace les pontifes de la loi , qui résistent à ses innovations , de leur faire porter la hotte à Landrecy ; il érige en loi la vénalité de la magistrature ; il insulte la nation , en lui donnant pour juge le dernier enchérisseur ; & comme Caligula , il fait un cheval consul , avec cette différence qu'il n'étoit que consul honoraire , au lieu que nos magistrats jugent ; il accorde la mort de Semblançai innocent , à la demande de Louise de Savoie , & la vie de Saint-Vallier coupable , à la prostitution de sa fille ; il met la France au bord du précipice par son impéritie , il la ruine par ses prodigalités , il la corrompt par ses scandales. Henri II veut asservir ses sujets à ses opinions religieuses , & qu'on rampe à ses

pieds, comme lui-même aux pieds d'une maîtresse furannée. Avec des mœurs aussi corrompus, il est hypocrite, despote & persécuteur comme son père; il envoie à l'échafaud Anne du Bourg, & fait rendre au parlement ce bel arrêt, qui ordonne de tuer tous les huguenots, par-tout où on les trouvera.

Dans un règne de dix-huit mois, François II fait banqueroute, défend à ses créanciers, sous peine de mort, de demander leur paiement; il s'efforce de planter l'inquisition en France, donne les édits les plus atroces contre les protestans, fait périr des milliers de citoyens, & s'acharne contre son propre sang; mais, repondra-t-on, c'est le cardinal de Lorraine qui a fait tout le mal. Eh! qu'importe au peuple? Les ministres sont le crime des princes, & c'est au pasteur à ne pas confier le troupeau à un chien enragé.

Quel monstre lui succède! Il extermina en une nuit cent mille de ses sujets; il

arquebuse son peuple , du haut de son palais.

Henri III prouve qu'un prince foible est le pire des rois. La mollesse d'un Sardana-pale , & l'imbécile superstition d'un Tala-poin , semble le fond de son caractère. Des trois fils de Henri II , on ne fait lequel fit le plus de mal à la France ; ils ne furent surpassés que par leur mère , cette Catherine de Médicis , qu'on ne peut nommer sans horreur.

On souffre à placer le prédécesseur de François I^{er} , Louis XII , *le père du peuple* , & notre immortel Henri IV , dans une telle galerie. Encore Sully fut-il menacé quinze fois d'une disgrâce , encore étoit-il perpétuellement assiégé d'une foule d'édits burfaux , extorqués par les courtisans & les maîtresses ; encore le code des chasses & la fuite de la princesse de Condé montrent-ils combien il est difficile , même à Henri IV , de ne pas abuser de l'autorité.

Louis XIII , plus méprisable que les rois fainéans , Louis XIII , dont les soixante-

quatorze années de règne ne donnent que dix-huit ans de majorité, ne quitta point les lisières de l'enfance. Le mot qu'il dit à la dernière heure de Cinq-Mars, en tirant sa montre, le sang-froid avec lequel il regarde ce favori si cher, & cette lettre qu'il arrache à madame d'Hautefort, assez despote pour la prendre dans son sein, assez dévot pour n'oser la prendre avec la main, & se servir de pincettes, ont peint son caractère. Il se bouchoit les oreilles, quand on lui parloit des privilèges des provinces. Il s'appelle *le juste*, & il accorde la grace de son frère, plus coupable, tandis qu'il fait décapiter Montmorency. Le sang du vertueux de Thou, celui même de Conçini & de sa femme, intrigante, crient contre son iniquité. Il s'appelle *le juste*, & il exerce les jugemens par des commissaires. Il emprunte le costume de la justice pour déguiser sa tyrannie. Il traîne à sa suite une bande de juges, vice-despotes, & bourreaux ambulans. L'ordonnance interlocutoire de

l'infâme Laubardemont, qui, pour étouffer le cri de l'indignation publique, défend à toutes personnes, à peine de 10,000 liv. d'amendes, de dire que les religieuses de Loudun ne sont point possédées du démon, est un trait unique de stupidité & de tyrannie judiciaire ; & lorsque le malheureux Grandier, les os brisés par la question, & ne pouvant proférer une parole, étoit porté au supplice, que dire de ce crucifix de fer chaud qu'un moine lui appliquoit aux lèvres, afin que la douleur le forçant à détourner le visage, il parût un forcier & un apostat. On n'impute ici à Louis-le-Juste que les assassinats publics. Que seroit-ce, si on le chargeoit de tous les crimes secrets de son ministre ; si on lui demandoit compte de tout le sang qui a coulé dans cette boucherie souterraine de Ruel ? O rois ! comment ne vous haïroit-on pas, tigres que vous êtes ? Que me fait que ce soit un Louis XI ou un Louis XIII qui occupe le trône ? La différence du tyran & du roi foible est nulle.

Le calcul des assassinats , des violences & des injustices, ne donne-t-il pas le même résultat sous l'un & l'autre règne.

Louis-le-Grand , aux yeux de la raison , au tribunal de sa postérité, Louis-le-Grand, jugé d'après les faits, témoins irrécusables, qu'est-il réellement ? Mauvais parent....., il trouvoit *bourgeois* d'aimer sa famille ; mauvais ami , égoïste....., il recommandoit à Philippe V de n'aimer personne ; mauvais époux....., Marie Thérèse, en mourant, avoua qu'elle n'avoit pas eu un seul jour heureux depuis son mariage, pendant que ce prince étoit forcé de convenir que sa perte étoit le premier sujet de chagrin qu'il recevoit d'elle ; mauvais frère..... , on sait combien il fut jaloux de la victoire de Cassel , succès qui fit perdre , pour jamais , à Philippe le commandement des armées ; mauvais père....., il comptoit ses filles pour rien. On connoît le mot plein d'insensibilité qui lui échappa auprès du grand bassin , lorsque madame du Lude lui apportoit la nouvelle si affligeante du

danger de la duchesse de Bourgogne ; prince vindicatif & cruel....., il fit enlever , au mépris du droit des gens , un étranger & malheureux gazetier de Hollande , & lui fit expier , pendant onze années , dans une cage de fer , où les rats lui rongeoient ses pieds goutteux, le crime d'avoir attenté à la gloire d'un ennemi. Prince fourbe, il donnoit pour instruction au dauphin de violer la foi des traités ; jaloux de la plus chétive gloire , jusqu'à donner pour siens les vers qu'il s'étoit fait dicter par Benferade ou Dangean. Pour prix des éloges , pour récompenser la nation de l'admiration insensée qu'elle lui prodiguoit , il l'écrasa de son faste , il lui donna la capitation & le dixième. C'est son despotisme sur-tout qui rend sa mémoire abominable aux bons citoyens : il ne trouvoit rien de beau comme d'être Sophi ; & quel Sophi fut jamais plus absolu ! Il osa nous défendre , à peine de galères , de sortir du royaume , comme si nous étions des serfs

& des nègres attachés à l'habitation. Persécuteur jusqu'à la démence, & roi jésuite, il commanda à ses dragons de convertir trois millions d'hérétiques. Il en fit périr près de dix mille par la roue, par la corde, par le feu. Despote jusqu'à la frénésie...., il ne vouloit pas que les Anglois fussent plus libres que nous ; il prétendit les forcer à reprendre un tyran ; il se donna le plaisir de la guerre, comme on se donne celui de la chasse ; toute sa vie, il exposa ses peuples, comme on lanceroit une meute. J'ai trop aimé la guerre, dit-il en mourant ; c'étoit-là, si c'en peut faire une, l'excuse de Charles XII. Le sifflement des balles étoit sa musique. Mais toi, tu étois lâche ; tu fuyoies, loin du danger, autour de la calèche d'une prostituée : tu lui donnois le spectacle d'une S. Barthélemi en rase campagne. Non, tu n'aimois point la guerre ; tu n'aimois que toi ; tu ne voyois que toi ; tu croyois que tout étoit à toi, & la vie de tes sujets & leurs femmes..... Oh ! si j'avois été le marquis

de Montespan, au lieu de prendre tottement le deuil, au lieu d'écrire au pape une lettre ridicule, pour lui demander des secondes noces, j'aurois fait comme le sénateur Maxime, ou comme le fave-tier de Messine, dont je m'étonne toujours qu'il y ait si peu d'imitateurs.

Ce fave-tier fut un patriote qui mérita mieux qu'Aristide le surnom de Juste. Dévoré du zèle du bien public, il ne put souffrir de voir les Maupeou, les Terray, les Saint-Florentin, les Brienne de son temps, & cette multitude de fripons & de scélérats des deux premiers ordres, demeurer impunis & mourir dans leur lit de la mort des justes. Il pérora tant sur sa sellette, qu'il enflamma ses ouvriers du même zèle de la justice. Les voilà se distribuant les rôles. L'un fut le rapporteur, l'autre fit les fonctions de procureur-général; le fave-tier fut président; sa boutique fut bientôt la *tournelle* de l'univers la plus formidable aux scélérats. Ils décrétoient, informoient, récoloient, confrontoient, jugeoient, &

bien plus, exécutoient. M. le président sortoit sur la brune avec une arquebuse à vent; il attendoit son homme, & ne le manqua jamais. On n'entendoit parler dans la ville que de fripons fusillés par une main invisible, & on commençoit à croire à la providence. Cet homme, d'un grand caractère, fut pris un soir sur le fait, purgeant la terre des brigands, à l'exemple d'Hercule & de Thésée; l'inventaire de son greffe, & la production de toutes ces instructions criminelles, qui justifioient que le procès avoit été fait & parfait à chacun des accusés, & qu'il ne manquoit au bien jugé que les formes, ne purent le sauver du dernier supplice. Il périt sur l'échafaud, honoré des regrets & de l'admiration de tout le peuple, & digne d'un meilleur sort.

Je n'ai montré dans la plupart des rois, que l'homme public, le monarque..... Que seroit-ce, si, fouillant dans leur vie privée, j'avois peint les crimes domestiques? Isabelle de Bavière, mère dénaturée; Louis

XI, parricide; Catherine de Médicis, empoisonnant le dauphin François; Marie de Médicis, assassinant son mari; son fils Louis XIII, vengeant son père, en la laissant mourir de faim; & de nos jours..... Je m'arrête....; je termine ce chapitre par ces mots touchans qu'adressoit à son instituteur, après la lecture de l'histoire de France, le dauphin que nous avons perdu en 1764: *Père Corbin, dans tous ces rois, je n'en vois aucun de bon. C'est peut-être à ce peu de mots que nous devons les vertus & sur-tout le civisme de Louis XVI....* Puissent ses ministres ne plus le tromper! puisse ce prince, auquel on ne peut reprocher qu'une timidité qui ne sert pas à un grand monarque, avoir plus de confiance en ses propres forces, ne voir que par ses propres yeux, n'agir que par l'impulsion de son cœur!.....

L'assemblée nationale, long-temps battue par les orages, va désormais voir la paix & la concorde régner dans son sein..... C'est pourtant à ces orages que la France

devra un jour son salut. Députés des communes, n'oubliez jamais qu'ils ont préparé vos succès & votre véritable gloire..... Ce sont les obstacles contre lesquels il a fallu vous roidir, qui vous ont élevés à la hauteur où nous vous avons vus, qui ont formé l'esprit public, en affermissant votre courage. Vous avez prudemment essayé vos moyens..... Une sage lenteur présidoit à vos conseils; on vous croyoit dans l'inaction; vous faisiez tout, en paroissant ne rien faire..... Bientôt après, vous avez opposé la force à la force; votre fermeté inébranlable a été un mur contre lequel se sont brisés les efforts combinés des deux ordres, qui auroient pu encore vous séduire, vous fasciner les yeux par un abandon,.... qui auroient pu.... Mais hélas! de tout ce qu'ils ont pu ou dû faire de raisonnable dans le principe, qu'ont-ils fait? Rien. Ils ont manqué le moment, & leur première défaite a été pour vous le gage certain d'une longue suite de victoires.... Reve-

nous à notre sujet..... Revenons dans la salle où les trois ordres sont rassemblés....

Augustes représentans de la nation la plus puissante de l'Europe, vous ne formez plus qu'une seule chambre..... Aujourd'hui, sans doute, vous avez mis de côté tous les préjugés, tous les différens intérêts qui s'opposaient, depuis long-temps, à votre réunion. C'est de la prudence de vos opérations, de la sagesse des loix que vous allez faire, de la fermeté des arrêtés que vous allez prendre, que dépendra le bonheur de vingt - quatre millions d'hommes..... Toute la France, toute l'Europe, que dis-je, tout l'univers a les yeux fixés sur vous; & bientôt l'histoire, à l'œil clairvoyant de laquelle rien n'échappe, va s'empresse de recueillir vos travaux. Elle les gravera en caractères ineffaçables, pour les faire passer à la postérité la plus reculée..... Les couronnes civiques sont préparées..... Justifiez l'opion que nous avons conçue de votre patriotisme. Avant de pénétrer plus profondément dans cette carrière,

carrière, où vous aurez bien des combats à livrer & bien des palmes à cueillir, connoissez toutes vos forces & tous vos devoirs ; des uns doivent naître les autres..... Déjà cette connoissance est acquise. Si vous êtes bien pénétrés de tous les objets qui vous ont été confiés par vos mandataires, obéissez à leurs vœux ; ils sont contenus dans les cahiers qu'ils vous ont présentés , lorsqu'ils vous ont faits dépositaires de leur fortune , & les interprètes de leur volonté.

Vous travaillerez d'abord au grand œuvre de notre constitution ; car jusqu'ici nous n'en avons pas eu. Les capitulaires de Charlemagne, la loi véimique, & les autres anciennes connues sous le nom de loix saliques & ripuaires, sont ensevelies dans la poussière, avec les décrétales sur lesquelles s'appuya long-temps l'autorité précaire de la cour de Rome. Il faut que les droits respectifs du monarque & de ses sujets soient bien déterminés, pour n'être pas confondus ; il faut que tous les

Mém. hist. & pol. Tome III. C

droits de l'homme soient reconnus & mis en évidence, pour que nous ne puissions jamais retomber dans la servitude & dans l'oppression auxquelles nous voulons nous soustraire, & pour assurer à notre postérité un bonheur après lequel nous avons longtemps soupiré.

Vous insisterez sur le retour périodique des états-généraux, à des époques fixes, comme le seul moyen d'entretenir le royaume dans une prospérité constante; de ne faire que des opérations sages, d'obvier aux inconvéniens qui auront échappé d'abord, & de détruire, avant qu'ils aient pris de plus profondes racines, les abus qui ne manqueront pas de se glisser & de se reproduire, sous toutes les formes, dans toutes les parties de l'administration.

Vous reconnoîtrez la dette nationale, & vous la sanctionnerez, loin de céder à l'impulsion de quelques écrivains faméliques, lâches adulateurs de nos anciens ministres, & qui sont entrés dans la lice, armés de tous les sophismes de l'igno-

rance , pour conseiller la banqueroute.....
Nec nominetur inter vos. N'exhumons
 point les viles productions de ces apôtres
 du despotisme ministériel..... Permettez
 seulement qu'on vous expose ici les para-
 doxes d'un homme trop fameux dans notre
 barreau. Il est bon de vous prémunir contre
 la logique spécieuse de ces forcenés.

« L'art de transmettre , d'une génération
 à l'autre , un fardeau fiscal , en le grossissant
 toujours , est une invention absolument
 moderne. Elle est particulière au dix-hui-
 tième siècle , & n'est pas un des traits les
 moins propres à le caractériser. Il y a peu
 de gouvernemens aujourd'hui qui ne soient
 plus ou moins affectés de cette lèpre redou-
 table : mais ce sont sur-tout la France &
 l'Angleterre qui en sont accablés. A cet
 égard , si leurs charges sont à peu près les
 mêmes , il s'en faut bien que leurs enga-
 gemens ou leurs dangers soient pareils.

La Grande-Bretagne, admise en son nom
 dans les contrats avec ses créances, s'est
 livrée elle-même pour sûreté de ces con-

trats; mais sa rivale, privée de ce funeste honneur, n'en a pas non plus les inconvéniens. Si la France gémit sous la masse effroyable des dettes des deux derniers règnes, c'est le fruit de cette enfance de notre législation, qui livre l'état des hommes & de leurs chefs au hasard, & ne permet ni aux uns ni aux autres d'avoir des idées fixes sur la nature de leur gouvernement. D'après la vérité, d'après la raison, d'après les principes reçus dans tous les pays où la couronne est héréditaire, & l'administration absolue, le prince régnant n'en est que l'usufruitier. Une substitution perpétuelle lui en ôte la propriété foncière; il ne peut disposer ni de la totalité, ni des parties; elle passe entière, même malgré lui, à l'héritier que la loi désigne. De ce côté-là, comme il y avoit un intérêt particulier pressant à prévenir, l'incertitude, la législation a acquis toute la clarté dont elle est susceptible. La manière de recueillir est incontestable; il n'y a que celle de jouir qui ne l'est pas; pour la décider, il ne falloit que résoudre une question.

Si ce titulaire passager ne peut pas intervertir l'ordre de sa succession, ni donner aux membres à venir de l'état qu'il gouverne, un autre souverain que celui qui est appelé au trône après lui, peut-il éluder cet arrangement, en consommant d'avance les revenus de ce successeur, & ce qui est bien pis, la propriété même de ses sujets, en les donnant tous, avant leur naissance, pour sûreté d'un emprunt dont il dissipe arbitrairement le capital? En un mot, la nation appartient-elle au prince vivant, d'une manière plus spéciale que sa couronne?

Jusqu'au commencement de ce siècle, personne n'avoit songé même à examiner cette singulière espèce de problème, qu'on n'avoit pas encore intérêt d'approfondir. Ce n'étoit qu'en tremblant, par des voies indirectes, & pour de modiques sommes, que les princes avoient donné des créanciers éternels à leurs états. Louis XII, François I^{er}. n'avoient osé vendre que des offices, aliéner que des domaines; & dans

ces deux manières d'emprunter, c'étoit les prêteurs qui couroient le plus grand risque.

Sous Henri III, la déprédation fut plus hardie, parce que la foiblesse étoit plus grande, mais on croyoit si peu le corps de la nation solidaire envers les usuriers italiens, à qui les ministres la livroient, qu'on leur confioit la perception des revenus royaux, non comme un gage auquel ils eussent droit, mais comme un moyen plus facile & plus prompt de les rembourser.

Le vertueux Sully, devenu, après de violentes tempêtes, le principal agent du roi, qui avoit encore plus acheté que conquis sa couronne, songea moins à incider sur la nature des dettes qu'il avoit à éteindre, qu'à se libérer des arrérages usuraires & meurtriers, en liquidant le fonds au meilleur marché possible.

Sous Louis XIII, & dans la minorité de Louis XIV, il y eut encore des ventes scandaleuses de titres de toute espèce,

mais presque point d'emprunts directs, faits par le chef de la nation, avec soumission de sa part d'en constituer des rentes régulières.

Louis XIV, devenu majeur, voluptueux, conquérant, opiniâtre, est vraiment le premier qui ait présenté cet appât à la confiance, ou plutôt à l'avidité publique ; & il se permet d'en abuser à un point vraiment intolérable.

Le moment étoit venu, à sa mort, de donner l'exemple d'ensevelir ses engagements avec lui, & de soulager la nation, mineure comme son nouveau prince, des calamités sous lesquelles elle succomboit. Mais le régent, dépositaire momentané du pouvoir, entouré d'ennemis, redoutant le cri des hommes intéressés à la perpétuité des abus, toujours plus fort que celui des peuples qui en gémissent ; ignorant probablement ce principe incontestable, qui l'autorisoit à déclarer son pupile libéré, ne vit pas combien cette opération auroit été juste, sensée, humaine, utile, préférable

en tout sens au baladinage cruel, avec lequel il amusa, pervertit & ruina la France. Il supposa donc que les dettes royales, en changeant de titulaire, n'avoient pas changé de caution, & qu'il falloit ou les rembourser, ou continuer de les supporter.

Ce premier pas fait, on n'a plus balancé à réduire en axiome le principe qu'il n'y avoit à cet égard aucune différence entre le monarque & la monarchie; & il est devenu la base des opérations du feu roi : ce prince & ses ministres se sont toujours regardés comme les propriétaires absolus du bien des sujets. Il n'y a point d'exemple, dans l'histoire, d'une époque à laquelle les impôts aient été multipliés avec aussi peu de ménagement, promulgués avec aussi peu de formalités, & levés avec un despotisme plus odieux; il n'y en a point non plus où, en écrasant ainsi par des exactions journalières la race présente, on ait grevé la postérité d'une manière plus funeste par des emprunts.

Ce prince infortuné en est venu au point de déclarer publiquement, dans une assemblée réputée nationale, & qui avoit pour objet de faciliter quelque assise fiscale, car il n'en convoquoit pas d'autre, que la nation résidoit en lui seul. Parmi tous les légistes qui l'écoutoient, il ne s'est pas trouvé un homme assez éclairé ou assez courageux pour établir, ni alors, ni depuis ; la distinction essentielle, indestructible, qui existe, par la nature des choses, entre ces deux objets.

Le préjugé, autorisé par de tels exemples, & consacré en quelque sorte par une prescription si bien soutenue, a donc prévalu. On a cru sérieusement qu'un roi de France qui empruntoit, avoit autant de garans que de sujets. A l'avénement du monarque régnant, on lui a persuadé que ce seroit de sa part un acte d'équité autant que de bienfaisance, de ne pas séparer les dettes de ses ancêtres de leur couronne.

Voilà comme on abuse de la bonté même du cœur des rois, comment la cause des

peuples, qui n'ont jamais de défenseurs à la cour, est sacrifiée sans réflexion aux intérêts de la cupidité, qui trouve toujours des avocats pour la faire valoir.

C'est sans doute un trait magnanime de la part d'un fils, quand, appelé à recueillir une propriété hypothéquée contre les règles, par un père dissipateur, pouvant repousser les créanciers avec la loi, il préfère l'honneur de l'auteur de ses jours à son aisance personnelle, & se prive de ses droits, plutôt que de frustrer des prêteurs confians. C'est lui-même alors qu'il dépouille; il donne du sien, en se réduisant ainsi à l'étroit.

En est-il de même d'un roi, & sur-tout d'un roi de France, dans la même conjoncture? Est-ce là sa position? Sont-ce là ses devoirs? Qu'il ait des dettes ou non, rien change-t-il dans son état & dans ses jouissances? Il est obligé sans doute à des égards envers le nom de ses aïeux; mais il en doit encore de plus grands aux sujets dont l'onction sacrée l'a constitué le père. En

prenant sur lui les engagemens de ses prédécesseurs, ce n'est pas lui qu'il charge du fardeau public : c'est le public entier qu'il hypothèque aux dettes de sa famille.

Cette méprise est inconcevable & triste. Encore une fois, elle honore l'âme honnête à qui on l'a fait adopter ; le motif qui en a été le prétexte la rend respectable : le jeune roi a cru remplir un devoir, & satisfaire à ce que la justice & la piété exigeoient de lui.

Combien il auroit été plus heureux pour ses peuples, & par conséquent pour lui, qu'une voix courageuse, lui présentant en ce moment la vérité qu'il cherchoit, eût osé lui dire : Prince, c'est à porter la couronne, & non pas à dresser des bilans, que la providence vous appelle. Cette couronne, en vous arrivant, est libre & pure. Ne vous occupez du passé, que pour le faire oublier ; ne voyez dans l'avenir d'autre obligation que celle de réaliser l'espoir qu'ont donné vos vertus. La justice & la loi vous déclarent quitte de tout engage-

ment pécuniaire, contracté avant vous ; tâchez seulement que votre successeur ne soit pas dans le cas de les implorer à son tour , pour se dégager des vôtres.

Cette opération , comme je viens de le prouver , n'auroit rien eu que de juste. Elle auroit été beaucoup plus équitable que le retrait indéfini des domaines , qui passe cependant pour un droit incontestable de la couronne. Si un prince n'a pas le droit de vendre même les propriétés particulières de sa famille , il a bien moins encore celui d'aliéner les possessions de toutes les familles de son royaume. Or des emprunts dont le capital n'est pas employé , sont évidemment une aliénation faite , au profit du prêteur , du fonds chargé du remboursement.

Un grand exemple ayant une fois constaté que , dans les emprunts royaux , c'est le roi qui s'engage , & non le royaume , cette voie facile de se ruiner , interdite par la loi aux mineurs qu'elle protège , n'auroit plus été regardée , par les agens de la souve-

raineté, comme une de ses plus agréables prérogatives. Les ministres, ne pouvant plus proposer la couronne pour gage, auroient été moins tentés de devenir les complices de ses créanciers, & de faire à leurs enfans de vastes patrimoines des lambeaux de celui de l'état. L'agiotage des effets décrédités n'auroit plus été l'occupation d'un monde d'usuriers, & le gouffre honteux où circule tout l'argent d'une capitale; cette ressource, ennemie du commerce & des mœurs, n'auroit plus occasionné des fortunes ou des chûtes également scandaleuses, & aussi funestes les unes que les autres à la prospérité commune.

Enfin, une différence bien intéressante entre ces deux spéculations, c'est que, dans l'une, deux bons règnes consécutifs donneroient à un état une force, une vigueur irrésistibles; & l'influence des mauvais finissant avec chacun, la prodigalité des princes, évanouie, ne seroit pas un obstacle aux bonnes intentions de celui qui les

remplace ; au lieu qu'aujourd'hui les vices d'une administration lui servent nécessairement. La voracité fiscale se perpétue sous un règne économique.

Par la nécessité d'acquitter les arrérages, les peuples sont d'autant plus à plaindre, que le successeur d'un tyran a plus de scrupule. L'ame bienfaisante d'un *Titus* est forcée de payer à leurs dépens les dissipations d'un *Néron*.

Quiconque daignera y réfléchir sans partialité, verra que ce droit, méconnu jusqu'ici des publicistes, d'appliquer à la couronne le principe des substitutions, est un des plus précieux avantages des monarchies absolues.

On s'attendrit sur le sort de ces remueurs d'argent, qui seroient ruinés, dit-on, par son exécution. Eh ! pourquoi donc cette pitié compatissante se concentreroit-elle sur ce théâtre scandaleux de la bourse, où, encore une fois, il ne se trouve presque que des acteurs extravagans, ou des vampires criminels ? Sortez de cette boue de la

capitale, & voyez ce que coûte aux provinces le trafic honteux des prétendues créances dont elles sont le gage. Il ne s'y négocie point d'effets qui ne soient la ruine de vingt métayers en Poitou, de vingt fermiers en Champagne. Pour que le spéculateur de la rue Vivienne ait un carosse à Paris, qu'il y étale un luxe effronté, il aut désoler, dévaster, au nom du roi, cent paroisses de la Guyenne.

La gloire, les vertus d'une grande nation tiennent-elles donc à cette préférence unique ? Et s'il faut un sacrifice pour combler l'abyme que les dissipations de deux siècles y ont ouvert, n'est-il pas plus sage, comme plus juste, de prendre pour victimes des agioteurs engraisés du désastre public, que des cultivateurs innocens, déjà accablés, déjà voués à tant d'autres espèces d'oppressions ?

Créanciers de l'état, à qui ma doctrine, toute ancienne qu'elle est, paroîtra, sans doute, aussi nouvelle que scandaleuse, essayez de me répondre, mais tâchez que

ce soit par des raisons. Je tiens les injures pour dites ; elles ne m'intimideroient point ; elles n'éclaireroient point nos lecteurs. Passez-vous-en, s'il est possible , pour cette fois ; & si vous me prouvez que j'ai tort , vous n'aurez jamais fait de prosélyte plus sincère , ni trouvé de défenseur plus zélé (1) ».

Loin de vous de pareilles maximes , ô mes concitoyens ! rejetez-les loin de votre assemblée. Quand la dette nationale sera une fois vérifiée & reconnue , il faudra l'acquitter avec un subside qui diminuera graduellement, & qui s'éteindra avec elle. Sur-tout , que la destination de ce subside ne puisse jamais être ni changée , ni dénaturée.

Quand les pouvoirs des états-généraux

(1) L'empoisonneur public qui prêchoit une doctrine aussi scandaleuse , est le sieur Linguet , chassé un jour de l'assemblée nationale , où il s'étoit furtivement glissé , comme ayant fait l'apologie du despotisme , & calomnié jusqu'au pain. Telles sont les expressions dont on s'est servi par allusion aux différens ouvrages qu'il a publiés.

auront été bien déterminés, vous supplierez sa majesté d'ordonner à ses ministres de faire remettre, sur le bureau, l'état de dépenses de chaque département, non pas en somme totale, ainsi qu'elle est présentée dans les comptes rendus au gouvernement, mais exposée dans le détail le plus circonstancié, afin que les états puissent voir quels sont les articles qui peuvent être réformés sans nuire à la dignité du trône, à l'éclat de la majesté royale, au soutien de cet empire. Vous vous livrerez également à l'examen des dépenses de la maison du roi, de la reine & des enfans de France, non pas pour chercher à en diminuer le lustre, car il convient à la nation françoise que son monarque paroisse avec éclat & avec grandeur. Il faut que celui qui s'approche du trône soit frappé de respect, en voyant le souverain & sa puissance. Mais vous étudierez avec attention chaque article de ces dépenses, pour mieux découvrir les abus, pour les dénoncer au roi. Quand

Mém. hist. & polit., Tome III. D

vous aurez fait vos notes sur chaque article de dépense de ces différentes maisons, vous remettrez les états & vos observations entre les mains du monarque, en le suppliant de fixer lui-même, avec son ministre des finances, la dépense de ces maisons. Ce que sa majesté aura déterminé, sera, & sans diminution, voté par les états-généraux.

Vous demanderez la répartition égale des impôts sur les trois ordres, le clergé étant trop éclairé aujourd'hui pour soutenir ses anciennes prétentions, & la noblesse trop généreuse pour ne pas renoncer à des privilèges dont l'origine n'a plus de base plausible depuis qu'on l'a étudiée. Vous obtiendrez cette répartition, la seule légale, en admettant l'impôt territorial, tel que M. de Calonne l'avoit offert à l'assemblée des notables, & non tel que le présenta depuis l'archevêque de Sens, dont le souffle impur corrompt tout ce qu'il toucha.....

Vous demanderez que les loix soient

HISTORIQUES ET POLITIQUES. 51

faites par les états-généraux & fonctionnées par le roi, en exigeant que le pouvoir exécutif reste sans aucun partage aux mains du dernier ; que toute propriété soit sacrée ; qu'aucune portion n'en puisse être détachée que pour l'utilité publique, & ce moyennant une indemnité complète, fixée contradictoirement, & préalablement acquittée. Vous demanderez, comme un article fondamental de la constitution, que les états-généraux aient seuls le droit d'accorder les subsides, d'en déterminer la nature, la quotité & la durée ; qu'aucune création d'office, aucune levée de deniers ne soit faite sans leur consentement ; qu'aucun emprunt ne soit ouvert ni étendu.

Vous demanderez le divorce, comme le seul moyen de rétablir les bonnes mœurs, de rendre plus respectable & plus sacrée l'union sainte du mariage, & par-là vous ne contrariez point le vœu de la nature, qui n'a jamais commandé l'esclavage.

Une nation chez laquelle le divorce est

de fait & non de droit, est une nation très-corrompue, qui finira par perdre toute idée de morale, puisqu'insensiblement elle transmettra tous ses vices à sa postérité. Telle est la nation françoise dans toutes les grandes villes, & spécialement dans la capitale; qui renferme un vingt-quatrième de la population du royaume. Il n'y a rien de si contraire aux bonnes mœurs, de plus capable de dépraver les générations futures, que l'exemple d'un père abandonnant sa femme, pour dissiper, avec des courtisannes, la dot qu'il en a reçue, ou, d'un autre côté, une mère abandonnant l'éducation de ses enfans, pour courir les spectacles & les cercles avec ses amans.

Le mariage est aussi ancien que le monde, vous dira-t-on; le divorce n'est pas plus moderne. Moïse, le premier législateur connu, Moïse, dont l'autorité ne peut être suspectée, sans renverser toutes celles qu'on pourroit accumuler pour combattre mon opinion, Moïse auto-

rife le divorce. Les Egyptiens , la première des nations civilisées , admettoient le divorce. Le peuple le plus aimable , le plus fin , le plus frivole de l'antiquité , celui auquel on se plaît à nous comparer , les Athéniens , admettoient le divorce. Les Romains , à qui rien ne fut impossible , qui rentrèrent dans leur capitale , chargés des dépouilles & des vices de tout l'univers , annullèrent un article du code barbare de Romulus , qui laissoit le mari exercer seul la répudiation , pour y substituer la loi de Solon sur le divorce.

Consultez les évangiles , vous verrez notre divin législateur , J. C. devenir l'apôtre du divorce.

Les preuves de cette vérité sont accumulées dans les écritures , dans les canons des conciles & dans une foule d'ouvrages publiés par des ecclésiastiques. Aujourd'hui même le divorce est pratiqué par les catholiques romains de la Pologne. Le concile de Florence , au quinzième siècle , quand il fut question de réunir les

églises grecque & latine, laissoit à la première la liberté du divorce....

Vous demanderez , comme une suite nécessaire de l'admission du divorce, l'abolition des vœux monastiques, & du célibat des prêtres, comme outrageant, à la fois, la nature & la religion..... En effet, le célibat est une ingratitude monstrueuse envers le créateur, le reproche tacite de ce qu'il nous a donné l'existence, le mépris des décrets de sa divine providence, le renversement de l'ordre admirable qu'il a établi entre les générations des hommes & la durée des nations; c'est l'infraction des loix de la nature & de celles de la religion, un coupable égoïsme, une lâcheté criminelle, une double injustice, qui, dans les victimes d'un seul sexe, frappe autant d'individus de l'autre : le célibat est un état de mort; il attaque, il arrête les générations dans leurs cours, & les plonge dans l'éternel oubli. L'existence du célibataire est muette, vicieuse, isolée & précaire;

ce n'est qu'une demi-existence ; le célibataire est mort avant de cesser de vivre : être malheureux , dont l'ame ne s'est jamais épanouie au doux nom , au tendre sentiment d'époux & de père , ses goûts ne sont que mensonges , qu'infidélités , ses jouissances sont inquiètes , tronquées , frauduleuses ; le célibataire est un poids inutile sur la terre ; sa place ne peut être occupée trop tôt , puisqu'elle a été si mal occupée.

Et c'est à cet état de honte & d'avilissement que vous réduisez vos prêtres ! vous n'avez pas voulu qu'ils fussent citoyens ; vous ne voulez même pas qu'ils soient hommes..... Jetez les yeux sur les états les plus florissans de l'Europe ; voyez leurs prêtres-citoyens : ils sont bons patriotes , bons amis , époux fidèles , tendres pères ; ils sont le modèle des époux , l'exemple des pères , & ils sont , en cette double qualité , les pasteurs du troupeau , sous les rapports les plus essentiels à la société.

Vous travaillerez à un code de bonnes loix , à un code uniforme pour les trente-trois provinces du royaume. Rien ne respire plus la barbarie des premiers siècles , rien ne retrace , d'une manière plus affligeante pour nous , l'ignorance crasse de nos bons aïeux , que cette multitude de loix & de coutumes qui se contredisent , qui deviennent la source de mille procès , dont le résultat est de jetter , dans les familles des procureurs & des avocats , les biens de la veuve & de l'orphelin , & de couvrir le royaume de squelettes sucés par les vampires de la chicane. Quel labyrinthe ! quel dédale que notre jurisprudence ! Chaque province , souvent chaque ville , a sa coutume & ses loix particulières..... Hélas ! la vie d'un homme , dût-il vivre un siècle , & l'employer constamment à l'étude des loix , ne suffiroit point pour lui donner une teinture des vôtres. Afin que tous les enfans d'un même père partagent également la fortune qu'il peut leur laisser , abolissez le droit d'aînesse ; il est contraire

à la nature, contraire à la raison, à la justice, & dangereux dans ses effets..... De l'inégalité des fortunes dans une même famille, naissent les haines invétérées que les siècles ne peuvent éteindre, parce qu'on les a sucées avec le lait de sa nourrice..... De l'inégalité des fortunes, naît le désordre de la société & la ruine du bien public..... Dans les villes commerçantes de la Normandie, & du Ponthieu principalement, un père mourant laisse une fortune quadruple de celle qu'il avoit reçue de ses ancêtres, parce qu'il a été laborieux, parce qu'il a suivi, par lui-même, les affaires de sa maison ; son fils aîné, pour qui la loi fait tout, absorbe presque tout, se croit trop riche pour continuer de se livrer au commerce ; il achète une charge, parce qu'il veut être noble ; il substitue une épée, qu'il traîne ignominieusement, à l'aune que portoit son père. Du fond d'un char doré, il éclabouffe le journalier qui porte le même nom que lui..... Ses cadets, qu'à peine il salue, végètent dans

un coin de cette même ville où il a un palais & des jockeis, parce qu'ils n'ont pas assez de fortune pour soutenir la maison de leur père, dont ils ont d'ailleurs été chassés par la loi & par leur aîné. Ce n'est point le courage qui leur manque pour travailler, pour être utiles à leur pays, c'est l'argent. Ils ont précisément le nécessaire, pendant que leur frère vit au sein de l'abondance, reçoit à sa table un essaim de parasites qui le flagornent, & qui, dans l'endroit même où l'on a vu son grand-père couvert de bure & chauffé d'un sabot bruyant, le placent sur la même ligne que les preux qui jadis ont sauvé la France..... Portez le fer & le feu au sein de ces abus, qu'il ne reste aucun vestige d'un code aussi barbare dans ses effets, & aussi dangereux dans ses suites.

Demandez avec de plus vives instances encore la réforme du code pénal. Il a été fait par les cannibales, & pour les sauvages habitans du cap de Bonne-Espérance.

Nos loix pénales poursuivent également & punissent avec la même sévérité le meurtrier & le voleur, sur-tout quand le délit de ce dernier a été commis sur une voie publique, ou avec effraction. Un malheureux, qui dérobe un écu sur un grand chemin, périt de la même mort que celui qui s'est baigné dans le sang de son frère ou de son ami ;..... on lui réserve le même supplice qu'au parricide..... Les Caraïbes, qui dévorent les membres palpitans de leurs ennemis, pris les armes à la main, sont-ils plus féroces, plus sanguinaires qu'un législateur, qui, du fond de son cabinet, au sein de la mollesse & de l'abondance, a rédigé une loi injuste dans ses effets, puisqu'elle n'est point proportionnée au délit ?

Proscrivez, sur-tout, la forme extraordinaire & vicieuse de toutes procédures criminelles. Proscrivez ces ruses avec lesquelles un juge *expérimenté* arrache de l'innocent, comme du coupable, un aveu qui, dans l'ordre naturel des choses, doit

être réputé nul..... Proscrivez les subterfuges employés dans les informations, dans les interrogatoires ; rejetez - les comme des moyens captieux, propres à bouleverser la tête la mieux organisée, & mille fois plus dangereux que les supplices préparatoires, employés autrefois pour extorquer ces aveux (1).

Pourquoi, d'ailleurs, être à huis clos, quand il est question de prononcer sur la vie ou la mort d'un homme ? Il a manqué à la société par son délit, qu'il soit jugé publiquement, de même qu'il sera puni publiquement ; que son supplice tourne au profit de la société ; qu'il soit un exemple vivant pour les générations futures..... Ne condamnons à mort que les assassins, les empoisonneurs & les incendiaires : arrachons à la potence les voleurs, les filoux, les contrebandiers & autres criminels du même genre, englobés

(1) C'est à Louis XVI qu'on doit l'abolition de la question préparatoire.

dans les filets de la justice..... Marquez-les, au visage, d'un fer chaud; répandez-les dans toutes les villes du royaume; occupez-les aux travaux publics, à la confection des routes, aux curemens des ports, aux fonctions les plus viles de vos cités, au lieu d'arracher aux campagnes des bras utiles à la culture des terres.... Vous les dompterez facilement, en leur attachant à la jambe une chaîne chargée d'un boulet d'un poids proportionné à leurs forces. Ces ennemis du bien public ainsi répandus dans les différentes villes du royaume, seront autant d'exemples frappans de la justice de la loi, & leur supplice, qui sera perpétuel, deviendra un frein bien puissant pour des enfans qui auroient déjà le germe du vice dans le cœur;..... germes que ne peuvent étouffer l'inspection d'une potence, ni les cris d'un malheureux dont on brise les os sur une roue..... Les supplices multipliés dans toutes les capitales, ou dans les grandes villes en général, n'ont guère diminué le

nombre des malfaiteurs ou des brigands. On vole des mouchoirs, des tabatières & des montres à tyburn & à la grève, au milieu de l'appareil de la plus terrible exécution :..... & le soldat, qui jadis avoit puni d'un coup de fusil la désertion de son camarade, désertoit lui-même quatre heures après. Enfin, condamner au même supplice celui qui assassine de dessein prémédité, & celui qui vole six francs, n'est-ce pas vouloir multiplier les attentats ? n'est-ce pas faire un assassin d'un voleur, qui ne vous arrête, peut-être, que parce qu'il est réduit à la dernière extrémité ? Non content de vous dépouiller, quand il vous trouvera seul, sans armes, sur un grand chemin, au fond d'un bois, entre deux montagnes, il vous assassinera, parce qu'en vous tuant, il diminue, d'une manière bien essentielle pour lui, le nombre de témoins que la loi exige pour le conduire à l'échafaud..... Vous êtes donc cause qu'un malheureux père de famille, auquel on auroit volé peu de chose, perd

la vie , & laisse , en mourant , des enfans sans pain & sans secours.....

Par une suite de ce que je viens de vous offrir , en réformant le code criminel , ne condamnez jamais un homme à une peine limitée : il est coupable , sa punition doit être perpétuelle. Combien de brigands échappés ou délivrés des galères , après y avoir passé le temps prescrit par leur ban , ont été repris par la justice ; je ne dis pas chez les étrangers , mais dans le sein de leur patrie ? Le souvenir de leur punition s'est effacé avec celui de leur crime ; ils sont encore plus dissolus : flétris à leurs propres yeux , ils ont un frein de moins , l'opinion publique qu'ils ne pourront jamais se concilier.... On ne croit ni à leur repentir , ni à leur vertu , il n'est personne de nous qui voulut avoir , même pour balayer sa cour , pour penser ses chevaux , ou soigner ses chiens , un homme fleurdelisé sur l'épaule , ou qui auroit troqué son bonnet de galérien contre un habit de livrée. Envoyer un homme aux ga-

lères pour trois, six, ou neuf années, c'est avoir envie de le pendre ou de le rouer, six mois après l'expiration de son ban. Ses enfans, s'il est père, ne partagent-ils pas son infamie ? Les préjugés barbares qui nous aveuglent encore, ne nous empêchent-ils pas d'aller au devant d'eux, de les soutenir dans leur malheur, au sein de leur misère ? Le fils d'un pendu ou d'un galérien n'est-il pas flétri dans l'opinion publique ? Barbares que nous sommes ! en faisant ainsi retomber sur lui un crime dont il est innocent, nous le forçons à devenir criminel, & le lendemain du jour que vous lui aurez reproché l'infamie de son père, je le vois accroché au même gibet, ou assis sur le même banc, une rame à la main.

Vous demanderez que toutes les justices des seigneurs soient & demeurent supprimées. Vous exigerez sur-tout la diminution du ressort des tribunaux par lesquels on remplacera les parlemens.... N'étoit-ce point une injustice criante que d'arracher un habitant de Lyon à son commerce, à sa famille,

famille, pour venir entendre sa sentence de la bouche d'un conseiller au parlement de Paris? Vous veillerez à ce qu'on abrège les formes judiciaires, à ce qu'on raccourcisse les griffes de tous les voleurs en bonnets quarrés, qui passent leur vie à gratter du papier timbré pour ruiner les familles. Vous demanderez que tout rapporteur soit tenu de faire son rapport sous six mois, du jour de la distribution du procès; qu'il devienne, envers le président du tribunal, garant des mêmes dommages & intérêts, auxquels celui-ci est condamnable envers les parties; que tout particulier, dont les biens sont saisis, ou en décret, ne puisse traverser les poursuites de ses créanciers par aucun appel ni procédures, qu'autant qu'il y sera autorisé par le conseil de deux avocats, nommés par le tribunal où le décret aura été rendu. Vous demanderez qu'il ne soit accordé aucun arrêt de surseance ou sauf-conduit : ces sortes de graces étoient à l'encan, lorsque vos ministres pouvoient en disposer; elles étoient la

Mém. hist. & pol. Tome III. E

source d'une infinité d'abus; elles procuroient une grande facilité aux banqueroutiers frauduleux; elles ont hâté la ruine d'un grand nombre de familles. Vous supprimerez la vénalité des charges.... Quand vos finances seront rétablies, vous rembourferez les titulaires, sur le taux qui aura été décidé par les états.

Vous arrêterez qu'à l'avenir tout François pourra être employé dans tous les grades, fans qu'il soit befoin de rechercher ce qu'étoient ses aïeux. Vous demanderez que toutes ordonnances à ce contraires soient anéanties; qu'il soit défendu à tous ministres & autres personnes, sous peine d'être déclarés criminels de lèze-nation, de coopérer à la composition ou exécution d'aucun arrêt, édit, lettres-patentes, ordonnance, ou réglemeut, ne fût-il que provisoire, qui tendroit à empêcher l'effet du présent article. Il ne fera plus nécessaire de faire preuve de catholicité pour exercer une charge où un emploi: tout François, quelle que soit sa religion, pourra être pourvu

à toutes places d'honneur, de commandement & de confiance, quelle que soit d'ailleurs son extraction & son origine.

Vous proscrirez les lettres-de-cachet, comme attentatoires à la liberté individuelle, dont tout particulier doit jouir dans un état bien policé.... Depuis long-temps ces lettres étoient un armement bien dangereux dans la main des ministres, des intendants de provinces, & des évêques..... Plusieurs écrivains vous ont dénoncé, depuis quelques années, d'une manière énergique, tous les crimes que l'inquisition des lettres-de-cachet a enfantés; il ne suffit pas de les avoir dénoncés, de les dénoncer encore une fois à toute la nation assemblée; il faut les proscrire d'une manière si efficace, que la génération future n'en retrouve point la trace; & pour hâter cette proscription, il suffira d'accorder la liberté de la presse.

Vous exigerez la responsabilité des ministres; il est temps que la tyrannie de ces despotes en sous-ordre finisse :..... assez

& trop long-temps ils se sont enrichis , eux & leurs familles , aux dépens du peuple qu'ils fouloient , & en puisant dans le trésor public , comme dans un trésor à eux appartenant. C'est de la nation qu'ils tiendront désormais toute leur puissance ; elle pourra leur allouer une somme de cent mille livres par an ; s'ils en prennent davantage , qu'ils soient traités comme des concussionnaires & des déprédateurs ; qu'ils répondent , en leur propre & privé nom , à leurs risques & périls , de toutes les injustices qu'ils feront commettre au souverain : ils ne doivent pas interpréter la loi ;.... elle est supérieure au prince ; elle n'est qu'un glaive qui doit se promener horizontalement & trancher toutes les têtes qui s'élèvent au-dessus d'elle. Un ministre prévaricateur doit être puni plus sévèrement qu'un simple particulier , parce qu'il a été choisi pour faire respecter la loi ; il doit donc la respecter lui-même.

Vous demanderez la suppression des aides & gabelles , qui ont fait naître &

perpétué des vexations de tout genre & de toute espèce, contre lesquelles la philosophie & la saine raison ne cessent de s'élever depuis plusieurs années, la perception de ces droits ayant nécessité la création d'une troupe de stipendiaires à la solde des fermiers généraux, qui ne manifestent leur existence que par les maux dont ils accablent les peuples, tant le régime fiscal est consommé dans l'invention de tous les moyens les plus propres à vexer une nation. Ces stipendiaires sont des fléaux plus meurtriers pour nos campagnes, que les nuées de sauterelles, ou autres insectes, qui rongent dans leur germe l'espoir du cultivateur : toute la France demande à grands cris cette suppression. Au nom du meilleur des rois, les préposés des fermes violent les droits les plus sacrés de l'hospitalité, pour se permettre des recherches & des vexations inconnues aux peuplades les plus barbares des deux hémisphères..... Pour chercher une once de tabac, un quarteron de sel,

ces brigands brisent le peu de meubles qu'ils trouvent dans nos maisons, & ne respectent pas même la couche dans lesquelles nous cachons notre misère & nos larmes. Ces hommes, qui, dans l'ordre civil, traînent une vie presque oisive, dédaignés & craints de la multitude, méprisés & haïs de tout le monde; des hommes dont le témoignage seroit au moins suspecté dans le commerce ordinaire de la vie; des hommes, en un mot, flétris dans l'opinion publique, & par la bassesse de leurs fonctions, décident souverainement du sort d'un père de famille, & sont crus sur la foi d'un procès-verbal qui n'est qu'un crime de lèse-humanité & de lésation; ils sont ignominieusement traîner dans les prisons, ou ruinent, par des amendes arbitraires, des hommes nés libres, affranchis depuis plusieurs siècles du servage de la glèbe, & dont les campagnes & les manufactures réclament les bras & redemandent la liberté.

Vous examinerez le traité de commerce

fait avec l'Angleterre. Vous engagerez les personnes instruites dans cette partie, à publier leurs observations sur les fabriques angloises, sur le prix de la matière première rendue dans leurs manufactures, sur leur mécanique & leurs effets, sur le prix de la main-d'œuvre, afin de pouvoir établir, d'une manière précise, la différence du prix de leur fabrication, avec celui de la fabrication françoise. Cette donnée vous conduira à juger si la nation angloise a pu naturellement, & sans des efforts extraordinaires, nous chasser de nos propres marchés; ou si elle n'a inondé nos magasins de ses marchandises que parce que ses négocians recevoient des primes du gouvernement, ou parce que, trompés par de fausses spéculations, ils auroient envoyé une grande quantité de marchandises, qu'ils ont ensuite été obligés de vendre au prix qu'on a bien voulu lui donner.

Vous demanderez qu'on apporte quelques modifications à ce traité, comme

ayant porté, à l'industrie nationale, un coup meurtrier, qui la forceroit à détériorer elle-même les productions de ses manufactures, pour soutenir la concurrence du prix.

Vous demanderez que, par les états, il soit reconnu que la noblesse est, en France, un titre d'honneur héréditaire, sans aucune fonction; que, cependant, il donne, à celui qui en est revêtu, le droit d'assister à toutes les assemblées publiques, d'y occuper, auprès du président, & après le seigneur de la paroisse, la première place; que la noblesse puisse, sans déroger, se livrer à tout commerce, tant en gros qu'en détail; professer tel art qu'elle jugera à propos, & faire valoir toute ferme, même par bail (1).

Vous ratifierez la loi rendue en faveur des non catholiques; vous demanderez le libre exercice de leur religion, leur ad-

(1) Nos lecteurs voudront bien se rappeler que ces cahiers ont été commencés en 1788.

mission aux charges publiques, la faculté d'entrer, par le mariage, dans les familles catholiques, & sur-tout que personne ne soit inquiété sur les opinions religieuses, pourvu toutefois qu'il n'en résulte aucun inconvénient dans l'ordre moral, public & politique; que sa majesté soit suppliée d'établir un patriarche en France, pour accorder les dispenses d'usage, & conserver, par ce moyen, dans le royaume, les sommes dont nous enrichissons, chaque année, la cour de Rome. Ce tribut déshonorant pour nous, ne doit, comme les autres privilèges, son origine qu'à l'ignorance des siècles passés, à la folle crédulité de nos pères & de nos princes. Ces derniers ont cru faussement qu'ils pouvoient, avec de l'argent, intervertir l'ordre naturel des choses, ou expier des forfaits que la nature & la religion avoient également pros crits & détestés. Vous demanderez également la suppression des annates, dont le produit sera versé dans la caisse nationale; la sup-

pression du *déport*, dont s'engraissent certains évêques, au détriment du vrai pasteur du troupeau. Il est de toute injustice de souffrir qu'un prélat vole à un curé la première année de son revenu. Le nouveau curé doit recueillir la récolte que les évêques lui enlèvent. Il faut qu'à l'avenir il ne soit plus accordé d'abbayes, mais seulement des pensions sur les économats; pensions qui ne pourront jamais excéder la somme de vingt mille livres. Vous demanderez la suppression des ordres religieux; les couvents n'étant, aux yeux du vrai sage, que des réceptacles ouverts à tous les vices, parce qu'ils sont peuplés de gens inutiles à la société, fainéans par principe, & qui souvent outragent la nature par des excès inconnus aux sociétés les plus débauchées. Les moines sont à charge à l'état, & n'ont, pour la plupart, aucun moyen pour payer leur tâche de citoyens; ce sont des frêlons qui assiègent sans cesse la ruche des abeilles, pour dévorer

leur miel, & pour s'engraisser du travail des autres. Si jadis les moines ont défriché les terres, s'ils ont conservé le feu sacré des arts & des sciences, ils ont été payés au centuple par nos aïeux; & quand nous n'aurions pas à leur reprocher qu'en propageant la lumière, ils ont aussi couvert le globe de mensonges & de superstitions, ... ceux d'aujourd'hui doivent-ils recueillir le fruit d'une moisson couverte, par plusieurs siècles, d'extravagances. Les moines de notre siècle, que font-ils, & qu'ont-ils fait pour nous? Quand ils sont plongés dans la crapule & l'ignorance, devons-nous leur tenir compte de la bonne conduite & des bons services que nous ont rendus leurs confrères, morts depuis huit cents ans.

Exceptez de la proscription générale, votée contre les moines, ceux de l'ordre de Saint François. Ils ne sont point à charge à l'état; ils vivent du superflu des riches, & des aumônes des fidèles; ils travaillent d'ailleurs, d'une manière effi-

cace , à la vigne du seigneur , en desservant les paroisses , en aidant les curés dans leurs maladies , ou pendant leur absence , en prêchant , le carême & l'avent. Portez à 15 , même à 1,800 liv. , les portions congrues des curés , ou le produit de leurs cures , afin qu'ils puissent se livrer , sans inquiétudes , aux travaux inséparables de leur mission , & ne plus faire un trafic infâme des choses saintes , en arrachant l'argent de leurs ouailles , pour les baptêmes , les enterremens , les mariages , ou toute autre cérémonie. La maison du seigneur est devenue l'asyle des publicains ; il y a des comptoirs & des bureaux de recette dans nos églises ; rien de plus indigne de la majesté d'un lieu qui doit être respecté de tout le monde. Vendre les sacremens & les choses saintes en général , c'est une simonie plus odieuse encore que celle qui est quelquefois poursuivie dans les tribunaux. Rien n'annonce plus la dépravation des mœurs , & le mépris des bonnes loix , que ce trafic usu-

raire, injurieux & avilissant pour l'ordre du clergé, qui ne fait rien que pour de l'argent, & qui se fait payer d'avance. Vous demanderez également la suppression des monastères de femmes, & qu'il ne soit conservé que deux ordres, l'un pour l'instruction des jeunes demoiselles, l'autre pour tenir les petites écoles des campagnes.

Vous donnerez aux Juifs un état civil ; ils sont nos frères comme les autres hommes. Assez & trop long-temps ils ont été poursuivis par le fanatisme, & traités, dans tout l'univers, comme des réprouvés & comme des bêtes de somme. Que ce siècle de lumières devienne aussi le siècle de la justice ; que toute superstition soit détruite ; qu'on ne demande plus à un individu s'il est baptisé ou circoncis ; souvenons-nous que nous naissons tous égaux. C'est en rendant les Juifs plus heureux que vous les rendrez meilleurs. Ils deviendront citoyens utiles, du moment que vous aurez banni de la

société toute distinction avilissante pour eux. Du moment que vous leur aurez ouvert toutes les voies de subsistance & d'acquisitions, loin de leur interdire l'agriculture, les métiers, les arts mécaniques, encouragez-les à s'y adonner; veillez à ce que, sans négliger la doctrine de leurs pères, ils apprennent à mieux connoître la nature & son auteur, la morale & la raison, les principes de l'ordre, les intérêts du genre humain: en un mot, mettez-les en possession de tous les droits de citoyens, & bientôt cette constitution équitable les rangera au nombre des membres les plus utiles à l'état.

Vous obligerez les évêques à résider dans leurs diocèses: les loix du royaume comme les canons des conciles leur en font un devoir; mais ces messieurs ne croyent pas plus les uns qu'ils ne respectent les autres. Il est scandaleux de voir tous les prélats de France réunis à Paris, y avoir un domicile permanent,

confier l'adminiftration de leurs diocèfes à des perfonnes auxquelles fouverit ils n'oferoient confier celle de leurs revenus. Il eft intéreffant pour les mœurs que les prélats reftent à la tête de leur église : leur préfence , fur-tout quand ils fuivent l'efprit de leur état , influe beaucoup fur le bon ordre & fur la conduite de leurs coopérateurs dans le miniftère apoftolique.

Vous travaillerez à la perfection de l'éducation publique, fi négligée en France ; vous demanderez qu'elle foit étendue à toutes les claffes du royaume ; qu'il foit rédigé , pour tous les citoyens & pour toutes, les provinces, un livre élémentaire, contenant fommairement les points de la conftitution, qui ferve par-tout à la première inftruction de l'enfance , afin que tout François apprenne , en naiffant , à refpecter & à chérir les loix de fon pays. L'éducation eft le bien le plus réel qu'un père puiſſe laiffer à ſes enfans ; de-là par conféquent dérive l'importance des devoirs impoſés aux perſonnes chargées par

le ministère public du dépôt le plus précieux qu'ait pu leur confier la patrie. Nos enfans appartiennent à l'état ; les collèges sont autant de monumens du patriotisme & de la bienfaisance de nos ancêtres ; ils doivent être l'asyle de la vertu & des bonnes mœurs : nous ne devons donc point être indifférens sur le choix des personnes destinées à faire des citoyens , & à former les cœurs de nos enfans en ornant leur esprit de toutes les connoissances utiles & agréables : ce sera à vous , ô mes chers concitoyens ! à peser dans votre sagesse & à décider s'il convient absolument que désormais ce dépôt soit encore confié à une classe d'hommes , souvent peu éclairée , toujours isolée , ne tenant de rang dans la société que celui que leur donne des préjugés qui ne tarderont point à s'effacer , & qui , enveloppés du voile d'une religion qu'ils trouvent peut-être eux-mêmes un peu trop sévère , ne peuvent pas toujours soutenir , par leurs exemples , ce qu'ils sont forcés d'enseigner ,

gner , & qui , voués à un célibat éternel , ne peuvent point donner aux jeunes plantes confiées à leurs soins , des idées bien sûres des premiers devoirs qu'ils auront un jour à remplir dans la société... Pour faire des citoyens , il faut être citoyen..... Pour former des enfans , il faut avoir senti les besoins , les plaisirs & les sollicitudes de la paternité. Pour bien développer les devoirs sacrés , qui font la base de la plus sainte union , il faut être époux.....

Vous supprimerez les capitaineries , comme un reste de l'ancien esclavage des siècles barbares de la féodalité. N'est-ce point assez , pour les malheureux habitans des campagnes , d'être dévorés par cette multitude d'impôts dont le régime fiscal a couvert le sol de la France ? N'est-ce point assez d'avoir à répondre à cette nuée vorace de commis , de collecteurs , de receveurs & de fermiers , qui regardent le royaume comme une vaste métairie qu'on leur a donnée à bail ? Faut-il encore que

Mém. hist. & polit. , Tome III. F

leurs moissons deviennent la proie des bêtes fauves ? Faut-il que ces sillons, trempés de leur sueur & de leurs larmes , servent d'asyle à des essaims de lièvres & de lapins , qui mangent leur pain & celui de leur famille , quand il est encore en herbe ? Faut-il qu'ils soient encore dévorés par ces animaux dont les chairs délicates couvrent la table des grands , ou de leurs oppresseurs , & qu'ils n'ont pu chasser , ni éloigner de leurs champs , sans s'exposer à une amende considérable , même à la perte de leur liberté ? A Dieu ne plaise que je veuille ici inculper les princes de France. Je veux bien croire qu'ils ignorent une grande partie des crimes qu'on se permet en leur nom ; ce sont leurs capitaines des chasses , leurs lieutenans , leurs gardes & autres gens de la même espèce , qui exercent toutes sortes de cruautés dans les capitaineries.... ; ce sont leurs officiers de justice , assurés de l'impunité , parce qu'ils sont les valets d'un maître puissant , qui envoient un

homme aux galères ; parce qu'il a tué un lièvre ou une perdrix. Les princes ne sont pas moins comptables de ces iniquités à la nation ; c'est à eux à réprimer ces abus, & ils ne seront efficacement réprimés qu'en abolissant leurs capitaineries & leurs juridictions ; anéantissez les hautes, basses & moyennes justices ; il ne doit y avoir qu'une seule justice, qu'une seule espèce de tribunaux ; ceux de la nation , approuvés & reconnus par le monarque. Vous demanderez également la suppression des apanages, qui sont encore la source d'un plus grand nombre d'abus. Assignez une pension aux princes sur le trésor national, payable le premier de chaque mois ; par-là vous rendrez inutile cette légion de surintendans, d'intendans, d'administrateurs de leurs domaines, qui, jusqu'ici, tranchons le mot, n'ont été que des fripons souvent mal-adroits, puisque plusieurs ont été pris, comme on dit, les mains dans le sac. Ces fripons avoient à leurs ordres une autre légion encore plus

formidable de secrétaires, de commis & de caissiers, imitateurs de leurs déprédations, & qui sembloient avoir pris à tâche d'opprimer tous les vassaux de leurs maîtres, & mis leur gloire à les faire passer pour des tyrans; qui s'emparoiént, à main armée, du bien d'autrui. Les princes apanagistes englobent dans leurs filets tous leurs riverains; toujours ils demandent; à force de demander, bientôt ils ont dépouillé les seigneurs voisins, comme les plus petits propriétaires, & ils finissent par engloutir les communes des villes.

Vous donnerez à l'armée une constitution digne du caractère & de l'esprit national; plus de coups de plat de sabres.... Vous délibérerez sur les moyens de concilier les devoirs du service militaire avec les devoirs de citoyen, la nécessité de la subordination avec les droits de la liberté. Il est honteux d'entendre dire à la majeure partie des officiers de l'armée de France, qu'ils sont au roi, qu'ils sont soldats avant d'être citoyens, & que si le souverain

leur ordonnoit d'arrêter leur père & leur frère , ils doivent être passifs , obéir en esclaves à ses ordres. Que diroient-ils de plus, s'ils étoient dans l'armée d'un Néron ou d'un Louis XI ?

Vous prononcerez la suppression des enrôlemens forcés , sous le nom de *milice* pour les troupes de terre , & de *classes* pour les armées navales. Vous demanderez que toute personne , de quelque rang ou qualité qu'elle soit , demeure assujettie au logement des gens de guerre ; dans les passages occasionnés par les différens mouvemens des différens corps de l'armée ; que les ouvriers , que le peuple soit dispensé de cette charge ; c'est un fardeau trop pesant pour lui. Quatre morceaux de bois mal unis , un matelas bien léger , une couverture plus mince encore , composent la majeure partie des ameublemens de cette classe de citoyens : père , mère , enfans , tous sont souvent enveloppés du même drap ; on vient , au nom du roi , du père du peuple , les en dépouiller ,

pour le donner au soldat , qui va , dit-on , défendre leurs propriétés....; leurs propriétés...., eux qui n'ont pas même le repaire que la nature accorde aux animaux les plus féroces.....; & ce soldat , avant de sortir de la ville , pour aller les défendre , semble vouloir les dépouiller , au moins les laisser au milieu de leurs plus cruels ennemis , la famine & la faim.

Arrachez au pouvoir arbitraire du ministre de la marine les colonies françoises ; faites-les participer au bonheur des habitans de la métropole , en les assimilant aux autres provinces , & en les regardant comme les rameaux d'un seul & même arbre , qu'il faut également féconder. Demandez que le secret de la poste soit inviolable ; interdites aux ministres , sous les peines les plus graves , cette dangereuse facilité , toujours entre leurs mains , de pénétrer , sans être apperçus , dans l'intérieur des familles. Supprimez toutes les banalités , en indemnifiant les propriétaires. Permettez aux gens de *main-morte*

d'aliéner tous leurs immeubles. Enfin, pour le salut de tous , & pour la plus grande prospérité du royaume , votez & ne vous séparez qu'après avoir obtenu l'abolition de toute espèce de privilèges, comme étant contraires à l'égalité parfaite qui doit régner entre tous les individus d'un même état.....

Le 30 Juin , tous les députés étant réunis dans la salle, on ne tarda pas à s'appercevoir que quelques parties de ce tout se refusoient à l'organisation régulière & légale de l'assemblée , en remettant leurs pouvoirs sur le bureau ; les députés de la noblesse , formant ce qu'on appelloit *la majorité* , lurent ou firent lire, par les secrétaires de l'assemblée , des déclarations intitulées protestations, dont le but étoit de notifier à tous leurs co-députés , qu'un mandat impératif les empêchoit de voter par tête, jusqu'à ce que leurs commettans eussent changé leurs pouvoirs à cet egard.

Quelques-uns y joignirent une protes-

tation contre tout ce qui s'étoit fait , ou ce qui se feroit à l'avenir , sans le concours de *l'ordre* de la noblesse ; d'autres déclarèrent qu'ils resteroient dans l'assemblée , & que , dans les délibérations , leur voix seroit seulement consultative. Cette restriction ne parut pas suffisante à quelques autres ; ils se condamnèrent à un silence absolu dans les délibérations , & ne voulurent y avoir aucune espèce de voix. Un petit nombre enfin , poussant le scrupule aussi loin qu'il peut aller , crurent ne devoir pas même se montrer dans la salle.

Quoi qu'il en soit , cette séance , à laquelle on prenoit un si vif intérêt , & qui devoit naturellement piquer la curiosité , fut presque entièrement consumée en lectures de déclarations ou protestations , dont il étoit aisé d'épargner la longue & ennuyeuse monotonie , en les réunissant en une seule , puisque toutes , à quelque chose près , avoient la même physionomie. Un député des communes , fatigué

de cette lecture , observa très-judicieusement que des personnes , dont les pouvoirs n'étoient pas encore vérifiés , n'avoient pas le droit de protester dans une assemblée , à laquelle elles étoient étrangères , jusqu'à ce que leurs pouvoirs fussent vérifiés , & qu'une assemblée nationale ne devoit pas sur-tout écouter plus long-temps des protestations qui contestoient ses droits & son existence.

On voulut d'abord rejeter toutes ces pièces comme nulles ; ensuite on distingua les déclarations & protestations ; & on se détermina pour un arrêté , qui , sans les admettre & sans les rejeter , ne pouvoit , en aucune manière , compromettre l'assemblée. Le voici ;

A R R Ê T É.

L'assemblée nationale ordonne que les pouvoirs , mis sur le bureau par MM. du clergé & de la noblesse , seront renvoyés au comité de vérification , pour y être

vérifiés, & ensuite en faire le rapport à l'assemblée.

Quant aux actes remis également sur le bureau, par quelques-uns de MM. de la noblesse, ils demeureront entre les mains des secrétaires, pour être ensuite avisé par l'assemblée ce qu'il appartiendra, après la vérification des pouvoirs.

Pendant ce temps-là, le peuple de Paris, échauffé depuis long-temps par les querelles indécentes des deux ordres privilégiés, qui avoient passé deux grands mois à ne rien faire, ou à disputer pour des formes que la saine raison proscrivoit, & de plus animé par les motions successives qui se faisoient dans l'enceinte du Palais-Royal, motions qui ne respiroient que la liberté, & qui ne votoient que la destruction absolue du despotisme, s'étant fait une arme de ce qui lui étoit tombé d'abord sous la main, se portoit, en force, vers une des prisons de la capitale, & en arrachoit, malgré la garde, malgré le

geolier, quelques gardes-françoises, que le duc du Châtelet, leur colonel, député de la noblesse, avoit fait emprisonner, pour quelques fautes légères. Ils furent ramenés en triomphe au Palais-Royal, aux acclamations d'une foule de citoyens, ou plutôt de toute la ville, qui les prit sous sa sauve-garde; ils furent logés dans un des hôtels garnis des environs, & toute espèce de secours leur furent prodigués.

Cet acte de justice, rendu au nom de tous les citoyens de Paris, pouvoit occasionner une grande fermentation dans la capitale; c'étoit une étincelle qui pouvoit occasionner un grand incendie; les électeurs de la commune envoyèrent, le premier juillet, une députation à l'assemblée nationale pour l'en informer. M. Bailly, ayant provisoirement répondu aux vingt députés, ouvrit la séance, en disant qu'il ne croyoit pas que l'assemblée pût recevoir cette députation, qui n'avoit aucun caractère; que cependant, comme

l'affaire étoit très-importante, il convenoit de s'en occuper promptement ; qu'il proposoit en conséquence à l'assemblée de nommer sur-le-champ un comité pour en faire son rapport dans la séance. Cette opinion ne fut pas adoptée.

D'abord, dit-on, il est nécessaire de savoir si les faits consignés dans la lettre sont vrais. On demanda le nombre des signatures, & il s'en trouva dix-neuf. Plusieurs membres prétendirent qu'ils ne pouvoient s'occuper d'un acte de police, d'une affaire qui ne leur étoit attribuée que par des personnes sans caractère & sans mission..... L'assemblée, écartant les principes de forme, s'attacha aux principes constitutifs. M. Freteau les développa le premier.

Motion de M. Freteau.

Nos cahiers nous prescrivent la marche que nous devons suivre dans une affaire aussi importante, & dans une circonstance aussi critique. Ils attribuent le pouvoir

exécutif au roi , & nous laissent l'exercice du pouvoir législatif. Nous devons nous renfermer dans nos mandats; or , de quoi s'agit-il ici ? D'un fait de police , d'une discipline militaire qui ne nous concerne pas. Est-ce à nous à nous attribuer la discipline militaire ? est-ce à nous à veiller sur la sûreté publique ? Ces soins importants sont ceux du pouvoir exécutif, c'est au roi qu'ils appartiennent..... M. Mounier détailla avec éloquence les mêmes principes , & tira la même conséquence..

« Laissons gronder autour de nous les orages, ajouta M. de Clermont-Tonnerre; soyons impassibles sur nos sièges; faire de bonnes loix, assurer le bonheur de nos concitoyens, tels sont les grands travaux auxquels nous sommes appelés. »

« Je n'ignore pas, reprit M. Desmeuniers, quelles sont les bornes qui séparent le pouvoir législatif & le pouvoir exécutif : je fais que le pouvoir législatif seul réside dans nos mains. Mais il est des circonstances où ces deux pouvoirs se rapprochent

& se confondent , & c'est certainement dans des circonstances aussi orageuses qu'ils doivent agir de concert & d'intelligence , pour ramener la paix & le calme. Ayant l'honneur d'être député de cette ville , qu'il me soit permis d'y porter plus particulièrement mes regards. Je crois qu'il convient d'envoyer des députés , non pas au roi , non pas aux ministres , non pas au colonel des gardes-françoises , mais à la capitale , pour calmer , par leur présence & leurs exhortations , des troubles dont le feu peut s'étendre rapidement dans toutes les parties du royaume. »

Plusieurs membres de la noblesse , surtout M. le prince de Poix , prétendit qu'il ne falloit point prendre connoissance d'une affaire purement militaire , d'une affaire qui devoit être jugée selon les loix militaires ; que c'étoit-là une révolte , qu'il ne convenoit pas à la dignité de l'assemblée de protéger. D'autres soutinrent que la députation proposée par M. Desmeuniers ne pouvoit avoir lieu sans l'au-

torisation du roi , que c'étoit un acte public , appartenant en quelque sorte à l'autorité exécutrice. Ce paradoxe fut bientôt combattu , même par des membres des trois ordres. Le roi , a-t-on dit , ne peut empêcher les députés de se transporter dans la ville de Paris pour y ramener la paix : revêtus de l'opinion publique , ils auront une influence qui ne pourra produire que la concorde.

M. de Mirabeau , dont l'opinion étoit qu'il n'y avoit lieu à délibérer , cherchant néanmoins à tout concilier , proposa une adresse , dont il fit lecture. C'est la même que nous avons annoncée , & à laquelle il fit sans doute les changemens devenus nécessaires depuis la réunion..... Nous la donnons ici telle qu'il l'imprima lui-même avant cet événement.

MESSIEURS,

Vos députés aux états-généraux , longtemps retenus dans une inaction bien pénible à leurs cœurs , mais dont vous avez

approuvé les motifs, entroient en activité, par le seul moyen qui leur parut compatible avec vos intérêts & vos droits.

La majorité du clergé s'étoit déclarée pour la réunion ; une minorité respectable dans la noblesse manifestoit le même vœu, & tout annonçoit à la France le beau jour qui sera l'époque de sa constitution & de son bonheur.

Des événemens que vous connoissez ont retardé cette réunion , & rendu à l'aristocratie le courage de persister encore dans une séparation dont elle sentira bientôt les dangers.

L'alarme s'est trop aisément répandue ; la capitale a été consternée ; le lieu même où nous sommes a éprouvé une agitation contre laquelle nous avons vu employer des précautions que l'on croit nécessaires, mais qui n'en sont pas moins alarmantes.

Tout nous fait un devoir d'aller au-devant des malheurs & des désordres, qui, dans une situation aussi extraordinaire, peuvent sortir à chaque instant de l'inquiétude

quiétude générale. *Le renouvellement des états-généraux après un si long terme, l'agitation qui l'a précédé, le but de cette convocation, si différent de celui qui rassembloit vos ancêtres* (1), les prétentions de la noblesse, son attachement à des lois gothiques & barbares, mais sur-tout les formes vraiment extraordinaires dont on s'est servi pour faire intervenir le roi, beaucoup d'autres causes enfin ont échauffé les esprits; & l'état de fermentation où se trouve le royaume est tel, nous osons le dire, que ceux qui veulent user de violence, lorsque les plus grands ménagemens sont tous les jours plus nécessaires, ne se rendent pas seulement *indignes d'être regardés comme François* (2), mais d'être envisagés comme des incendiaires.

D'après ces considérations, Messieurs, nous croyons devoir vous présenter le tableau de notre vraie position, pour vous prémunir contre toutes les exagérations

(1) Discours du roi.

(2) Ibid.

& les craintes qu'un zèle trompé, ou que des intentions coupables pourroient affecter de faire prévaloir.

Dans cette même journée, où un appareil, plutôt menaçant qu'impofant, vous montrait un monarque absolu & fèvre, quand l'assemblée nationale n'auroit voulu voir que le chef fuprême, efcorté feule-ment de fes vertus, dans cette même journée, nous avons entendu, de fa bouche, les déclarations les plus pures de fes grandes vues, de fes intentions vraiment généreufes, vraiment magnanimes. Non, les formes les moins propres à concilier les cœurs ne nous déguiferont point les fentimens de notre roi; nous pourrions gémir d'être mal connus de ce prince; mais nous n'aurons jamais à nous reprocher d'être injuftes. Malheur à ceux qui nous peindroient formidable! Nous pourrions le devenir au jour de la juftice; mais ce feroit pour eux feuls.

Et comment les fentimens du roi pourroient-ils caufier quelques alarmes? Si nous

connoissons moins ses vues, n'avons-nous pas la garantie de ses lumières & de son intérêt ? L'aristocratie cessa-t-elle jamais d'être l'ennemie du trône ? Toute son ambition n'est-elle pas de fractionner l'autorité ? Ne sont-ce pas ses prérogatives , ses privilèges, ses usurpations qu'elle cherche à cimenter par de mauvaises loix ? Et n'est-ce pas une vérité démontrée , que le peuple ne veut que la justice, mais qu'aux grands il faut du pouvoir ? Ah ! l'aristocratie a fait à nos rois le plus grand de tous les maux ; elle a souvent fait douter de leurs vertus même ; mais la vérité est arrivée aux pieds du trône ; & le roi , qui s'est déclaré le père de son peuple , veut que ses bienfaits soient communs ; il ne consacrera point les titres de la spoliation , qui n'ont été que trop long-temps respectés ; c'est à la prévention seule , c'est à la fatigue des obsessions , c'est peut-être à la considération que les meilleurs esprits conservent long-temps pour les anciens usages , & à l'espoir d'opérer promptement la réu-

nion ; c'est à tous ces motifs que nous attribuons les déclarations en faveur de la séparation des ordres, du *veto* des ordres, des privilèges féodaux, ces timides ménagemens pour tous ces restes de barbarie, pour ces masures de la féodalité, qui ôteroient toute solidité, toute beauté, toute proportion à l'édifice que nous sommes appelés à construire.

Nous voyons, par l'histoire de tous les temps, sur-tout par la nôtre, que ce qui est vrai, juste, nécessaire, ne peut pas être disputé long-temps comme illégitime, faux & dangereux ; que les préjugés s'usent, & succombent enfin par la discussion. Notre confiance est donc ferme & tranquille. Vous la partagerez avec nous, Messieurs ; vous ne croirez pas que, sous l'empire d'un sage monarque, les justes, les persévérantes réclamations d'un grand peuple puissent être vaines, à côté de quelques illusions particulières, adoptées par un petit nombre, & qui perdent chaque jour de leurs partisans. Vous sen-

direz que le triomphe de l'ordre, quand on l'attend de la sagesse & de la prudence, ne doit point être exposé par des agitations inconsidérées; c'est à vous, Messieurs, à nous aider, dans la carrière qui nous est ouverte, par vos conseils & par vos lumières; vous entretiendrez par-tout le calme & la modération; vous ferez les promoteurs de l'ordre, de la subordination, du respect pour les loix & pour leurs ministres; vous reposerez la plénitude de votre confiance dans l'immuable fidélité de vos représentans, & vous nous prêterez ainsi le secours le plus efficace.

C'est dans une classe vénale & corrompue que nos ennemis chercheront à exciter des tumultes, des révoltes, qui embarrasseront & retarderont la chose publique. Voilà les fruits de la liberté, voilà la démocratie, affectent de répéter tous ceux qui n'ont pas honte de représenter le peuple comme un troupeau furieux qu'il faut enchaîner, tous ceux qui seignent d'ignorer que ce même peuple,

toujours calme & mesuré, lorsqu'il est vraiment libre, n'est violent & fougueux que dans les constitutions où on l'avilit, pour avoir droit de le mépriser. Combien n'est-il pas de ces hommes cruels, qui, indifférens au sort de ce peuple toujours victime de ses imprudences, font naître des événemens dont la conséquence infaillible est d'augmenter la force de l'autorité, qui, lorsqu'elle se fait précéder de la terreur, est toujours suivie de la servitude ? Ah ! qu'ils sont funestes à la liberté ceux qui croient la soutenir par leurs inquiétudes & leurs révoltes ! Ne voient-ils pas qu'ils font redoubler les précautions qui enchaînent les peuples, qu'ils arment la calomnie, au moins, d'un prétexte ; qu'ils effraient toutes les âmes foibles, soulèvent tous ceux qui, n'ayant rien à perdre, se font un moment auxiliaires, pour devenir les plus dangereux ennemis ?

On exagère beaucoup, Messieurs, le nombre de nos ennemis. Plusieurs de

ceux qui ne pensent pas comme nous, sont loin de mériter pour cela ce titre odieux. Les choses arrivent souvent à la suite des expressions, & les inimitiés, trop aisément supposées, font naître les inimitiés réelles. Des concitoyens, qui ne cherchent, comme nous, que le bien public, mais qui le cherchent dans une autre route; des hommes qui, entraînés par les préjugés de l'éducation & les habitudes de l'enfance, n'ont pas la force de remonter le torrent; des hommes qui, en nous voyant dans une position toute nouvelle, ont redouté, de notre part, des prétentions exagérées, se sont alarmés pour leurs propriétés, ont craint que la liberté ne fût un prétexte pour arriver à la licence; tous ces hommes méritent, de notre part, des ménagemens: il faut plaindre les uns, donner aux autres le temps de revenir, les éclairer tous, & ne point faire dégénérer en querelles l'amour-propre, en guerre de factions, des différences d'opinions, qui

sont inféparables de la foiblesse de l'esprit humain, de la multitude des aspects que présentent des objets si compliqués, & dont la diversité est même utile à la chose publique, sous les vastes rapports de la discussion & de l'examen.

Déjà nous pouvons nous honorer de plusieurs conquêtes heureuses & paisibles. Il n'est pas un jour qui ne nous ait amené quelques-uns de ceux qui d'abord s'étoient éloignés de nous. Il n'est pas un jour où l'horizon de la vérité ne s'agrandisse, où l'aurore de la raison ne se lève pour quelques individus, qui, jusqu'à présent, avoient été éblouis plutôt qu'éclairés par l'éclat même de la lumière. Que seroit-ce, si, désespérant de la puissance de la vérité, nous nous étions séparés de ceux que nous invitations inutilement? Nous aurions glacé nos amis, même dans les deux premiers ordres de nos concitoyens; nous nous serions privés, peut-être, de cette réunion si avantageuse pour la France; au lieu que notre modération

actuelle leur ayant paru un gage de notre modération future, ils ont conclu que la justice dirigeoit nos démarches ; & c'est en leur nom , comme au nôtre , que nous vous recommandons cette douce modération dont nous avons déjà recueilli les fruits.

Qu'il sera glorieux pour la France , pour nous , que cette grande révolution ne coûte à l'humanité ni des forfaits , ni des larmes ! Les plus petits états n'ont souvent acheté une ombre de liberté qu'au prix du sang le plus précieux. Une nation , trop fière de sa constitution & des vices de la nôtre , a souffert plus d'un siècle de convulsions & de guerres civiles , avant que d'affermir ses loix. L'Amérique même , dont le génie tutélaire des mondes semble récompenser aujourd'hui l'affranchissement qui est notre ouvrage , n'a joui de ce bien inestimable qu'après des revers sanglans , & des combats longs & douteux. Et nous , Messieurs , nous verrons la même révolution s'opérer par le

seul concours des lumières & des intentions patriotiques ! Nos combats sont de simples discussions, nos ennemis sont des préjugés pardonnables, nos victoires ne seront point cruelles, nos triomphes seront bénis par ceux qui seront subjugués les derniers. L'histoire n'a trop souvent raconté les actions que de bêtes féroces, parmi lesquelles on distingue de loin en loin des héros; il nous est permis d'espérer que nous commençons l'histoire des hommes, celle de frères, qui, nés pour se rendre mutuellement heureux, sont d'accord presque dans leurs dissentimens, puisque leur objet est le même & que leurs moyens seuls diffèrent. Ah ! malheur à qui ne craindrait de corrompre une révolution pure, & de livrer aux tristes hasards des événemens les plus incertains, le sort de la France, qui n'est pas douteux, si nous voulons tout attendre de la justice & de la raison !

Quand on pèse tout ce qui doit résulter pour le bonheur de vingt-cinq mil-

lions d'hommes, d'une constitution légale, substituée aux caprices ministériels, du concours de toutes les volontés, de toutes les lumières pour le perfectionnement de nos loix, de la réforme des abus, de l'adoucissement des impôts, de l'économie dans les finances, de la modération dans les peines, de la règle dans les tribunaux, de l'abolition d'une foule de servitudes qui entravent l'industrie & mutilent les facultés humaines, en un mot, de ce grand système de liberté, qui, s'affermissant sur les bases des municipalités rendues à des élections libres, s'élève graduellement jusqu'aux administrations provinciales, & reçoit sa perfection du retour annuel des états-généraux; quand on pèse tout ce qui doit résulter de la restauration de ce vaste empire, on sent que le plus grand des forfaits, le plus noir attentat contre l'humanité, seroit de s'opposer à la haute destinée de notre nation, de la repousser dans le fond de l'abyme, pour s'y tenir opprimée sous le poids de toutes ces

chaînes. Mais ce malheur ne pourroit être que le résultat des calamités de tout genre qui accompagnent les troubles, la licence, les noirceurs, les abominations des guerres civiles. Notre sort est dans notre sagesse. La violence seule pourroit rendre douteuse ou même anéantir cette liberté que la raison nous assure.

Voilà nos sentimens, Messieurs ; nous nous devons à nous-mêmes de vous les exposer , pour nous honorer de leur conformité avec les vôtres : il étoit important de vous prouver qu'en poursuivant le grand but patriotique , nous ne nous écartions point des mesures propres à l'atteindre. Tels nous nous sommes montrés puis le moment où vous nous avez confié les plus nobles intérêts , tels nous serons toujours , affermis dans la résolution de travailler , de concert avec notre roi , non pas à des biens passagers , mais à la constitution même du royaume ; déterminés à voir enfin tous nos concitoyens , dans tous les ordres , jouir des innombrables

avantages que la nation & la liberté nous promettent , à soulager le peuple souffrant des campagnes , à remédier au découragement de la misère qui étouffe les vertus & l'industrie , n'estimant rien à l'égal des loix , qui , semblables pour tous , feront la sauve-garde commune ; non moins inaccessibles aux projets de l'ambition personnelle qu'à l'abattement de la crainte ; souhaitant la concorde , mais ne voulant point l'acheter par le sacrifice des droits du peuple ; désirant enfin , pour unique récompense de nos travaux , de voir tous les enfans de cette immense patrie réunis dans les mêmes sentimens , heureux du bonheur de tous , & chérissant le père commun dont le règne aura été l'époque de la régénération de la France. (1) »

Le comte de Mirabeau étoit malade , sa voix étoit foible ; l'adresse fut mal entendue , & nullement discutée..... Plusieurs membres parlèrent encore ; enfin M. Chapelier , en rappelant les principes déjà

(1) Adresse aux commettans.

consacrés par plusieurs des préopinans, crut que l'assemblée ne devoit pas manifester une indifférence trop sévère dans les circonstances malheureuses où nous nous trouvons.

« Je distingue, dit-il, comme tout autre, le pouvoir législatif & le pouvoir exécutif ; mais faut-il s'en tenir strictement à cette distinction, sans que l'on ne puisse porter des secours aux malheureuses victimes de l'injustice ou du despotisme ?

C'est dans ce moment que les deux pouvoirs qui se balancent mutuellement doivent se confondre pour prévenir les malheurs publics, suites inévitables d'un incendie qui est prêt à se manifester.

C'est dans ce moment qu'il seroit dangereux de témoigner une insensibilité cruelle pour ceux qui, dans toute autre circonstance, seroient coupables, mais qui aujourd'hui ne sont que trop excusables.

L'assemblée prit un sage milieu dans la diversité des avis : elle sentit & consacra qu'elle ne devoit pas empiéter sur le pou-

voir exécutif, qu'elle ne pouvoit pas demander, puisque, d'un côté, c'étoit en quelque sorte accuser & dénoncer un délit dont elle n'avoit pas une connoissance légale, & que, de l'autre, il ne pouvoit convenir en aucun sens au pouvoir législatif de prier le pouvoir exécutif de dispenser des loix ; mais en posant le principe, elle intéressa la clémence du roi, par l'arrêté suivant :

« Il sera répondu, par M. le président, aux envoyés de la capitale, qu'ils doivent reporter dans cette ville le vœu de la paix & de l'union, qui seul peut faciliter les travaux auxquels va se consacrer l'assemblée nationale. »

Déclaration qui a été imprimée & affichée.

« L'assemblée nationale gémit des troubles qui agitent la capitale : elle déclare que la connoissance des affaires qui y sont relatives, appartient uniquement au roi. Les membres ne cesseront de donner l'exemple du plus profond respect pour

l'autorité royale , de laquelle dépend la sécurité de l'empire. Elle conjure donc le peuple de la capitale de rentrer sur le champ dans l'ordre, & de se pénétrer des sentimens de paix qui peuvent seuls assurer les biens infinis que la France est prête à recueillir de l'assemblée libre des états-généraux, & auxquels la réunion volontaire des trois ordres ne laisse aucun obstacle.

Il sera fait une députation solennelle à sa majesté, pour invoquer sa clémence en faveur des personnes qui pourroient être coupables, l'instruire du parti pris par l'assemblée, & la supplier d'employer, pour le rétablissement de la paix, les moyens infailibles de douceur & de bonté, si naturels à son cœur, & de la confiance que mérite son peuple ».

Tous les bons citoyens firent des vœux sincères pour que cet incendie n'augmentât point, & pour la solidité de la réunion. Beaucoup de gens ne l'envisageoient que comme une affaire de politique,

rique , de la part de la noblesse , & comme une ruse de la part du clergé , dont la conduite n'a jamais été droite. Les soupçons se réalisèrent en une certitude qui ne laissa plus de doute à tous ceux qui lurent un mandement de l'évêque de Châlons , sur lequel nous allons nous permettre quelques réflexions , en développant les principes qui l'ont , sans doute , inspiré.

« Nous ne vous rappellerons point ici , N. T. C. F. , les plaies profondes de la nation , que la nation va fonder elle-même. Mais il est de notre devoir de vous en découvrir la véritable source. Comment s'est donc ouvert *ce vaste gouffre où la patrie est sur le point de s'engloutir* ? Comment est-il donc arrivé que le premier royaume de l'Europe , sous le prince le plus juste & le plus économe pour sa personne , se trouve tellement appauvri , *qu'il soit près de succomber sous le poids de ses charges* ? Qui de vous ne sent pas que le premier , que le grand déprédateur des revenus publics ,

Mém. hist. & pol. Tome III. H

c'est le luxe effréné produit par les mauvaises mœurs, & les mauvaises mœurs *enfantées par l'irréligion* » ?

Est-ce là le langage d'un ministre de paix, d'un pontife consolateur, d'un apôtre de la vérité ? Quoi ! dans un moment où la nation a besoin, en quelque sorte, de se recueillir en elle-même, pour opérer l'œuvre de sa restauration, quand tous les efforts des bons citoyens doivent tendre à l'encourager, à lui présenter cette époque comme une source de gloire & de prospérité, un prêtre, qui doit croire à la providence, ose sonner le tocsin du désespoir, crie que tout est perdu, que la patrie est sur le point de s'engloutir dans un gouffre, & que le premier royaume de l'Europe est près de succomber sous le poids de ses charges ? Pour exhorter les peuples à la prière, est-il donc nécessaire de les plonger dans la consternation ? de leur inspirer des terreurs paniques, de les effrayer sans motif ? Cette conduite cache nécessairement une

intention perfide ; car , ou l'on veut décourager le peuple , en lui exagérant ses malheurs , & l'abattre , au point de lui faire supporter patiemment le joug de la plus abjecte servitude ; ou bien on se propose de l'exciter à la révolte , pour sortir d'une position qu'on lui présente comme désespérée. S'il se résigne , on l'enchaîne ; s'il se débat , c'est un furieux qu'il faut contenir.

Au reste , ceci n'est que le protocole usé des apôtres de l'obéissance passive , dans tous les temps & dans tous les pays. On fait qu'ils ont effrayé les hommes pour les avilir , & qu'en faisant jouer le ressort de la crainte , ils ont retenu l'espèce humaine dans un état d'abrutissement dont il faut bien , tôt ou tard , qu'elle soit affranchie ; le secret de leur politique est aujourd'hui trop connu , pour qu'on puisse en être encore long-temps la dupe ; mais c'est pour cela même qu'il importe d'en dévoiler les coupables artifices.

« Hélas ! s'écrie-t-il , lorsque nous vous

difions , dans les diverses instructions que nous vous avons successivement adressées , *que les impies modernes étoient les vrais ennemis de l'état* ; que leurs principes destructeurs anéantiroient tout , & que leur politique funeste ne pouvoit qu'alarmer le zèle des véritables citoyens & la vigilance de nos maîtres , vous regardiez peut-être ces tristes pronostics (pourquoi ne pas dire prophéties ?) comme le fruit d'un zèle amer. Ce que nous vous difions alors , *n'est-il pas accompli maintenant ?* Voyez l'esprit d'indépendance & d'*insurrection* qui éclate de toutes parts ; les citoyens armés contre les citoyens ; une effervescence générale ; tous les liens de la société brisés , *tous les rapports qui unissent les princes aux sujets & les sujets aux princes , entièrement méconnus* ; les principes les plus sacrés livrés à l'arbitraire ; l'autorité confondue avec le despotisme , & la licence avec la liberté ; sous le nom de fraternité , les défiances & les haines ; sous le nom d'égalité , la confusion &

l'anarchie. Le voilà donc , N. T. C. F. , ce règne tant vanté de la philosophie ; telle est la révolution que nous devons attendre des nouvelles lumières ! Et valoit-il donc bien la peine de nous rendre si éclairés , si ce n'étoit que pour nous avilir & nous compromettre davantage » ?

Cette tirade séditieuse a le rare mérite de contenir autant de mensonges que de mots. Elle n'est heureusement qu'un tissu de calomnies aussi injurieuses pour la nation que pour les individus. Sur quelles preuves M. de Châlons se permet-il de nous dire que tous les liens de la société sont brisés , & les rapports , qui unissent les princes aux sujets & les sujets aux princes , entièrement méconnus ? Où sont les faits qui justifient une pareille assertion ? La nation donna-t-elle jamais à ses monarques plus de témoignages d'amour & de fidélité ? Montra-t-elle jamais autant de patriotisme , autant d'intérêt pour la chose publique ? Que signifient toutes ces lamentations hypocrites , toutes ces

déclamations forcées, que des prédicans fanatiques ne cessent de répéter contre ces prétendus impies, qu'ils croient flétrir par la plus odieuse des qualifications, en les accueillant du titre de philosophes ? Sont-ce les philosophes qui ont donné le scandale du luxe & des mauvaises mœurs, auxquels M. de Châlons attribue la déprédation des revenus publics ? Ne sont-ce pas plutôt les habitans des cours, aliment & foyer éternel de corruption, de dilapidation & de misère publique ? N'étoit-il pas du devoir de M. de Châlons de crier anathème contre ces insatiables vampires ? Mais non, ce n'est pas sur eux que doivent tonner les foudres ecclésiastiques ; leurs désordres ne sont pas d'une conséquence assez irritante, pour exciter le zèle d'un vrai serviteur de Dieu. C'est contre le petit nombre d'hommes coupables du péché de lumière, que doivent s'ouvrir tous les trésors de la colère céleste, & en effet, comme l'observe très-bien M. de Châlons :

« Ce n'est ni notre crédit national anéanti ; ni nos finances épuisées , ni notre considération perdue chez l'étranger , ni notre ancienne prépondérance dans la balance politique , tristement disparue , qui sont nos véritables calamités ; *c'est le mépris des anciens principes* ; c'est le dégoût de toute subordination ; c'est l'éducation publique corrompue dans toutes ses sources ; c'est la fureur d'innover sans fin.....

« Nous ne pouvons donc trop vous prévenir *contre ces écrivains perfides*, qui , couvrant leur profonde ignorance d'une hardiesse importante , & leur but criminel d'une bienfaisance hypocrite , répandent ces écrits séditeux , dont l'audace nous surprend encore moins que l'incroyable indifférence qui les a laissés circuler ».

Et nous osons réclamer la liberté de la presse ! Insensés que nous sommes ! ah ! demandons plutôt l'établissement de la sainte inquisition. Il n'y a pas de temps à

perdre ; car , si nous n'y prenons garde ,
« la fièvre politique , qui consume l'état ,
sans un nouveau miracle du ciel , que ,
peut-être , nous n'avons plus droit d'es-
pérer , dévorera bientôt les derniers restes
de notre ancienne gloire »

Si vous demandez ce que c'est que
cette ancienne gloire , on vous rappel-
lera , sans doute , ces jours prospères , où
l'on béatifioit , canonisoit , excommu-
nioit , empoisonnoit , écarteloit , brûloit ,
&c. , &c. ; en un mot , le bon sens des
croisades & du massacre de la Saint-Bar-
thelemi ; tous actes mémorables , qui
feront à jamais la gloire de la monarchie ,
que nos modernes opinions *ébranlent*
jusques dans ses fondemens ».

« Gardons-nous de cette étrange faci-
lité avec laquelle on touche à tout. Pé-
nétrons-nous de la pensée d'un grand
homme du dernier siècle , que l'art
d'ébranler les trônes , c'est d'en creuser
les fondemens. Craignons , pour nous
servir ici des expressions de Bossuet , que

ces terres , trop remuées , & devenues incapables de consistance , ne tombent enfin de toutes parts , & ne laissent plus voir que d'effroyables précipices ; & attachés plus que jamais à notre forme de gouvernement , tenons - nous en à celui que nous avons.

Je ne sache pas que personne ait encore proposé de la changer ; mais , sans doute , toucher aux classes privilégiées , c'est , selon M. de Châlons , pair de France , altérer la forme du gouvernement. Eh bien , d'aristocratique qu'il étoit , il deviendra purement monarchique ; je ne vois pas là de quoi nous tant affliger. Que le gouvernement sépare sa cause de celle des aristocrates ; qu'il ne conspire pas lui - même contre le peuple , & le peuple n'aura jamais été plus fidèle.

« Que faire donc , N. T. C. F. , parmi toutes les calamités qui nous affligent ? *Revenir aux anciens principes , & sur-tout nous rejeter dans les bras de cette religion sainte , qui ne s'est que trop vengée*

de nos mépris par nos désastres ;
... suivons-la pas à pas , & nous verrons
par-tout la destinée des nations , enchaî-
née , pour ainsi dire , avec la sienne ; les
états s'affoiblir ou se consolider , s'illustrer
ou se corrompre , suivant qu'elle a été
plus ou moins respectée. Aussi les jours
les plus brillans de la nation sainte
furent-ils ceux de sa fidélité au culte : aussi
les plus belles époques de notre histoire
sont-elles *les siècles des vertus religieuses* :
aussi nos rois les plus chrétiens sont ceux
qui ont laissé le plus de traces de leur
gloire ».

Nous avons déjà mentionné quelques-
unes de ces belles époques dans notre
histoire. Quant à nos rois les plus chré-
tiens , il faut incontestablement com-
prendre , dans cette classe , Louis XI ,
Henri III , Charles IX , qui , comme cha-
cun sait , ont fait le bonheur de la France ,
& laissé des traces brillantes de leur gloire.
Il faudra parler aussi de la fin du règne
de Louis XIV ; car il est bien démontré

que ce prince n'est devenu grand que lorsqu'il est devenu bigot. C'est alors qu'on a bâti Saint-Cir, qu'on a révoqué l'édit de Nantes, & que la France est parvenue au comble de la prospérité. Parmi nos rois, tous très-chrétiens, il est un certain Henri IV, dont la foi fut toujours très-douteuse, dont le ministre principal étoit un réprouvé, & qui secrètement inclinait vers la tolérance. Qu'en est-il arrivé ? Les François ont été malheureux sous son règne, & c'est le seul roi dont on ne parle pas. D'après des faits aussi positifs, doit-on être surpris de la sainte exclamation de M. de Châlons ?

Il ne manque à cette lettre pastorale que les pièces justificatives tirées de notre histoire, & de toutes les histoires connues, pour prouver que la religion est la base des empires, & que, pour régénérer un état, il suffit de prier, d'aller à la messe, & de lapider les philosophes.....

Le 2 juillet, M. le président commença par annoncer que l'archevêque de

Paris alloit rendre compte de la députation envoyée hier au roi par l'assemblée nationale, relativement aux gardes-françoises enlevés aux prisons de l'abbaye.

L'archevêque déclara que le roi avoit reçu la députation, & qu'il avoit répondu : *Je trouve votre arrêté fort sage : j'approuve les dispositions de l'assemblée des états-généraux ; & tant qu'elle continuera à me marquer de la confiance, j'espère que tout ira bien.*

Réfléchissons sur cette réponse. Avec quelle satisfaction sentons-nous qu'elle est émanée du cœur de Louis XVI !..... *Tout ira bien*, Louis XVI l'a dit : empreSSIONNONS-NOUS DE LE PENSER, puisque le roi & l'assemblée nationale se rapprochent par les élans d'une confiance mutuelle. Peut-être un jour, seul, sans ministres, loin des passions étrangères qui tourmentent les rois, paroîtra-t-il, comme dans le champ de mai, au milieu des représentans de son peuple, & ne voudra-t-il d'autre place que celle qu'il doit avoir dans le sein de

la patrie. Ah ! c'est alors que, pénétrés d'attendrissement & d'admiration, c'est alors que nous nous écrierons : *Tout ira encore mieux*. Puisse Louis XVI voir, dans l'avenir, l'accomplissement d'un vœu qui a toujours été dans son cœur ! Pussions-nous aussi ne nous être pas trompés, en prophétisant la renaissance des beaux jours de la monarchie françoise ! Puisse le roi n'être que le père de ses peuples ; le premier citoyen de son royaume ; n'avoir de conseil que les représentans de la nation, & secouer le joug d'un conseil tyrannique, qui étouffe le sentiment, pour ne laisser germer dans le cœur, des principes, que l'orgueil & l'ambition !

Cette réponse a été entendue avec la plus tendre & la plus douce émotion ; chacun a recueilli, en silence, les paroles du roi, & bientôt l'on n'a entendu, de toutes parts, que des cris de *vive le roi*.

O bon peuple ! qu'il faut que le souverain, qui emporte au tombeau ta haine

& ton mépris, soit un prince coupable, puisque le moindre sentiment, de la part de ton roi, excite ta reconnoissance & ta sensibilité !

L'assemblée alloit se séparer en bureaux, comme elle l'avoit arrêté, pour nommer ses différens officiers, lorsque le cardinal de la Rochefoucault fit lecture des réserves *du clergé* ; car tel étoit le nom qu'il donnoit à ce prétendu acte conservatoire... L'archevêque de Vienne, toujours rempli de modération, mais toujours attentif à la chose publique, pria l'assemblée d'observer que lorsque le clergé rédigea la déclaration dont M. le cardinal de la Rochefoucault venoit de donner lecture, la majorité du clergé, qui pourroit à juste titre prendre celui de l'ordre du clergé, n'y étoit pas, qu'elle étoit déjà réunie dans la salle commune. Toute l'assemblée approuva la sagesse de cette réflexion. J'ajouterai, dit ensuite M. le comte de Mirabeau, à la respectable déclaration faite par le préopinant, que nul ne peut s'asseoir parmi nous, s'il ne con-

noît la souveraineté de cette assemblée : on ne proteste pas , on ne fait pas de réserves contre la nation ; elle n'a pas de procès ; & quiconque veut protester contre l'assemblée , doit , pour en acquérir le droit , commencer par se retirer ».

On applaudissoit encore à la chaleur & à la vérité de ces réflexions , lorsque l'archevêque d'Aix prit la parole.

» Quels reproches pourroit-on nous faire , dit ce prélat , d'une voix entrecoupée , en sanglotant , & presque les larmes aux yeux , des réserves que nous faisons , moins pour nous , que pour nos représentans ? J'ajouterai que nous ne nous réunissons que pour travailler au bien public. Aussi déclarons-nous que nous voulons procéder aux affaires d'une utilité commune avec le même courage que pour toute affaire particulière. Tel est le premier & le plus grand intérêt de la nation. Et qu'importe maintenant les petits intérêts dont nous nous occupons ? Si je pouvois dire à chacun de nos concitoyens : nous allons com-

mencer les opérations importantes auxquelles nous sommes appelés ; nous allons nous occuper des choses qui concernent l'utilité commune ; ils diroient tous : nous avons été trompés , cessons de nous alarmer ; ils veulent le bien de la patrie. Il ne s'agit que des formes : & qu'importe de quelle manière ils s'assembleront ? Retirons-nous des places publiques ; cessons de nous rassembler , de porter l'alarme dans le cœur du roi & de nos frères ; laissons nos représentans s'occuper en silence de notre bonheur.

En effet , Messieurs , pourvu que nous nous livrions à ces grands objets , qu'importe nos protestations & nos réserves ? Mais pouvons-nous exiger de notre conscience l'abandon des mandats qui ont été remis ? Avons - nous bien approfondi les loix constitutives de la monarchie ! Avons-nous bien saisi la différence des propriétés ? Avons-nous réfléchi sur la distinction des ordres ? Croyez-vous que ce soit l'effet de la volonté impérieuse du législateur ; que
ce

ce soit là une loi factice ? Non , Messieurs ; ces distinctions sont dans la nature de notre constitution , & elles ont existé de tout temps.

L'archevêque d'Aix avoit parlé , il étoit retourné à sa place , lorsqu'un député des communes lui demanda quelle étoit la conséquence de son discours. Effectivement tout y étoit amphibologique ; on ignoroit s'il prétendoit rester dans la salle des communes ; on ignoroit s'il protestoit..... Nous n'avons pas protesté , répondit l'archevêque ; nous ne faisons que des réserves ; nous en demandons acte , & nous ne demandons que ce qu'il est impossible de nous refuser.

Ce n'étoit pas encore s'expliquer sur la réunion. Je prie M. l'archevêque d'Aix , répliqua le même député des communes , de déclarer s'il entend ou s'il n'entend pas rester ici avec la majorité du clergé. L'archevêque de Vienne vint au secours du prélat que l'on pouffoit si vivement. Ne parlons plus de majorité ni de minorité ,

s'écria-t-il, puisqu'elles n'existent plus..... M. d'Aix, cependant, ne répondoit pas; & le membre des communes, qui l'avoit interpellé, adressant alors la parole à l'assemblée, demanda acte de la scission que l'archevêque d'Aix vouloit introduire dans l'ordre du clergé. L'archevêque, réduit enfin à s'expliquer nettement & sans tergiverser, déclara qu'il *ne vouloit pas se retirer*: M. Péthion de Villeneuve prit ensuite la parole.

« Je vous avoue, dit-il, que ce n'est pas sans surprise que j'ai entendu appuyer les réserves dont on vous a donné lecture sur les déclarations que l'on a lues dans une espèce de lit de justice, tenu par le roi dans le sein même des états-généraux; déclarations qu'aucun membre n'a sans doute approuvées, parce que quand la nation est assemblée, il n'y a aucune puissance qui puisse la soumettre à des loix qui n'ont pas été délibérées, discutées & consenties. J'ai donc vu avec étonnement que le clergé ne venoit ici que pour se confor-

mer aux ordres du roi , & pour exécuter les déclarations.

Et quel langage la minorité du clergé vient-elle tenir parmi nous ? Il est contraire à nos arrêtés , aux principes constitutifs de la monarchie.

Il est impossible de donner acte des réserves dont on vient de nous donner lecture , parce qu'elles ont pour base une loi que nous ne pouvons reconnoître , parce que nous avons persisté dans nos précédens arrêtés , parce qu'enfin ces réserves ne sont pas celles du clergé qui étoit alors parmi nous. Or , il faudroit supposer que des individus ligués ensemble peuvent usurper la puissance , le titre qui appartient au corps entier , & qu'eux seuls doivent décider de la force qui appartient à la majorité ».

Est-il possible , ajouta ensuite le comte de Mirabeau , de donner acte à des réserves ainsi conçues ?

Sans préjudice du droit qui appartient au clergé de s'assembler & voter séparé-

ment, droit qu'ils ne veulent ni ne peuvent abandonner pendant la présente session des états-généraux, & qui leur est conservé par les articles.... de la déclaration du 22 Juin.

Personne ne peut dire je veux. Ce terme absolu ne convient pas même au pouvoir exécutif. Faut-il, après cela, s'empresse de consacrer un pareil monument de despotisme, donner acte à une pareille déclaration, & consigner dans nos registres des inconvenances aussi marquées ? M. de Clermont-Tonnerre, venant à l'appui de toutes ces raisons, ajouta :

« Nous sommes réunis dans le sein national, nous sommes parties intégrantes du pouvoir exécutif. Sans doute personne ne peut dire je veux ; mais personne n'a plus le droit de rappeler ces temps malheureux de la discorde ».

« Laissons les individus parler de leurs droits ; sans doute, & du moins nous devons le penser, ils céderont avec le temps à l'opinion publique : mon avis est de rece-

voir les réserves, mais de ne pas en donner acte.

Enfin, M. de la Borde de Méreville, craignant que la discussion ne se prolongeât, chercha à la terminer, en proposant la motion suivante :

Motion de M. de la Borde.

J'ai vu avec peine les occupations auxquelles nous devons nous livrer, suspendues, & M. le président permettre une contestation étrangère à l'objet qui nous rassemble. On a décidé hier de se former ce matin en bureaux, pour nommer nos différens officiers. C'est à cette élection que nous devons procéder; c'est cette opération qui devient l'ordre du jour. Je crois que personne ne s'élève contre la motion que je fais. Assemblons-nous donc sur-le-champ en bureaux, pour donner une suite à la délibération d'hier ».

Cette motion fut adoptée unanimement. M. le président demanda ensuite si l'inten-

tion de l'assemblée étoit de s'en rapporter à la délibération du 30 Juin, par laquelle elle a décidé de ne juger les protestations qu'après la vérification des pouvoirs. *Oui, oui.....* M. le président demanda encore s'il falloit faire mention des réserves sur le procès-verbal. Non, non..... Il ajouta que l'assemblée devoit, en se retirant dans les bureaux, s'occuper principalement de l'élection des officiers. M. Camus fit la lecture du règlement dont voici l'extrait :

Le président sera nommé de quinze jours en quinze jours ; il ne pourra être continué, mais il pourra par la suite être réélu.

Les secrétaires seront au nombre de six ; leur service durera un mois ; mais il seront remplacés trois par trois. L'élection se fera par scrutin dans les bureaux. Deux membres feront le dépouillement & le recensement des voix, se rendront à la salle générale pour recueillir les voix de tous les bureaux. Il faudra avoir la majorité pour être président, la pluralité pour être secré-

taire. Les deux membres qui auront plus de voix pour être président seront seuls mis au ballottage. En cas d'égalité de voix, le plus ancien sera déclaré président.

Le résultat du scrutin offrit 553 voix sur 869 votans, en faveur de M. le duc d'Orléans pour la présidence; il se refusa au vœu général de ses concitoyens, & laissa le fauteuil à l'archevêque de Vienne, qui avoit obtenu la majorité des suffrages après lui.... L'archevêque de Paris termina la séance par la lecture d'une lettre qu'il venoit de recevoir du roi.

« Je me suis fait rendre un compte exact de ce qui s'est passé dans la soirée du 30 Juin; la violence employée pour délivrer des prisonniers de l'abbaye est infiniment condamnable; & tous les corps, tous les citoyens honnêtes & paisibles ont le plus grand intérêt à maintenir dans toute sa force l'action des loix protectrices de la tranquillité publique.

Je céderai cependant, dans cette occasion, lorsque l'ordre sera rétabli, à un sen-

timent de bonté; & j'espère n'avoir point de reproche à me faire de ma clémence, lorsqu'elle est invoquée, pour la première fois, par les représentans de la nation. Mais je ne doute pas que cette assemblée n'attache une égale importance & une plus grande encore au succès de toutes les mesures que je prends pour ramener l'ordre dans la capitale.

L'esprit de licence & d'insubordination est destructif de tout bien; & s'il prenoit de l'accroissement, non-seulement le bonheur de tous les citoyens seroit troublé, & leur confiance altérée, mais l'on finiroit peut-être par méconnoître le prix des généreux travaux auxquels les représentans de la nation vont se consacrer. Donnez connoissance de ma lettre aux états-généraux, & ne doutez pas, Monsieur, de toute mon estime pour vous ».

L'assemblée ne put entendre cette lettre sans le plus doux attendrissement, sans laisser éclater les sentimens de la reconnaissance qui l'animoient.... Les cris répétés de

vive le roi, annoncèrent que tous les cœurs étoient contens.....

M. l'archevêque de Vienne, ayant été installé le lendemain par monseigneur le duc d'Orléans, qui lui avoit cédé le fauteuil, remercia l'assemblée en ces termes :

« Une bouche plus éloquente que la mienne exprimeroit mieux que moi les sentimens dont mon cœur est pressé, mais elle n'égalerait pas encore le prix de l'honneur que je reçois.

La carrière que j'ai fournie ne me promettoit pas d'espérer sur son déclin une gloire aussi grande. Il ne me reste plus qu'à m'en sevelir sous vos triomphes, & à porter mes derniers regards sur la restauration de notre commune patrie ».

Un membre de la noblesse proposa ensuite de faire une députation particulière à M. Bailly, pour lui offrir les remerciemens de l'assemblée, ajoutant que, pour lui donner une preuve non équivoque de la reconnaissance publique, il en falloit faire mention sur les registres.

On passa ensuite à un nouvel examen de la députation de Saint-Domingue.

L'assemblée étoit convaincue, 1°. que Saint-Domingue avoit le droit de députer ; 2°. que la députation étoit régulière ; mais il restoit à décider un troisième point. Quel devoit être le nombre de ses députés ? M. Prieur , ayant recommencé son premier rapport , ne s'attacha qu'à ce dernier point , & défendit ses cliens en orateur habile ; le comte de Mirabeau , s'étant levé après le rapport , prit le premier la parole , & développa de nouveau son opinion en ces termes :

« Je me renferme dans la seule question que nous ayons à examiner , j'entends la détermination du nombre des députés. Je prierai d'abord de m'expliquer sur quel principe on se fonde pour la proportion de cette députation..... Sur les richesses , me dira-t-on , sur des vaisseaux , sur des matelots mis en œuvre.... Si une certaine manufacture , fort simple , fort modeste , je veux

dire celle des laboureurs, qui répandent bien des trésors dans la France, qui vivifient le commerce, demandoient une députation particulière, que leur répondroit-on?... Or, je demande à MM. de Saint-Domingue si le même principe ne peut pas être réclamé par Nantes, Marseille, Toulon, &c. dès que l'on obtiendra des députés à proportion des millions que l'on mettra dans le commerce? Je demande si le principe contraire n'a pas été jugé? Par exemple, la ville de Paris a une députation considérable; cependant si l'on admettoit la réclamation de MM. de Saint-Domingue, il faudroit l'augmenter encore.

Pourquoi donc adopteroit-on pour Saint-Domingue une loi plus favorable que celle qui a réglé les députés dans tous les bailliages? De tous côtés, nos provinces réclameraient contre cette distinction; elles demanderoient que leurs députations soient augmentées ».

• Plusieurs membres de l'assemblée prirent successivement la parole, les uns pour ap-

puyer les réflexions du préopinant, les autres pour les combattre, d'autres pour proposer des moyens conciliatoires, favorables aux vœux des colons, sans compromettre la décision de l'assemblée.... M. de Gouy-d'Arcy entra de nouveau dans la lice, pour défendre ses commettans, & conclut à demander douze représentans.... La question, de nouveau ajournée au lendemain, fut enfin décidée.... La majorité vota pour l'admission de six députés, & conserva aux autres le droit de séance, sans voix délibérative.

On s'occupa ensuite des moyens d'assurer les subsistances pour tout le royaume, & de prévenir sur-tout les accaparemens qui auroient augmenté la disette, en faisant hauffer le prix du bled.

Chacun des représentans ne pouvoit se dissimuler que le seul moyen de calmer le peuple de la capitale, toujours prêt à une révolte depuis deux mois, c'étoit de lui fournir du pain, & cette denrée si précieuse étoit rare, & d'un prix excessif; en

un mot, on commençoit à s'alarmer & sur la grande consommation de Paris, & sur l'approvisionnement. Les pères conscrits ne pensoient point sans effroi à l'insurrection générale que cette espèce de famine pouvoit occasionner dans tout le royaume; ils croyoient déjà voir la multitude tourner autour du sénat, demander, les armes à la main, du pain pour eux, pour leurs femmes & pour leurs enfans.... Les moyens de parer à de si fâcheux inconveniens, avoient déjà été agités dans un comité, qui avoit réduit son travail à six propositions, dont la discussion venoit d'être terminée, lorsque M. le président annonça une députation des électeurs de Paris; ils venoient avec un rameau d'olivier. L'abbé Bertholio porta la parole.

« L'assemblée des électeurs de Paris connoît tout le prix des momens que vous consacrez au bien public avec autant de succès que de gloire; elle ne se permettoit pas de vous demander à suspendre le cours

de vos travaux , si la circonstance ne lui en avoit imposé la nécessité.

Les suites de la journée du 30 Juin présageoient les plus grands désordres. Les électeurs étoient assemblés samedi à l'hôtel-de-ville. Une lettre écrite par des citoyens rassemblés au palais-royal , les envoyés de ces mêmes citoyens , qui se sont fait introduire dans notre salle , nous ont forcés à nous occuper des prisonniers qui attendoient l'exécution de la promesse de S. M. à l'assemblée nationale. La fermentation étoit extrême au palais-royal ; elle prenoit les mêmes caractères parmi plus de deux mille citoyens qui assistoient à nos délibérations : la nuit s'avançoit , le peuple s'animoit ; nous prîmes un arrêté qui ramena les esprits , en les frappant par des idées justes ; nous y déclarions qu'il n'étoit pas permis de douter de la parole du souverain ; qu'aussi-tôt que les prisonniers seroient réintégrés , vingt-quatre électeurs se transporteroient à Versailles , solliciter , &c. ; qu'ils s'engageoient à ne pas rentrer dans

Paris sans avoir obtenu la grace de leurs concitoyens; qu'ils étoient prêts à se jeter aux genoux du roi, à dire à ce bon prince, comme des enfans à leur père, qu'ils ne se lasseroient de les embrasser jusqu'à ce qu'il leur eût accordé pardon, &c.

Cette dernière phrase produisit l'effet le plus prompt & le plus désirable. La nuit ne s'étoirpoint écoulée, & déjà les prisonniers étoient réintégrés dans les prisons de l'abbaye: les attroupemens ont cessé au palais-royal, le calme règne à Paris. Nous venions vous faire part de cet événement heureux, persuadés de la sensation agréable qu'il feroit sur vos cœurs.

C'est dans ces circonstances, Messieurs, que nous sommes arrivés ce matin auprès de vous; mais depuis une heure, notre position a changée; ce n'est plus l'exécution d'une grace que nous venons vous demander de solliciter. La grace est accordée, la bonté, &c. du roi s'est développée. Les prisonniers réintégrés sont libres; un de nos députés vient de nous en rapporter les

preuves. Ce ne sont plus que des témoignages de la plus vive reconnoissance que nous vous prions de porter au pied du trône de S. M. &c. : dites au roi que quiconque voudroit faire soupçonner les sentimens de ses peuples, le trompe, & se rend coupable envers la nation ; dites-lui que la paix & le calme seront inaltérables tant qu'il nous chérira autant que nous le chérifions, &c. »

Réponse de M. le président.

L'assemblée apprend avec joie que la paix règne dans la capitale ; elle n'a jamais douté de la fidélité de ses habitans. Dites-leur que l'assemblée nationale s'occupe du bonheur public ; mais que ce bonheur ne peut être que le prix de l'attachement des citoyens à la patrie & au roi : dites-leur surtout que l'assemblée nationale va s'occuper de la constitution de l'état.

On traita de même, avec beaucoup d'énergie, la question des mandats impératifs dont les députés étoient porteurs, &
par

par lesquels quelques-uns se croyoient enchaînés.... Plusieurs orateurs déployèrent successivement leurs talens à la tribune ; on distingua principalement M. Barnave, M. de Lally-Tolendal & l'évêque d'Autun, qui parla le premier.

Je distinguerai , dit-il à l'assemblée , trois sortes de mandats impératifs.

1°. L'un ordonne de dire telle chose , ou de ne pas dire telle chose.

2°. L'autre , de ne délibérer que dans tel cas.

Le troisième , enfin , veut que le député se retire , si telle ou telle opinion est adoptée. Ces trois pouvoirs impératifs n'ont pas dû , suivant les vrais principes , être donnés par les bailliages à leurs représentans.

Premièrement , ils n'ont pas pu dire : je vous ordonne de dire telle opinion , puisqu'ils envoient pour délibérer , & qu'il ne peut y avoir de délibération là où l'opinion est forcée.

Secondement , un pouvoir impératif qui ordonne aux députés de ne délibérer

Mém. hist. & polit. , Tome III. K.

que dans tel cas, est absolument sans effet, & il est nul. Car par son silence un mandataire ne peut réduire les autres mandataires à l'inaction; & quand les autres bailliages délibèrent, c'est un droit, c'est même un devoir, pour l'intérêt du bailliage, de délibérer aussi.

Troisièmement, *je vous ordonne* de vous retirer, si votre opinion ne prévaut; un tel pouvoir est de tous le plus blâmable & le plus reprehensible; c'est annoncer une scission, c'est annoncer une volonté contraire à tous les autres bailliages, c'est vouloir substituer la volonté particulière à la volonté générale.....

Ainsi, à ceux qui soutiendront que les pouvoirs impératifs engagent l'assemblée, qu'elle suspend son activité, qu'elle ne peut délibérer, je répondrai,

1^o. Que toute opinion commandée par un bailliage, est une opinion forcée, & que, si cette assemblée n'est pas libre quant à la fin, elle doit l'être quant aux moyens.

2^o. Que dans tous les cas, dans toutes

les circonstances , les députés des bailliages doivent délibérer , parce qu'ils sont repréhensibles de ne pas exercer leur droit de délibérer quand les autres bailliages délibèrent.

3°. Que l'ordre de se retirer est même coupable, puisqu'il exprime le vœu de se soustraire à la décision de l'assemblée.

Sa motion fut appuyée , & il est probable que si le président l'avoit mise aux voix, elle eût été accueillie avec l'arrêté qui en étoit la suite, tant sa logique parut impérieuse & ses raisons convaincantes.... Mais la discussion fut interrompue par une députation de la ville de Nantes; le comte de Mirabeau, dès qu'elle fut reprise, l'interrompit de nouveau , pour demander , comme l'avoit déjà fait l'abbé Syeyes, la question préalable, & il fut décidé, par une majorité de 700 voix contre 29, qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

Discours des Députés de Nantes.

» Nous sommes envoyés par la ville de

Nantes , pour vous supplier de recevoir les sentimens d'admiration , de respect & de reconnoissance que la sagesse & la fermeté que vous avez manifestées nous inspirent.

La ville de Nantes s'est assemblée , & il a été arrêté unanimement d'envoyer vers cet auguste sénat , pour le féliciter de l'énergie qu'il a déployée dans les périls dont il a été environné....

Elle croit qu'il est de son devoir de manifester son intention , & d'adhérer à l'arrêté du 17 Juin & à ceux qui ont suivi..... En conséquence , nous jurons sur l'autel de la patrie , en présence du juge des rois & de leurs sujets , d'employer nos biens , nos fortunes & notre vie même à soutenir les principes que vous avez adoptés , à défendre l'autorité royale contre l'autorité des aristocrates , à maintenir à jamais la couronne dans la maison des Bourbons , qui ne peut avoir d'ennemis de la patrie.

Les citoyens de Nantes chargent leurs députés de proclamer leur reconnoissance pour un roi qui a rendu à la nation un droit

qu'elle avoit perdu depuis long-temps, leur vénération pour une assemblée dont le courage ne s'est pas laissé ébranler au milieu des pièges que ne cessent de lui tendre la cabale & l'intrigue, &c. Ils lèvent les mains au ciel pour lui demander la prospérité de cet empire, le salut de la patrie & le bonheur de tous ceux à qui nous aurons dû le nôtre ».....

La majorité de la noblesse, réunie, après l'assemblée générale, dans des comités particuliers, enfanta la déclaration suivante :

« L'ordre de la noblesse aux états-généraux, dont tous les membres sont comptable à leurs commettans, à la nation entière & à la postérité, de l'usage qu'ils ont fait des pouvoirs qui leur ont été confiés & du dépôt des principes transmis d'âge en âge dans la monarchie françoise ,

Déclare qu'il n'a point cessé de regarder comme des maximes inviolables & constitutionnelles ,

La distinction des ordres ,

L'indépendance des ordres ,
La forme de voter par ordre ,
Et la nécessité de la sanction royale
pour l'établissement des loix :

Que ces principes , aussi anciens que la monarchie , constamment suivis dans ses assemblées , expressément établis dans les loix solennelles proposées par les états-généraux & sanctionnées par le roi , telles que celles de 1355, 1357 & 1561 , sont des points fondamentaux de la constitution , qui ne peuvent recevoir d'atteintes , à moins que les mêmes pouvoirs qui leur ont donné force de loi ne concourent librement à les anéantir :

Annonce que son intention n'a jamais été de se départir de ces principes , lorsqu'il a adopté , pour la présente tenue d'états seulement , & sans tirer à conséquence pour l'avenir , la déclaration du roi du 23 juin dernier , puisque l'article premier de cette déclaration énonce & conserve les principes essentiels de la distinction , de l'indépendance & du voté séparé des ordres :

Que, rassuré par cette reconnoissance formelle, entraîné par l'amour de la paix & par le désir de rendre aux états-généraux leur activité suspendue, empressé de couvrir l'erreur d'une des parties intégrant des états-généraux, qui s'étoit attribué un nom & des pouvoirs qui ne peuvent appartenir qu'à la réunion des trois ordres, voulant donner au roi des preuves d'une déférence respectueuse aux invitations réitérées par sa lettre du 27 juin dernier, il s'est cru permis d'accéder aux dérogations partielles & momentanées que ladite déclaration a portées aux principes constitutifs :

Qu'il a cru pouvoir (sous le bon plaisir de la noblesse & des bailliages, & en attendant ses ordres ultérieurs) regarder cette exception comme une confirmation du principe qu'il est plus que jamais résolu de maintenir pour l'avenir; qu'il s'y est cru d'autant plus autorisé, que les trois ordres peuvent, lorsqu'ils le jugent à propos, prendre séparément la délibération de

se réunir en une seule & même assemblée.

Par ces motifs, l'ordre de la noblesse, sans être arrêté par la forme de la déclaration lue à la séance royale, du 23 juin dernier, l'a acceptée purement & simplement. Conduit par des circonstances impérieuses pour tout fidèle serviteur du roi, il s'est rendu le 27 juin dans la salle commune des états-généraux, & invite de nouveau les autres ordres à accepter la déclaration du roi; fait au surplus la présente déclaration des principes de la monarchie & des droits des ordres, pour les conserver dans leur plénitude, & sous toutes les réserves qui peuvent les garantir & les assurer.

Fait & arrêté à la chambre de l'ordre de la noblesse, sous la réserve des pouvoirs ultérieurs des commettans, & des protestations ou déclarations précédentes d'un grand nombre de députés de différens baillages ». Quatre-vingt cinq membres participèrent à la rédaction de ce chef-d'œuvre..... Le 8 juillet, M. de Mirabeau,

sans doute pour mettre ses principes en opposition avec les leurs, loin de les dénoncer à l'assemblée nationale, fit la motion suivante pour le renvoi des troupes qui environnent la capitale.

M E S S I E U R S ,

« Il m'a fallu , pour me décider à interrompre l'ordre des motions , que le comité des subsistances se propose de vous soumettre , une conviction profonde que l'objet , dont j'ai demandé la permission de vous entretenir , est le plus urgent de tous les intérêts. Mais , Messieurs , si le péril , que j'ose vous dénoncer , menace tout à la fois , & la paix du royaume , & l'assemblée nationale , & la sûreté du monarque , vous approuverez mon zèle. Le peu de momens que j'ai eus , pour rassembler mes idées , ne me permettra pas , sans doute , de leur donner tout le développement nécessaire ; mais j'en dirai assez pour éveiller votre attention , & vos

lumières suppléeront à mon insuffisance.

» Veuillez, Messieurs, vous replacer au moment où la violation des prisons de l'abbaye Saint-Germain occasionna votre arrêté du premier de ce mois. En invoquant la clémence du roi pour les personnes qui pourroient s'être rendues coupables, l'assemblée décréta que le roi seroit supplié *de vouloir bien employer, pour le rétablissement de l'ordre, les moyens infailibles de la clémence & de la bonté, si naturels à son cœur, & de la confiance que son peuple méritera toujours.*

» Le roi, dans sa réponse, a déclaré qu'il trouvoit cet arrêté fort sage; il a donné des éloges aux dispositions que l'assemblée lui témoignoit, & proféré ces mots remarquables: *tant que vous me donnerez des marques de votre confiance, j'espère que tout ira bien.*

» Enfin, Messieurs, la lettre du roi à M. l'archevêque de Paris, en date du 2 juillet, après avoir exprimé les intentions paternelles de sa majesté, à l'égard des

prisonniers dont la liberté suivroit immédiatement le rétablissement de l'ordre, annonce *qu'il va prendre des mesures pour ramener l'ordre dans la capitale, & qu'il ne doute pas que l'assemblée n'attache la plus grande importance à leur succès.*

» En ne considérant que ces expressions de la lettre du roi, la première idée qui sembloit devoir s'offrir à l'esprit, étoit le doute & l'inquiétude sur la nature de ces mesures.

» Cette inquiétude auroit pu conduire l'assemblée à demander dès - lors au roi qu'il lui plût de s'expliquer à cet égard, & de caractériser & détailler ces mesures, pour lesquelles il paroïssoit désirer l'approbation de l'assemblée.

» Aussi dès ce moment eussé-je proposé une motion tendante à ce but, si, en comparant ces expressions de la lettre du roi avec la bonté qu'elle respire dans toutes ses parties, avec les paroles précieuses qu'on nous a données comme l'expression affectueuse & paternelle du mo-

narque, JE TROUVE VOTRE ARRÊTÉ FORT SAGE, je n'avois cru appercevoir, dans ce parallèle, de nouveaux motifs pour cette confiance, dont tout François se fait gloire d'offrir des témoignages au chef de la nation.

» Cependant, quelle a été la suite de ces déclarations & de nos ménagemens respectueux ? Déjà un grand nombre de troupes nous environnoit. Il en est arrivé davantage, il en arrive chaque jour ; elles accourent de toutes parts. Trente-cinq mille hommes sont déjà répartis entre Paris & Versailles. On en attend vingt mille. Des trains d'artillerie les suivent. Des points sont désignés pour des batteries. On s'assure de tous les passages ; nos chemins, nos ponts, nos promenades, sont changés en postes militaires. Des événemens publics, des faits cachés, des ordres secrets, des contre-ordres précipités, les préparatifs de la guerre, en un mot, frappent tous les yeux, & remplissent d'indignation tous les cœurs.

» Ainsi, ce n'étoit pas assez que le sanctuaire de la liberté eût été souillé par des troupes ; ce n'étoit pas assez qu'on eût donné le spectacle inoui d'une assemblée nationale , astreinte à des consignes militaires , & soumise à une force armée ; ce n'étoit pas assez qu'on joignît à cet attentat toutes les convenances , tous les manques d'égards , & , pour trancher le mot , la grossièreté de la police orientale ; il a fallu déployer tout l'appareil du despotisme , & montrer plus de soldats menaçans à la nation , le jour où le roi lui-même l'a convoquée pour lui demander des conseils & des secours , qu'une invasion de l'ennemi n'en rencontreroit peut-être , & mille fois plus , du moins , qu'on n'en a pu réunir pour secourir des amis martyrs de leur fidélité envers nous , pour remplir nos engagemens les plus sacrés , pour conserver notre considération politique , & cette alliance des Hollandois , si précieuse , mais si chèrement conquise , & sur-tout si honteusement perdue.

♦ Messieurs, quand il ne s'agiroit ici que de nous, quand la dignité de l'assemblée nationale seroit seule blessée, il ne seroit pas moins convenable, juste, nécessaire, important pour le roi lui-même, que nous fussions traités avec décence, puisqu'enfin nous sommes les députés de cette même nation, qui seule fait sa gloire, qui seule constitue la splendeur du trône, de cette nation qui rendra la personne du roi honorable, à proportion de ce qu'il l'honorera lui-même. Puisque c'est à des hommes libres qu'il veut commander, il est temps de faire disparaître ces formes odieuses, ces procédés insultans, qui persuadent trop facilement à ceux dont le prince est entouré, que la majesté royale consiste dans les rapports avilissans du maître à l'esclave; qu'un roi légitime & chéri doit, par-tout, & en toute occasion, ne se montrer que sous l'aspect des tyrans irrités, ou de ces usurpateurs tristement condamnés à méconnoître le sentiment si doux, si honorable de la confiance.

» Et qu'on ne dise pas que les circonstances ont nécessité ces mesures menaçantes ; car je vais démontrer qu'également inutiles & dangereuses, soit au bon ordre, soit à la pacification des esprits, soit à la sûreté du trône, loin de pouvoir être regardées comme le fruit d'un sincère attachement au bien public & à la personne du monarque, elles ne peuvent servir que des passions particulières, & couvrir des vices perfides.

» Ces mesures sont inutiles. Je veux supposer que les désordres que l'on craint sont de nature à être réprimés par des troupes ; & je dis que, dans cette supposition même, ces troupes étoient inutiles. Le peuple, après une émeute dans la capitale, a donné un exemple de subordination infiniment remarquable dans les circonstances. Une prison avoit été forcée, les prisonniers en avoient été arrachés & mis en liberté : la fermentation la plus contentieuse menaçoit de tout embrâser ;... un mot de clémence, une invitation du

roi, ont calmé le tumulte, & fait ce qu'on n'auroit jamais obtenu avec des canons & des armées; les prisonniers ont repris leurs fers, le peuple est rentré dans l'ordre, tant la raison seule est puissante, tant le peuple est disposé à tout faire, l'orsqu'au lieu de le menacer & de l'avilir, on lui témoigne de la bonté, de la confiance.

» Et dans ce moment, pourquoi des troupes ? Jamais le peuple n'a dû être plus calme, plus tranquille, plus confiant; tout lui annonce la fin de ses malheurs, tout lui promet la régénération du royaume. Ses regards, ses espérances, ses vœux reposent sur nous. Comment ne serions-nous pas, auprès du monarque, la meilleure garantie de la confiance, de l'obéissance, de la fidélité des peuples ? S'il avoit jamais pu en douter, il ne le pourroit plus aujourd'hui; notre présence est la caution de la paix publique, &, sans doute, il n'en existera jamais de meilleure. Ah ! qu'on assemble des troupes pour soumettre le peuple aux affreux projets du despotisme

despotisme ; mais qu'on n'entraîne pas le meilleur des rois à commencer le bonheur, la liberté de la nation, avec le sinistre appareil de la tyrannie.

» Certes, je ne connois pas encore tous les prétextes, tous les sacrifices des ennemis du peuple, puisque je ne saurois deviner de quelle raison plausible on a coloré le prétendu besoin de troupes, au moment où non-seulement leur inutilité, mais leur danger, frappe tous les esprits. De quel œil ce peuple, assailli de tant de calamités, verra-t-il cette foule de soldats oisifs venir lui disputer le reste de sa subsistance ? Le contraste de l'abondance des uns (du pain, aux yeux de celui qui a faim, est l'abondance) & de l'indigence des autres, de la sécurité du soldat, à qui la manne tombe sans qu'il ait jamais besoin de penser au lendemain, & des angoisses du peuple, qui n'obtient rien qu'au prix des travaux pénibles & des sueurs douloureuses : ce contraste est fait pour porter le désespoir dans les cœurs.

Mém. hist. & pol. Tome III. L

» Ajoutez, Messieurs, que la présence des troupes, frappant l'imagination de la multitude, lui présentant l'idée du danger, se liant à des craintes, à des alarmes, excite une effervescence universelle; les citoyens paisibles sont dans leurs foyers, en proie à des terreurs de toute espèce. Le peuple ému, agité, attroupé, se livre à des mouvemens impétueux, se précipite aveuglément dans le péril, & la crainte ne calcule ni ne raisonne. Ici les faits déposent pour nous.

» Quelle est l'époque de la fermentation ? Le mouvement des soldats, l'appareil militaire de la séance royale: tout étoit tranquille; l'agitation a commencé dans cette triste & mémorable journée. Est-ce donc à nous qu'il faut s'en prendre, si le peuple, qui nous a observé, a murmuré, s'il a conçu des alarmes, lorsqu'il a vu les instrumens de la violence dirigés, non-seulement contre lui, mais contre une assemblée qui doit être libre, pour s'occuper avec liberté de toutes les causes

de ses gémissemens ? Comment le peuple ne s'agiteroit-il pas, lorsqu'on lui inspire des craintes contre le seul espoir qui lui reste ? Ne fait-il pas que, si nous ne brisons ses fers, nous les aurons rendus plus pesans, nous aurons cimenté l'oppression, nous aurons livré, sans défense, nos concitoyens à la verge impitoyable de leurs ennemis, nous aurons ajouté à l'insolence du triomphe de ceux qui les dépouillent & qui les insultent ?

» Que les conseillers de ces mesures désastreuses nous disent encore s'ils sont sûrs de conserver, dans sa sévérité, la discipline militaire, de prévenir tous les effets de l'éternelle jalousie entre les troupes nationales & les troupes étrangères, de réduire les soldats françois à n'être que de purs automates, à les séparer d'intérêts, de pensées, de sentimens d'avec leurs concitoyens. Quelle imprudence dans leurs systèmes, de les rapprocher du lieu de nos assemblées, de les électriser par le contact de la capitale, de les intéresser à nos dis-

cussions politiques ! Non , malgré le dévouement aveugle de l'obéissance militaire , ils n'oublieront pas ce que nous sommes ; ils verront en nous leurs parens , leurs amis , leur famille occupée de leurs intérêts les plus précieux ; car ils font partie de cette nation qui nous a confié le soin de sa liberté , de sa propriété , de son bonheur. Non , de tels hommes , non , des François ne feront jamais l'abandon total de leurs facultés intellectuelles ; ils ne croiront jamais que le devoir est de frapper sans s'enquérir quelles sont les victimes.

» Ces soldats , bientôt unis & séparés par des dénominations qui deviennent le signal des partis ; ces soldats , dont le métier est de manier les armes , ne savent , dans toutes leurs rixes , que recourir au seul instrument dont ils connoissent la puissance. De-là naissent des combats d'homme à homme , bientôt de régiment à régiment , bientôt des troupes nationales aux troupes étrangères ; le soulèvement

est dans tous les cœurs, la sédition marche tête levée; on est obligé, par foiblesse, de voiler la loi militaire, & la discipline est énervée. Le plus affreux désordre menace la société; tout est à craindre de ces légions, qui, après être sorties du devoir, ne voient plus leur sûreté que dans la terreur qu'elles inspirent.

» Enfin ont-ils prévu, les conseillers de ces mesures, ont-ils prévu les suites qu'elles entraînent pour la sécurité même du trône? Ont-ils étudié, dans l'histoire de tous les peuples, comment les révolutions ont commencé, comment elles se sont opérées? Ont-ils observé par quel enchaînement funeste de circonstances, les esprits les plus sages sont jetés hors de toutes les limites de la modération, & par quel impulsion terrible, un peuple enivré se précipite vers des excès dont la première idée fait frémir? Ont-ils lu dans le cœur de notre bon roi? connoissent-ils avec quelle horreur il regardoit ceux qui auroient allumé les flammes d'une sédition, d'une révolte

peut-être (je le dis en frémissant, mais je dois le dire), ceux qui l'exposent à verser le sang de son peuple, ceux qui seroient la cause première des rigueurs, des violences, des supplices dont une foule de malheureux seroient la victime?

» Mais, Messieurs, le temps presse; je me reproche chaque moment que mon discours pourroit ravir à vos sages délibérations; & j'espère que ces considérations, plutôt indiquées que présentées, mais dont l'évidence me paroît irrésistible, suffiront pour fonder la motion que j'ai l'honneur de vous proposer.

» Qu'il soit fait au roi une très-humble adresse, pour peindre à sa majesté les vives alarmes qu'inspire à l'assemblée nationale de son royaume l'abus qu'on s'est permis depuis quelque temps du nom d'un bon roi, pour faire approcher de la capitale, & de cette ville de Versailles, un train d'artillerie & des corps nombreux de troupes, tant étrangères que nationales, dont plusieurs se sont déjà cantonnées dans les vil-

lages voisins , & pour la formation annoncée de divers camps aux environs de ces deux villes.

» Qu'il soit représenté au roi , non-seulement combien ces mesures sont opposées aux intentions bienfaisantes de sa majesté pour le soulagement de ses peuples dans cette malheureuse circonstance de cherté & de disette de grains , mais encore combien elles sont contraires à la liberté & à l'honneur de l'assemblée nationale , propres à altérer , entre le roi & ses peuples , cette confiance qui fait la gloire & la sûreté du monarque , qui seule peut assurer le repos & la tranquillité du royaume , procurer enfin à la nation les fruits inestimables qu'elle attend des travaux & du zèle de cette assemblée.

» Que S. M. soit suppliée très-respectueusement de rassurer ses fidèles sujets , en donnant les ordres nécessaires pour la cessation immédiate de ces mesures également inutiles , dangereuses & alarmantes , & pour le prompt renvoi des troupes &

du train d'artillerie aux lieux d'où on les a tirés.

» Et attendu qu'il peut être convenable, ensuite des inquiétudes & de l'effroi que ces mesures ont jeté dans le cœur des peuples, de pourvoir provisionnellement au maintien du calme & de la tranquillité, S. M. sera suppliée d'ordonner que, dans les deux villes de Paris & de Versailles, il soit incessamment levé des gardes bourgeoises, qui, sous les ordres du roi, suffiront pleinement à remplir ce but, sans augmenter autour de deux villes, travaillées des calamités de la disette, le nombre des consommateurs ».

Les députés ne purent entendre M. de Mirabeau sans une espèce d'ivresse; ils applaudirent, parce que tout ce qu'il venoit de dire étoit dans leur cœur. Trois ou quatre membres de la noblesse voulurent écarter cette motion, en disant que ce n'étoit pas des sentimens de peur & de pusillanimité dont il falloit faire parade; qu'en Angleterre les troupes sont aux portes de Lon-

dres quand le parlement délibère ; qu'il falloit seulement réclamer ces paroles solennelles du roi, qui avoient séduit tous les cœurs & calmé tous les esprits : *Ayez confiance en moi, tout ira bien.* Le vainqueur de l'Amérique, le jeune rival de Wasingthon, le marquis de la Fayette, ce patriote zélé, qui a combattu pour la liberté d'un peuple dont il a conquis tous les cœurs, se leva pour appuyer la motion, & pour demander qu'on délibérât sur-le-champ. L'abbé Syeyes se rangea sous les drapeaux de M. de la Fayette. Les baïonnettes, s'écria-t-il, doivent s'éloigner de nous ; nous ne sommes point à l'entrée du sérail de Constantinople, ni au palais du Sophi ; nos délibérations ne doivent pas être des arrêts consacrés par les maximes du divan ; elles doivent être libres ; il a été décidé, pour les assemblées provinciales, que les troupes ne pouvoient être qu'à dix lieues de l'endroit où elles tiennent leurs séances, à plus forte raison quand il est question des séances de l'assemblée nationale. Un

député de Bourgogne réclama la même chose, en s'appuyant sur les privilèges de sa province.

M. le curé Grégoire ajouta : on ne peut pas se dissimuler que les basses intrigues de ceux qui se repaissent des abus, font mouvoir toutes ces armes. Si la nation vouloit recevoir des fers, elle n'auroit qu'à contempler sans indignation les troupes ennemies éternelles de la France, l'insulter dans son sein, servir le roi des François contre les François. Il faut délibérer sur-le-champ, & dénoncer les auteurs de ces détestables manœuvres, les abandonner à l'infamie, & dévouer leur mémoire à l'exécration publique.

M. le président annonça qu'il avoit reçu des ordres de monter, sur les six heures, au château, & qu'il pensoit que le roi vouloit lui parler de cet objet. L'assemblée redoubla d'impatience, demanda à délibérer, en disant que M. le président porteroit l'adresse au roi. On a été aux voix, & la motion de M. de Mirabeau passa à l'unanimité,

sauf quatre voix pour ne pas l'admettre. On y apporta un amendement qui retranche de la motion l'établissement de la milice bourgeoise.

ADRESSE AU ROI.

SIRE,

Vous avez invité l'assemblée nationale à vous témoigner sa confiance; c'étoit aller au-devant du plus cher de ses vœux.

Nous venons déposer dans le sein de votre majesté les plus vives alarmes; si nous en étions l'objet, si nous avions la foiblesse de craindre pour nous-mêmes, votre bonté daigneroit encore nous rassurer, & même, en nous blâmant d'avoir douté de vos intentions, vous accueilleriez nos inquiétudes; vous en dissiperiez la cause; vous ne laisseriez point d'incertitude sur la position de l'assemblée nationale.

Mais, Sire, nous n'implorons point votre protection, ce seroit offenser votre

justice; nous avons conçu des craintes, & nous l'osons dire, elles tiennent au patriotisme le plus pur, à l'intérêt de nos commettans, à la tranquillité publique, au bonheur du monarque chéri, qui, en nous applanissant la route de la félicité, mérite bien d'y marcher lui-même sans obstacle.

Les mouvemens de votre cœur, Sire, voilà le vrai salut des François. Lorsque des troupes s'avancent de toutes parts, que des camps se forment autour de nous, que la capitale est investie, nous nous demandons avec étonnement : le roi s'est-il méfié de la fidélité de ses peuples ? S'il avoit pu en douter, n'auroit-il pas versé dans notre cœur ses chagrins paternels ? Que veut dire cet appareil menaçant ? où sont les ennemis de l'état & du roi qu'il faut subjuguier ? où sont les rebelles, les ligueurs qu'il faut réduire ?.. Une voix unanime répond : dans la capitale, & dans l'étendue du royaume : nous chérissons notre roi ; nous bénissons le ciel du don qu'il nous a fait dans son amour.

Sire, la religion de votre majesté ne peut être surprise que sous le prétexte du bien public.

Si ceux qui ont donné ces conseils à notre roi, avoient assez de confiance dans leurs principes, pour les exposer devant nous, ce moment amèneroit le plus beau triomphe de la vérité.

L'état n'a rien à redouter que des mauvais principes qui osent assiéger le trône même, & ne respectent pas la confiance du plus pur & du plus vertueux des princes. Et comment s'y prend-t-on, Sire, pour vous faire douter de l'attachement & de l'amour de vos sujets ? Avez-vous prodigué leur sang ? êtes-vous cruel, implacable ? avez-vous abusé de la justice ? le peuple vous impute-t-il ses malheurs ? vous nomme-t-il dans ses calamités ? ont-ils pu vous dire que le peuple est impatient de votre joug, qu'il est las du sceptre des Bourbons ? Non, non, ils ne l'ont pas fait : la calomnie du moins n'est pas absurde ; elle cherche un peu de vraisemblance pour colorer ses noirceurs.

Votre majesté à vu récemment tout ce qu'elle peut sur son peuple ; la subordination s'est rétablie dans la capitale agitée ; les prisonniers , mis en liberté par la multitude , d'eux-mêmes ont repris leurs fers ; & l'ordre public , qui peut-être auroit coûté des torrens de sang , si l'on eût employé la force , un seul mot de votre bouche l'a rétabli. Mais ce mot étoit un mot de paix ; il étoit l'expression de votre cœur , & vos sujets se font gloire de n'y résister jamais. Qu'il est beau d'exercer cet empire ! c'est celui de Louis IX , de Louis XII , de Henri IV ; c'est le seul qui soit digne de vous. Nous vous tromperions, si nous n'ajoutions pas , forcés par les circonstances : cet empire est le seul qu'il soit aujourd'hui possible en France d'exercer. La France ne souffrira pas qu'on abuse le meilleur des rois, & qu'on l'écarte, par des vues sinistres , du noble plan qu'il a lui-même tracé. Vous nous avez appelés pour fixer , de concert avec vous , la constitution , pour opérer la régénération du

royaume: l'assemblée nationale vient vous déclarer solennellement que vos vœux seront accomplis, que vos promesses ne seront point vaines, que les pièges, les difficultés, les terreurs ne retarderont point sa marche, n'intimideront point son courage.

Où donc est le danger des troupes, affecteront de dire nos ennemis?..... Que veulent leurs plaintes, puisqu'ils sont inaccessibles au découragement? Le danger, Sire, est pressant, est universel, est au-delà de tous les calculs de la prudence humaine. Le danger est pour le peuple des provinces. Une fois alarmé sur votre liberté, nous ne connoissons plus de frein qui puisse le retenir. La distance seule grossit tout, exagère tout, double les inquiétudes, les aigrit, les envenime. Le danger est pour la capitale. De quel œil le peuple, au sein de l'indigence & tourmenté des angoisses les plus cruelles, se verra-t-il disputer les restes de sa subsistance par une foule de soldats menaçans? La présence des troupes

échauffera, ameutera, produira une fermentation universelle, & le premier acte de violence, exercé sous prétexte de police, peut commencer une suite horrible de malheurs. Le danger est pour les troupes. Des soldats françois, approchés du centre des discussions, participans aux passions comme aux intérêts du peuple, peuvent oublier qu'un engagement les a fait soldats, pour se souvenir que la nature les fit hommes. Le danger menace les travaux, qui sont notre premier devoir, & qui n'auront un plein succès, une véritable permanence, qu'autant que les peuple les regarderont comme entièrement libres. Il est d'ailleurs une contagion dans les mouvemens passionnés; nous ne sommes que des hommes : la défiance de nous-mêmes, la crainte de paroître foibles, peuvent entraîner au-delà du but; nous serons obsédés de conseils violens, démesurés; & la raison calme, la tranquille sagesse, ne rendent pas leurs oracles au milieu du tumulte, des désordres & des scènes factieuses.

tieuses. Le danger est plus terrible encore, & jugez de son étendue par les alarmes qui nous amènent devant vous. De grandes révolutions ont eu des causes bien moins éclatantes ; plus d'une entreprise fatale aux nations s'est annoncée d'une manière moins sinistre & moins formidable.

Ne croyez pas ceux qui vous parlent légèrement de la nation, & qui ne savent que vous la représenter selon leurs vues, tantôt insolente, rebelle, séditieuse ; tantôt soumise, docile au joug, prompt à courber la tête pour le recevoir. Ces tableaux sont également infidèles. Toujours prêts à vous obéir, Sire, parce que vous demandez au nom des loix, notre fidélité est sans borne comme sans atteinte. Prêts à résister à tous les commandemens arbitraires de ceux qui abusent de votre nom, parce qu'ils sont ennemis des loix, notre fidélité même nous ordonne cette résistance ; & nous nous honorons toujours de mériter les reproches que notre fermeté nous attire.

Mém. hist. & polit., Tome III. M

Sire , nous vous en conjurons au nom de la patrie , au nom de votre bonheur & de votre gloire , renvoyez vos soldats aux postes d'où vos conseillers les ont tirés ; renvoyez cette artillerie , destinée à couvrir vos frontières ; renvoyez sur-tout les troupes étrangères , ces alliés de la nation , que nous payons pour défendre & non pour troubler nos foyers ; votre majesté n'en a pas besoin : eh ! pourquoi un monarque , adoré de vingt-cinq millions de François , feroit-il accourir à grands frais , autour du trône , quelques milliers d'étrangers ? Au milieu de vos enfans , soyez gardé par leur amour. Les députés de la nation sont appelés à consacrer avec vous les droits éminens de la royauté sur la base immuable de la liberté du peuple ; mais lorsqu'ils remplissent leur devoir , lorsqu'ils cèdent à leur raison , à leurs sentimens , les exposeriez-vous au soupçon de n'avoir cédé qu'à la crainte ? Ah ! l'autorité que tous les cœurs vous déferent est la seule pure ; la seule inébranlable ;

elle est le juste retour de vos bienfaits , & l'immortel apanage des princes dont vous ferez le modèle.....

Pendant que vingt-quatre députés porteroient cette adresse au monarque , l'assemblée écoutoit le rapport du bureau ou plutôt du comité de constitution. En voici la récapitulation :

Déclaration des droits de l'homme.

Principes de la monarchie.

Droits de la nation.

Droits du roi.

Droits des citoyens sous le gouvernement françois.

Organisation & fonctions de l'assemblée nationale.

Formes nécessaires pour l'établissement des loix.

Organisations & fonctions des assemblées provinciales & municipales.

Obligation & limites du pouvoir judiciaire.

Fonctions & devoirs du pouvoir militaire.

Un projet aussi lumineux, aussi suivi, fut reçu avec satisfaction.

Réponse du roi à la députation.

« Personne n'ignore les désordres & les scènes scandaleuses qui se sont passées & renouvelées à Paris & à Versailles, sous mes yeux & sous ceux des états-généraux. Il est nécessaire que je fasse usage des moyens qui sont en ma puissance, pour remettre & maintenir l'ordre dans la capitale & dans les environs; c'est un de mes devoirs principaux de veiller à la sûreté publique. Ce sont ces motifs qui m'ont engagé à faire un rassemblement de troupes autour de Paris : vous pouvez assurer l'assemblée des états - généraux qu'elles ne sont destinées qu'à réprimer ou plutôt à prévenir de nouveaux désordres, à maintenir le bon ordre & l'exercice des loix; à assurer & à protéger même la liberté qui doit régner dans vos délibérations; toute espèce de contrainte

doit en être bannie, de même que toute appréhension de tumulte & de violence doit en être écartée. Ce ne pourroit être que des gens mal-intentionnés qui pourroient égarer mes peuples sur les vrais motifs des mesures de précaution que je prends. J'ai constamment cherché à faire tout ce qui pouvoit tendre à leur bonheur, & j'ai toujours eu lieu d'être assuré de leur amour & de leur fidélité.

Si pourtant la présence nécessaire des troupes, dans les environs de Paris, cau-
soit encore de l'ombrage, je me porterois, sur la demande de l'assemblée, à transférer les états-généraux à Noyon ou à Soissons, & alors je me rendrais à Compiègne, pour maintenir la communication, qui doit avoir lieu entre l'assemblée & moi ».

Ce n'étoit point la *translation* que demandoient nos braves sénateurs, c'étoit la *sûreté* de l'assemblée nationale, la *liberté* de travailler au grand œuvre pour lequel ils étoient délégués. M. de Crillon, profitant de la sécurité de ceux qui, malgré

l'ambiguïté de la réponse , étoient séduits par la confiance illimitée que tous les François sont disposés à accorder à leur roi , ne manqua pas de dire que cette confiance étoit le caractère distinctif de la nation , que nous y dérogerions entièrement , si nous ne regardions pas la parole d'un roi honnête homme comme la plus inexpugnable barrière de nos libertés , & qu'il suffisoit de remercier le monarque , de l'assurer de notre sécurité d'après sa réponse , & de lui demander à rester à Versailles , par amour pour sa personne sacrée.

Le comte de Mirabeau , animé par ces réflexions , lui répondit que la parole du roi , digne en effet de la plus grande confiance , n'en étoit pas moins un mauvais garant de la conduite d'un ministère qui n'avoit cessé de surprendre sa religion ; que cette confiance illimitée , dont on se targuoit comme d'une vertu , avoit toujours été le vice de la nation ; que notre aveugle & mobile inconsideration nous

avoit conduits, de siècle en siècle & de fautes en fautes, à la crise qui devoit enfin dessiller nos yeux, à moins que nous n'eussions résolu d'être des enfans toujours mutins & toujours esclaves; que quant au parti que l'on nous proposoit de prendre, relativement au domicile des états-généraux, s'il est permis de parler ainsi, il n'y avoit certainement pas lieu à délibérer, puisque le roi ne nous offroit de nous transférer, soit à Noyon, soit à Soissons, qu'au cas où nous le demanderions,..... que nous ne l'avions pas demandé, que probablement nous ne désirerions jamais de nous placer entre deux ou trois corps de troupes, l'armée qui investissoit Paris, & celles que pouvoient, d'un moment à l'autre, lancer sur nous l'Alsace & la Flandre; que nous n'avions point demandé à fuir les troupes, mais seulement que les troupes s'éloignassent de la capitale, non pas pour nous, mais parce qu'elles troubloient l'ordre & la paix publique, & pouvoient occasionner

les plus grands malheurs; que notre translation n'obvierait point à ces malheurs, qu'elle les aggraverait au contraire, & qu'enfin nous n'avions qu'une conduite à tenir pour être conséquens, c'étoit d'insister, sans relâche, sur le renvoi des troupes, seul moyen infaillible de l'obtenir.....

Pour faire diversion à des objets propres à jeter la consternation dans tous les cœurs, M. le marquis de la Fayette, suivant le plan déjà tracé par le comité de constitution, lut le projet suivant:

Les droits de l'homme en général, & de l'homme vivant en société.

La nature a fait les hommes libres & égaux; les distinctions nécessaires à l'ordre social ne sont fondées que sur l'utilité générale.

Tout homme naît avec des droits inaliénables & imprescriptibles; tels sont la liberté de toutes ses opinions, le soin de

son honneur & de sa vie, le droit de propriété, la disposition entière de sa personne, de son industrie, de toutes ses facultés; la communication de ses pensées par tous les moyens possibles, la recherche du bien-être, & la résistance de l'oppression.

L'exercice des droits naturels n'a de bornes que celles qui en assurent la jouissance aux autres membres de la société. Nul homme ne peut être soumis qu'à des loix consenties par lui ou ses représentans, antérieurement promulguées & légalement appliquées.

Le principe de toute souveraineté réside dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut avoir une autorité qui n'en émane expressément. Tout gouvernement a pour unique but le bien commun. Cet intérêt exige que les pouvoirs législatif, exécutif & judiciaire, soient distincts & réunis, & que leur organisation assure la représentation libre des citoyens, la responsabilité des agens & l'impartialité des juges.

Les loix doivent être claires , précises , uniformes pour tous les citoyens....

Les subsides doivent être librement consentis & proportionnellement répartis. Et comme l'introduction des abus , & le droit des générations qui se succèdent , nécessitent la révision de tout établissement humain , il doit être possible à la nation d'avoir , dans certains cas , une convocation extraordinaire de députés , dont le seul objet soit d'examiner & corriger , s'il est nécessaire , les vices de la constitution.

M. de Lally-Tolendal appuya la motion de M. de la Fayette, en s'écriant qu'il parloit de la liberté comme il l'avoit défendu..... Toute l'assemblée partagea son ivresse..... Permettez , continua ce fils sensible , qui avoit si bien défendu son père , permettez que je dépose mes alarmes dans le sein de votre patriotisme.

D'abord, n'oublions jamais la différence énorme d'un peuple naissant qui s'annonce à l'univers , d'un peuple qui , las du joug

qui l'écrase , le secoue , & brise ses fers ; ou d'un peuple ancien , immense , qui depuis 1400 ans obéit à un prince qu'il a chéri , quand il étoit réglé par la vertu , & qu'il idolâtrera quand il sera dirigé par les mœurs.

Il est affreux de le dire , plus affreux de le penser , la calomnie nous assiège ; elle recueille nos discours pour les empoisonner ; & quelle occasion funeste ne lui offri- rions-nous pas , si nous ne nous étendions que sur le droit de la nature !

Il se feroit bientôt une interprétation maligne de nos pensées , de nos sentimens.

Que feroit-ce , si quelques esprits pervers , qui ne comprendroient pas nos principes , s'abandonnoient à des désordres dont nous gémirions nous-mêmes !

Il faut aller plus loin : le peuple souffre , & il nous demande plus de secours que de définitions arbitraires.

Hâtons-nous de joindre à cette déclaration des droits les principes de la constitution ; & alors , Messieurs , quel puis-

tant motif n'avons-nous pas de doubler nos efforts pour soulager la pénurie du trésor public & l'indigence des créanciers de l'état ?

Adoptons pour l'avenir cette motion ; faisons-en nos principes , nos sentimens ; mais qu'elle ne nous arrête pas à ce seul but.

Que la déclaration de nos droits soit la déclaration de tous ; que le sujet , que le monarque y trouvent également les leurs ; que ce soit un engagement , un pacte social qui lie , qui engage toutes les parties.

Je rends à la motion de M. de la Fayette tous les hommages ; mais je demande qu'il ne soit rien délibéré sur cette motion que par le même acte qui consentira à la constitution. La motion & l'amendement furent renvoyés à la discussion des bureaux.....

Une nouvelle scène va s'ouvrir pour nous ; les lauriers , que la nation s'empressoit de cueillir , vont être couverts , pour un moment , de cyprès funèbres :

nous touchons à des jours malheureux, dont les siècles futurs seront long-temps épouvantés, & l'aristocratie, aux abois, sentant que sa dernière heure approche, ne peut & ne veut expirer qu'après avoir semé la terreur & la mort autour de ce qui l'environne.

Roi citoyen, bon époux, père sensible, toi qui n'as cessé un instant de vouloir le bonheur d'un peuple confié à tes soins, livré aux perfides conseils de tes courtisans, tu vas encore faire une faute;..... nous te la pardonnons, cette faute; elle n'est pas la tienne, elle est celle des ministres qui t'environnent, des monstres qui corrompent jusqu'à l'air que tu respirez:..... A quoi bon tout cet appareil militaire? A quoi bon ces fantassins, ces dragons, ces cavaliers, ces hussards, ces canons répandus dans tous les carrefours? A quoi bon un camp autour de la capitale, aux portes de ton palais, près des barrières de ce temple auguste où le premier sénat du monde s'est réuni, pour ré-

général la France, & pour donner une leçon sublime à toute l'Europe ? A quoi bon sur-tout cette soldatesque effrénée, cette milice étrangère, dont tu parois vouloir t'environner ? Veux-tu lever toi-même l'étendard de la révolte, & nous plonger dans les horreurs de la guerre civile ? Qu'as-tu à craindre ? Nous ne sommes point tes ennemis ; ils sont dans ton palais, à tes côtés, tes ennemis ; ce sont les lâches qui te conseillent ; il n'y a point un François qui ne se sacrifie pour toi, qui n'abandonne sa vie, sa fortune, pour la prospérité de l'état, & pour le soutien de ta couronne. Monarque trop foible ! on t'abuse, on te trompe, on veut dénaturer ton caractère, on veut *t'arracher* jusqu'à tes vertus ; on nous peint comme des enfans ingrats, comme des sujets rebelles qui veulent s'armer contre toi..... Reçois-nous, entends nos plaintes & nos justes réclamations ; nous sommes désarmés ; nous n'avons que des larmes & des prières à t'offrir..... C'en est fait, le sort

HISTORIQUES ET POLITIQUES. 191
en est jetté :..... le clergé triomphe, les
vils courtisans d'un monarque, qu'ils
ballotent, veulent du sang..... Vous serez
satisfaits, barbares ; nous frapperons à
coup sûr..... C'est dans votre sang que
nous laverons nos plaies, après huit cents
ans d'esclavage & d'oppression.....

Le dimanche 12 juillet, dès qu'on eut
appris, dans Paris, la disgrâce & la fuite
précipitée du directeur général des fi-
nances, la consternation devint générale.
Le peuple désespéré forma des projets
incertains, se porta en divers lieux, in-
cendia plusieurs barrières, tandis que le
reste de la ville, dans un morne silence,
laissoit échapper quelques larmes.

Les citoyens, rassemblés au Palais
Royal, ornèrent leurs chapeaux d'une co-
carde verte (1), envoyèrent des ordres,
vers les cinq heures, pour que tous les

(1) C'est la couleur de l'espérance ; sans doute ils la
choisirent pour annoncer qu'ils espéroient un avenir plus
heureux.

spectacles fussent fermés ; ce qui fut ponctuellement exécuté. Cette déférence fit connoître , sans équivoque , quel étoit le degré de l'affliction publique. Immédiatement après , on alla prendre , dans un fallon de portraits , sur le boulevard , ceux de M. Necker & du duc d'Orléans , qu'on croyoit aussi exilé. Ces bustes , chargés de crêpes , furent portés en triomphe , & en même temps comme un signe sensible de la douleur universelle. On les promena dans les principales rues de Paris , aux grandes acclamations de tous les spectateurs. Le cortége fut arrêté dans la place Vendôme , par un détachement du régiment Royal - Allemand , cavalerie , qui voulut faire main-basse sur les porteurs. On répondit par une grêle de pierres. Le buste de M. Necker fut brisé , un garde - françois fut tué dans la mêlée , quelques personnes blessées. A l'instant même arrive le colonel de ce régiment , le prince Lambesc , grand - écuyer de France , le plus corrompu de la cour , le plus

plus lâche des hommes. Ce vil courtisan , tremblant sous sa cuirasse , court , l'épée à la main , sur des citoyens qui n'avoient d'autres armes qu'une canne ; il abat un vieillard , qui se retiroit avec son ami , dans le jardin même qui touche au palais de nos rois..... Quelques jeunes gens s'avancent alors pour le joindre ; ses soldats font feu ; on tire le canon ; ... l'effroi redouble ; les cris des femmes , les pleurs des enfans augmentent le désordre & la confusion ; l'alarme est universelle : les bourgeois épouvantés se portent en foule vers le Palais-Royal ; un seul mot se fait entendre ; femmes , enfans , tous répètent : *aux armes , aux armes.*

Les électeurs de la capitale , & c'est à eux que la France doit son salut , étoient déjà à l'hôtel-de-ville. Une foule de citoyens de tout rang , de tout âge , de toute condition , s'y rend avec des armes. Ceux qui n'en avoient point en demandent à grands cris aux électeurs , qui furent pressés jusques sur le bureau autour

Mém. hist. & pol. Tome III. N

duquel ils s'étoient rassemblés..... Mille voix confuses demandoient impérieusement qu'on sonnât le tocsin, qu'on rassemblât les districts..... Cet ordre ne s'exécutant point assez vite, bientôt les portes furent enfoncées; le dépôt des armes des gardes de la ville découvert, elles furent pillées. Dans ce désordre affreux, un homme en chemise, jambes nues, sans fouliers, le fusil sur l'épaule, prit la place d'un garde de la ville désarmé, & monta fièrement la garde à la porte de la grande salle. Enfin les fusils, jadis employés à persécuter les hôtes des forêts & les habitans emplumés de nos champs, deviennent les instrumens de notre salut. On s'en sert pour défendre son père, sa mère, sa femme & ses enfans; on est prêt à mourir, mais on veut vendre chèrement sa vie..... Qu'une telle armée est forte, quand elle marche ainsi pour la défense de sa liberté & de ses foyers ! Elle n'a pas besoin de tambours, de drapeaux ni de trompettes pour se rallier; *vaincre*

ou mourir, c'est sa devise ; là où est le danger, là aussi se trouve la gloire.

L'exemple des citadins, paisibles naguère dans le fond de leurs maisons , armés aujourd'hui pour la cause commune , anime les Gardes-Françoises patriotes, sortis de leurs casernes, malgré leurs officiers, pour venir au secours de leurs concitoyens ; d'abord ils se portèrent, avec une intrépidité incroyable, du côté de la place Louis XV, où étoit le régiment Royal-Allemand, dont un détachement avoit longé le boulevard ; là il y eut une action très-vive & très-chaude. Les braves soldats de la patrie (c'est désormais le nom qu'ils vont porter.... ; ils ont abandonné pour toujours & leurs casernes & leurs officiers ; ils renoncent à leur ancien régime , ils ne garderont pas même leur nom), ayant fait ranger les bourgeois derrière eux , attaquent nos ennemis communs , les Huffards , les Cravates , les Allemands , dont les différens pelotons s'étoient réu-

nis ; un feu roulant de quelques minutes jeta par terre onze de ces brigands , & tua quelques chevaux. Le duc du Châtelet , colonel des Gardes - Françaises , provoqua ce coup de main , en se présentant à ses soldats pour les engager à ne pas attaquer le détachement de cavalerie. Ses prières & ses instances (car il ne menaçoit plus , la crise lui paroissoit trop forte) n'empêchèrent point un Garde-François , nommé Phelipon , de sortir de son rang , pour aller demander à un officier des Cravates , avec lequel son colonel s'étoit entretenu , s'il tenoit pour le tiers-état ? L'Officier ayant répondu par un coup de pistolet , ce coup devint le signal du combat ; l'action s'engagea..... Quand toute la cavalerie fut dissipée , le duc du Châtelet , qui se trouvoit au milieu des citoyens qui avoient été témoins du combat , eût été sans doute la première victime de la justice du peuple , si les mêmes soldats , qui venoient de combattre pour la liberté , ne

l'avoient entouré & conduit à l'hôtel de Richelieu , qui ser voit de quartier-général à l'armée ne Broglie. Là , le courtisan-colonel , devenu populaire & affable , les embrasse comme ses frères d'armes , & les invite à entrer dans l'hôtel ; ces généreux guerriers , satisfaits d'avoir sauvé la vie à un homme qui avoit mille fois compromis la leur , par ses mauvais traitemens & par ses manœuvres , refusèrent de l'accompagner , en motivant leur refus sur la certitude qu'ils avoient d'y être *assassinés* , peut-être même *par ses ordres* (1).

Deux heures avant cette action , un jeune bourgeois , étudiant en médecine , avoit renversé , d'un coup de pistolet ,

(1) Ce n'étoit pas la première preuve que les Gardes-Françaises donnoient de leur dévouement à la cause du peuple ; le jour qu'ils furent commandés , à Versailles , pour contenir & repousser la multitude , déchainée contre l'archevêque de Paris , ils refusèrent de faire feu , & rejetèrent les cartouches qu'un de leurs officiers , M. de Vassan , leur fit distribuer.

un dragon , étoit monté sur son cheval , & rentré à toute bride dans le palais-royal , fier de sa conquête. Le reste des gardes patriotes força de même ses casernes vers onze heures du soir , & se répandit dans les différens quartiers de Paris , pour y maintenir le bon ordre ; car nous avions plus d'une espèce d'ennemis à redouter. C'est sans doute aux soins vigilans de ces guerriers intrépides , de ces enfans de la liberté , que nous dûmes la tranquillité de cette nuit , qui devoit être si orageuse & si terrible.

Un morne silence régnoit dans tous les quartiers ; on avoit ordonné d'illuminer seulement les premiers étages ou les rez-de-chaussées , & les citoyens erroient , sans se dire un seul mot , au milieu de cette funèbre illumination : ce spectacle lugubre en imposa à nos ennemis ; ils ne firent aucune tentative.

Le peuple , mêlé , sans le savoir , à une légion de brigands soudoyés par nos adversaires , acheva d'incendier les barrières

qui avoient été épargnées la veille , & les citoyens , qui furent épouvantés par quelques coups de fusils entendus par intervalle dans la nuit , furent tranquillisés , à leur réveil , en apprenant qu'ils avoient été tirés par les gardes patriotes , pour nous tenir en haleine , pour nous accoutumer au feu ; on y est bientôt accoutumé , quand c'est la patrie qui appelle au combat..... Citoyens intrépides ! ne craignez rien ; la liberté vous appelle & vous attend , vos fers vont être brisés.....

Cependant nos sénateurs , à Versailles , plongés dans la consternation , n'avoient mesuré qu'avec terreur l'abyme de maux que l'exil de M. Necker pouvoit entraîner ; un bouleversement universel dans le ministère annonçoit le triomphe de nos ennemis ; Breteuil , de la Galaisière , de Broglie & Foulon , avoient eu le triste courage de se prêter aux projets sinistres des conseillers qui égardoient le trône..... Les premiers momens de l'assemblée , qui se réunit à sept heures , furent

donnés aux regrets;... l'abbé Grégoire, représentant qu'elle étoit incomplète, par l'absence du président, & ajournée au lendemain, conclut qu'il n'y avoit lieu à délibérer, ajoutant qu'aucune crainte personnelle ne lui faisoit tenir ce langage;..... en conséquence, l'assemblée se sépara.

Versailles étoit morne;..... l'effroi s'empara de toute la cour;..... les communications avec la capitale furent interrompues;..... ni les courriers de la poste, ni même les gens de pied, ne purent franchir les barrières.

Le lendemain, après la lecture de plusieurs adresses, dans lesquelles différentes villes du royaume consignent leurs sentimens patriotiques, & prouvent de plus en plus l'invincible union des François dans cette crise nationale, M. Mounier proposa une députation au roi, pour lui demander le rappel des ministres, & pour lui déclarer que la patrie ne peut avoir aucune confiance dans leurs successeurs : « Nous de-

» vons au roi, dit-il avec énergie, des vé-
 » rités fortes & courageuses. Les ennemis
 » du bien public osent braver le déses-
 » poir du peuple, le provoquer, l'envi-
 » ronner de troupes armées; ils attendent
 » à la liberté publique & individuelle; ils
 » interceptent les passages; ils ont appris
 » au roi à redouter son peuple, à prendre
 » contre lui les mêmes précautions que
 » contre les ennemis de la patrie. Mais en
 » nous occupant de cette déclaration, de-
 » venue indispensable, ne négligeons point
 » nos travaux: c'est là constitution que nos
 » ennemis veulent repousser; c'est donc
 » la constitution que nous devons avan-
 » cer sans relâche.

» Le péril croît de moment en moment.
 » Les troupes se rassemblent de toutes parts.
 » Les menaces n'exalteront que trop notre
 » courage. Une constitution qui doit exis-
 » ter pour nous, comme pour les géné-
 » rations futures, ne doit pas être le fruit
 » d'un moment d'effervescence, puisque
 » le plus grand fléau qui puisse affliger un

» peuple , ce font de mauvaises loix : il faut
» donc chercher à dissiper l'orage , à rame-
» ner le calme ; nous y réussirons , il faut
» l'espérer , par une adresse où nous re-
» présenterons au roi tout le danger des
» troupes , & nous déclarerons que l'as-
» semblée nationale ne consentira jamais
» à une banqueroute honteuse ».

M. de Lally - Tolendal prit ensuite la parole. Il dit :

« Un des maux les plus funestes que les ennemis de l'état puissent attirer sur un empire , est de porter les citoyens à sortir des bornes de la modération dans laquelle ils auroient voulu se renfermer.

» Je prends ici tous les citoyens à témoin de l'esprit de paix & de justice qui, jusqu'ici, a présidé à mes discours. Je prétends encore ne pas m'en écarter dans ce moment.

» On vient de nous dénoncer que la religion du souverain a été surprise. Je ne vous répéterai pas tout ce que les ora-

teurs éloquens, qui m'ont précédé, ont dit sur ces grands objets. Je me borne à demander votre attention pour un tableau de quelques faits.

» Reportons-nous à l'époque du mois d'Août dernier. Les loix étoient renversées; vingt-cinq millions d'hommes étoient sans juges & sans justice; le trésor public sans moyens, sans ressources; la puissance usurpée par des ministres; le peuple sans autre espérance que les états-généraux, mais sans confiance dans la parole du roi, dont des ministres parjures pouvoient empêcher l'exécution; & la famine se montrait déjà de loin.

» La vérité a frappé l'oreille du roi; son cœur a gémi des calamités publiques, & il a rappelé le fidèle ministre, qui, dans des temps plus heureux, lui avoit donné des preuves de son dévouement. La justice reprend aussi-tôt son cours; le trésor public se remplit; le mot infâme de banqueroute n'est plus prononcé; les prisons sont ouvertes, & rendent les malheu-

reuses victimes qu'elles renfermoient. Les troubles populaires ne sont plus devenus que des émeutes éloignées & peu fréquentes , uniquement excitées par la disette.

» Les états-généraux ont été annoncés , & personne n'en a plus douté , lorsqu'un ministre vertueux en garantissoit la tenue ; & le nom du roi a reçu mille bénédictions. La famine a été annoncée ; mais bientôt les mers ont été couvertes de vaisseaux , les deux mondes mis à contribution pour notre subsistance , & les alarmes paternelles du roi , guidé par son ministre , ont triomphé.

» Enfin , malgré les obstacles , les intrigues , les états-généraux se sont ouverts. Les états-généraux se sont ouverts ! Que de choses dans ces mots ! Quel bonheur la France n'a-t-elle pas entrevu dans ces états-généraux ! Quelques divisions ont d'abord éclaté ; & que chacun de nous ne s'en prétende pas innocent. Disons qu'il en est de la manie des préjugés , comme il en est

des malheureux humains, qui se débattent sur le bord de la tombe, avant le dernier soupir : disons qu'il n'est pas de moyen de conciliation qui n'ait réuni les caractères de la justice & de l'impartialité. Chaque jour a vu éclore des réunions, des principes de constitution. Nous avons marché en avant, & la France a respiré; & c'est dans cet instant, que des conseils pervers enlèvent au roi un serviteur fidèle, & à la nation un ministre vertueux. Ce n'est pas assez : on nous enlève encore trois ministres, dont les vertus & leur amour pour le bien méritent notre estime. Ce n'est pas assez encore : cet homme vertueux est exilé & banni, réduit à fuir comme un coupable. Mais qui a pu se rendre son accusateur ? Sont-ce les parlemens qu'il a rappelés, les peuples qu'il a nourris, les créanciers qu'il a payés ? Au défaut des accusateurs, je cherche les calomniateurs. Je me demande : comment a-t-il pu devenir tout-à-coup coupable ? Sans argent, il a nourri une nation im-

menſe ; ſans autorité , il a apaiſé les troubles , les émeutes. Je l'ai entendu appeler factieux ; je me ſuis demandé : quel miniſtre a jamais été plus dévoué aux ordres de ſon maître , plus jaloux de ſa gloire ? quel autre a mérité au ſouverain plus de bénédictions ?

» Membres des communes , c'eſt vous que j'interroge en ce moment. Rappelez-vous ce jour de triomphe , où vous vous précipitiez en foule ſur ſes pas , lorsqu'après avoir ſurmonté les intrigues , vous vous félicitiez de le voir rétabli dans ſon poſte plus ferme que jamais. Rappelez-vous qu'il vous conjuroit , au nom du roi , d'être ſoumis à ſon autorité , d'avoir confiance en ſa bonté ; & lorsque vous l'arroſiez de vos larmes vertueuſes , étoit-ce avec l'inſolence d'un chef de parti qu'il recevoit cet hommage ? Vous diſoit-il autre choſe que de ne pas exercer toute la force de vos droits , de n'agir qu'avec modération ? Répondez , membres des communes ; que votre voix s'élève pour le dé-

noncer. Sa retraite a-t-elle été celle d'un factieux ? Sa famille a ignoré jusqu'à son départ ; pour s'éloigner , il a prétexté un départ de campagne. Ses serviteurs , ses amis , ses parens , tous ont ignoré le funeste secret de son cœur ; il n'a versé dans aucun le chagrin de sa disgrâce. Il se dérobe à la douleur publique , à tous les témoignages de regrets. On a passé toute la nuit dans les alarmes pour le chercher ; il a mieux aimé se priver de toute consolation , que d'occasionner des troubles par sa retraite. Le dernier sentiment qu'il a éprouvé , le dernier devoir qu'il s'est imposé , a encore été pour le bonheur de la France. Certes , si ce ne sont pas là les caractères sacrés de la vertu , il est impossible de croire à la vertu.

» J'adhère avec empressement à la motion de M. Mounier. Je rends hommage aux principes. Sans doute le roi est le maître du choix de ses ministres ; mais ne pouvons-nous pas lui présenter l'opinion publique , lui indiquer le choix ou le vœu

de sa nation ; & si le parlement de Paris eut des droits pour demander l'éloignement du cardinal Mazarin , n'en avons-nous pas aussi pour demander le retour du plus vertueux des ministres ? Ne pouvons-nous pas dire au roi que la vertu d'un souverain ne suffit pas à lui seul , sur-tout dans des circonstances aussi difficiles ?

» Je pense que nous devons aller trouver le roi , lui peindre la douleur de la nation , de voir un ministre qui maintenant parcourt en coupable les routes de ce royaume auquel il a consacré ses veilles, ses forces & sa santé. Nous devons sur-tout le presser de le rappeler ; enfin , dans tous les cas , lui voter une adresse de remercîment. La nation , dont on n'a pas surpris la religion , est tout aussi libre dans l'expression de ses sentimens , que le souverain dans l'expression de ses faveurs ».

Plusieurs députés ont déployé leur zèle patriotique ; mais leurs discours étoient plutôt remarquables par la différence des talens & des caractères que par celle des idées

idées. MM. de Virieux, de la Rochefoucault, Gouy d'Arcy, Saint-Fargeau, Barnave, l'abbé Grégoire, & plusieurs autres, concoururent tous à soutenir la motion. M. Guillotin lut à l'assemblée un arrêté des électeurs de Paris, qui la conjuroient de contribuer de tout son pouvoir à établir une milice bourgeoise.

Plusieurs personnes pensoient que ce n'étoit pas le moment de délibérer sur une telle motion; que l'assemblée avoit déjà décidé ce point en votant la dernière adresse au roi; qu'on avoit rerranché de l'arrêté la partie où l'on demandoit pour Paris & pour Versailles une milice bourgeoise.

Mais la plus grande partie de l'assemblée ne pensa pas de même : les circonstances sont changées, disoit-elle; c'est Paris qui réclame pour sa sûreté une milice bourgeoises; c'est Paris qui est assiégé de troupes étrangères & ennemies; il faut s'empresse d'aller à son secours.... Telles étoient les réflexions particulières que différens

Mém. hist. & polit., Tome III. O

membres faisoient entr'eux , lorsque M. de Saint-Fargeau prit la parole.

Je crois , a-t-il dit , que le parti du silence feroit très-dangereux dans ce moment. L'assemblée nationale doit porter elle-même au pied du trône les sentimens dont elle est affectée , & calmer l'agitation du peuple. Lorsque personne ne représente le peuple , il se représente lui-même , & c'est alors qu'il se porte à des excès terribles , qu'on auroit évités en prenant ses intérêts , & en allant à son secours. Je crois qu'il est très - important de faire une adresse au roi pour le retour des ministres ; qu'on ne doit pas sur-tout y oublier les principes qui tiennent à leur responsabilité ; je crois sur-tout qu'on doit présenter au roi les sentimens de douleur dont la nation est affectée ; enfin faire mention de l'arrêté lu par M. Guillotin.

M. le Chapelier a récapitulé les objets de délibération. Vous avez , a-t-il dit , à délibérer d'abord sur les troupes ennemies & étrangères , qui assiègent un peuple bon

& fidèle; le sang coule, les propriétés ne sont pas en sûreté; enfin le scandale des Allemands ameutés est à son comble. Il n'y a que la garde bourgeoise qui puisse remédier à tous ces malheurs: l'expérience nous l'a appris. Vous avez un second objet de délibérations, c'est l'éloignement des ministres.... Il est de la dignité de l'assemblée de voter des remerciemens à ces hommes généreux, victimes de leur innocence & de l'intrigue la plus basse. C'est par des témoignages aussi flatteurs que l'on doit encourager les gens de bien, & tandis qu'ailleurs on récompense le crime, honorons au moins la vertu.

Il est encore un principe adopté dans tous vos cahiers; c'est la responsabilité des ministres. De cette loi résulte une conséquence nécessaire contre l'ordre arbitraire qui a banni de la France le ministre dont nous pleurons la perte. Devenu François par ses travaux, il emporte avec lui notre reconnoissance, notre estime & notre admiration. Cependant il est banni. Il doit

rendre compte à l'assemblée de sa conduite; s'il est coupable, c'est à nous de le juger; mais s'il n'a fait que secourir la France dans les calamités les plus funestes, c'est à nous d'assurer son triomphe. Le roi n'a pu l'exiler sans commettre une injustice.....

On nomma sur-le-champ deux députations, l'une au roi, l'autre pour Paris. La première devoit demander au roi l'éloignement des troupes & le retour des ministres, nécessaires pour rétablir le calme & prévenir les malheurs les plus grands; l'autre devoit porter à Paris la réponse du roi, dans le cas où elle auroit été sage & juste, c'est-à-dire conforme à la demande de l'assemblée nationale.....

Réponse du roi, & arrêté de l'assemblée.

« Je vous ai déjà fait connoître mes intentions sur les mesures que les désordres de Paris m'ont forcé de prendre; c'est à moi seul à juger de leur nécessité, & je ne puis, à cet égard, apporter aucun changement: quelques villes se gardent elles-mêmes; mais l'étendue de ma capitale ne

permet pas une surveillance de ce genre ; je ne doute pas de la pureté des motifs qui vous portent à m'offrir vos soins dans cette affligeante circonstance ; mais votre présence à Paris ne feroit aucun bien ; elle est nécessaire ici pour l'accélération des importatans travaux dont je ne cesse de vous recommander la suite ».

M. de la Fayette demanda aussitôt qu'on déclarât la responsabilité des ministres sur les événemens actuels & sur leur suite. Sa motion fut appuyée par MM. Target & Gleisen ; il a été rendu compte , par les députés envoyés au roi , de la réponse faite par sa majesté ; sur quoi l'assemblée , interprète des sentimens de la nation , déclare que M. Necker , & les autres ministres qui viennent d'être éloignés , emportent avec eux son estime & ses regrets.... Déclare , qu'effrayée des suites funestes que peut entraîner la réponse du roi , elle ne cessera d'insister sur l'éloignement des troupes extraordinaires rassemblées près de Paris & de Versailles , & sur l'établissement des

gardes bourgeoises.... Déclare de nouveau qu'il ne peut exister d'intermédiaire entre le roi & l'assemblée nationale.... Déclare que les ministres & les agens civils & militaires de l'autorité sont responsables de toutes entreprises contraires aux droits de la nation & au décret de l'assemblée..... Déclare que les ministres actuels & les conseils de sa majesté, de quelque rang, état qu'ils puissent être, & quelques fonctions qu'ils puissent avoir, sont personnellement responsables des malheurs présents, & de tous ceux qui peuvent suivre..... Déclare que la dette publique ayant été mise sous la garde de l'honneur, de la loyauté françoise & de la nation, ne refusant point d'en payer les intérêts, nul pouvoir n'a le droit de prononcer l'infâme mot de *banqueroute*; nul pouvoir n'a le droit de manquer à la foi publique, sous quelque forme & dénomination que ce puisse être.

Enfin, l'assemblée nationale déclare qu'elle persiste dans ses précédens arrêtés,

& notamment dans ceux des 17, 20 & 23 Juin dernier, & la présente délibération sera remise au roi par le président de l'assemblée, & publiée par la voie de l'impression. Ordonne aux secrétaires de l'assemblée d'adresser aux ministres retirés une expédition par extrait du présent arrêté.

Le marquis de Montesquiou représenta que, dans une situation aussi alarmante à tant d'égards, il étoit convenable de prolonger la séance toute la nuit, & cet avis passa sans contradiction.

La journée du 13 fut annoncée à Paris par le tocsin de toutes les églises. Les soixante districts s'assemblèrent, comme ils s'étoient assemblés pour choisir leurs députés; & chaque citoyen ne fut plus occupé que de la défense générale. Nos soldats patriotes se portèrent de bonne heure au champ de mars, & se présentèrent au camp des régimens de Châteauneuf, suisse, & de Royal-Allemand, qui refusèrent le combat, & promirent de mettre bas les armes. En vain le prince de Lambesc les

menaça de toute la sévérité de la discipline militaire, ils furent sourds à sa voix ; & n'écoutant que celle de l'honneur, ils répondirent que leur serment ne les obligeoit point à égorger les François : leur chef abominable les quitta pour se rendre à Versailles.

Le ciel, qui, sans doute, veilloit à notre conservation, enflamma l'imagination de ce conjuré ; il s'étoit flatté d'entrer en triomphe à Paris, sur des flots de sang. Son imprudente attaque du dimanche, n'étant point combinée avec le général, déconcerta tous les plans formés pour nous anéantir. Le despotisme & la témérité d'un homme pervers nous fut plus utile que le plan de défense le mieux arrangé..... Nous étions loin de soupçonner les maux prêts à fondre sur nous..... Nous marchions sur un volcan, dont la prochaine éruption devoit nous être fatale.... Les électeurs, rassemblés dans la grande salle de l'hôtel-de-ville, déjà garnie de tous les citoyens qui s'étoient présentés,

confirmèrent, par acclamation, la nomination du prévôt des marchands, des échevins, du procureur du roi, & des autres officiers composant le bureau ordinaire de l'hôtel-de-ville. Ils prirent les mesures les plus sages pour assurer les subsistances & le bon ordre. Sur la proposition d'un électeur, on créa un comité *permanent* (ainsi nommé, parce que son service devoit durer, sans interruption, jour & nuit); & à l'instant furent nommés, pour le composer, le prévôt des marchands, M. Ethis de Corni, procureur du roi; les quatre échevins, le greffier de la ville, deux conseillers, un quartinier, MM. le marquis de la Salle, l'abbé Fauchet, Tassin, Deleutre, Quatremère, du Mangin, Ducloz-Dufresnoy; Moreau de Saint-Merry, Desissarts, Hyon, Legrand de Saint-René, Jeannin, Greslé du Verrier, de la Vigne; Bertolio, Boucher Dufaulx, Chignard, Lecouteulx de Lanoraye, Canilh, Perrier, & Perignon. Et comme le plan d'une milice bourgeoise.

& d'une garde nationale avoit déjà été arrêté, on nomma, pour la commander en chef, M. le marquis de la Salle, & M. le chevalier de Saudray pour le commandement en second. Le soir, l'assemblée générale, ou plutôt toute la commune convoquée, confirma & ratifia ce qui avoit été fait..... Pendant que les bons citoyens, ainsi occupés du danger présent, se préparoient à repousser les maux prêts à fondre sur nous, toutes les boutiques restèrent fermées; la populace, armée de bâtons, de poignards, de lances, de piques grossières & informes, que les maréchaux avoient forgés à la hâte pendant la nuit, la populace, dis-je, se divisa & se porta en même temps dans divers endroits, avec le projet de piller & d'incendier les hôtels de nos ennemis. Un peloton, soupçonnant que les religieux de la congrégation, connue sous le nom de Lazaristes, avoient du bled emmagasiné, s'achemina vers le couvent, après avoir pris de force toutes les armes

qui se trouvèrent dans les boutiques des armuriers. On incendia une grange ; on chargea cinquante-deux voitures du grain ou des farines qui garnissoient les magasins. La multitude échauffée, ne respectant plus rien , brûla de très-riches effets , & sur-tout une belle collection de livres , descendit dans les caves , s'enivra des vins & des liqueurs de ces bons pères ; mais elle ne vola rien pour l'emporter , ou pour le plaisir de voler ; car un de la troupe ayant été pris en flagrant délit , justice fut faite sur-le-champ. Deux des plus forts & des plus grands , ayant appuyé leurs énormes lances sur leurs épaules , formèrent , pour ainsi dire , une potence vivante , à laquelle le voleur fut incontinent accroché & étranglé. Le reste escorta les voitures , qui furent conduites à la halle , & sur lesquelles on fit monter quelques - uns des religieux , pour servir d'ornement à cette espèce de triomphe , & pour donner à la capitale un spectacle qui lui étoit inconnu..... Un autre

groupe se présenta , dans la même matinée , au garde-meuble de la couronne , enleva les armes , deux canons , & plusieurs armures très-précieuses , & d'un grand prix (1). Chose bien capable de fournir un sujet de méditation au sage & au philosophe , qui se rit des vicissitudes de la fortune , les armes de François I^{er} , de Turenne , de Vendôme , du grand Condé , de Richelieu , de Louis IV même , passèrent d'un clerc du palais dans les mains d'un forgeron , d'un porteur de marmote , ou d'un garçon perruquier.... Ces armes , qui n'avoient jamais brillé que pour asservir des hommes , & pour affermir le despotisme d'un seul , alloient servir à la restauration de la liberté & au recouvrement des droits imprescriptibles de tout homme vivant en société.

Dans l'après-midi , on découvrit , au port Saint-Nicolas , un bateau rempli de poudres ; il fut déchargé , & mis sous la

(1) La plupart de ces objets ont été reportés depuis.

garde des bourgeois. Ainsi les provisions que nos ennemis avoient amassées de tous côtés pour nous perdre, augmentèrent les ressources dont nous avions besoin pour les repousser, ou pour rendre leurs efforts inutiles..... Sur les six heures du soir, un convoi considérable, destiné aux troupes du champ de mars, ajouta aux provisions de bouche, qui nous étoient encore plus nécessaires, dans un moment où, sans doute, on pouvoit penser à nous affamer. Comme toute communication entre Paris & Versailles étoit interceptée, on vouloit d'abord y marcher; mais on craignit, non sans quelque fondement, pour la personne des sénateurs, qui se trouvoient sous le glaive des aristocrates & des perfides conseillers de notre monarque. On resta donc dans la capitale. M. de Crofne, lieutenant de police, homme foible & pusillanime, vendu à la cour, fut mandé à l'hôtel-de-ville;... il annonça qu'il avoit donné au roi la démission de sa place; il assura que nous

avons des approvisionnemens pour quinze jours..... Les citoyens passèrent une nuit un peu plus calme que la précédente, toujours veillans cependant, les hommes armés, les femmes assises sur les morceaux de pierres & de pavés, arrachés dans leurs cours, & transportés dans les appartemens, pour s'en servir contre les agresseurs & les tyrans de la patrie. Ce généreux dévouement en imposa aux troupes destinées à nous égorger; il leur inspira les vrais sentimens dont elles n'auroient jamais dû s'écarter. On sçut, dès l'entrée de la nuit, qu'une portion des soldats étrangers & que tous les régimens nationaux devoient refuser le service à leurs chefs, & s'étoient déclarés pour leur commune patrie, à l'exemple de leurs frères les gardes-françoises.

Pendant cette même nuit, la garde bourgeoise arrêta & désarma une quarantaine de gens sans aveu, la plupart de la troupe de ceux qui, dans la matinée, avoient pillé la maison de S. Lazare; ils furent con-

duits dans les prisons. C'est par ce zèle & cette active précaution à faire la police, qu'on pouvoit empêcher le désordre, qui devoit naturellement régner au milieu d'une ville dont la population excédoit alors huit cents mille ames. Dans la matinée du lundi, on se porta de même en force du côté des prisons, pour empêcher cette cohorte de gens pervers, qui ne peuvent vivre qu'au sein du trouble & de la confusion, d'en tirer tous les malfaiteurs, qu'ils vouloient associer à leurs expéditions & à leurs vols nocturnes; on n'ouvrit les portes qu'aux malheureux retenus pour dettes ou pour simples faits de police; on resserra les criminels, & tous ceux qui étoient prévenus de quelque délit tendant à porter le trouble dans la société : à l'instant même, une ordonnance des électeurs fixa l'état de la milice bourgeoise, & tous les citoyens changèrent la cocarde verte (1), dont ils s'étoient

(1) M. le chevalier d'Ermigny, du district de S. Roch, fut le premier à inviter les citoyens à ce changement. Nous

d'abord décorés, pour en prendre une bleue & rose conforme au blason de la ville.... On avoit déjà su que les troupes campées aux champs - élysées , en face des Tuileries, étoient parties la nuit ; on annonça en même temps au prévôt des marchands que les autres troupes, cantonnées autour de la ville , avoient enlevé un convoi de poudre & de plomb destiné à la milice bourgeoise ; le prévôt écouta froidement la déposition , appuyée de toutes les preuves authentiques qu'on pouvoit lui fournir, & répondit , en souriant : *il faut faire une note de cela.....* Dans un autre moment, pour se débarrasser des citoyens qui lui demandoient instamment des armes, il dénonce les Chartreux, comme étant dépositaires d'une quantité prodigieuse d'armes à feu..... Plusieurs députés volent au couvent, trouvent ces pauvres solitaires ense-

hommes François , dit-il , restons donc François ; portons les couleurs de France , unies aux couleurs de la ville , mais n'allons pas arborer , sur les bords de la Seine , la cocarde des armes impériales....

velis

velis dans la retraite & dans la méditation , aussi tranquilles au sein des orages dont ils étoient environnés , qu'Archymède l'étoit pendant que les soldats romains escaladoient les murs de sa patrie..... En vain on demande à ces bons pères où sont les armes , ils ne savent ce qu'on veut leur dire.... En vain on scrute tous les coins & recoins du couvent, sans voir les moindres vestiges propres à confirmer la dénonciation du prévôt des marchands..... Quand les députés reviennent à la ville, & lui reprochent , avec fierté , son indifférence sur les maux de la patrie & ses refus, il répond, qu'il s'est trompé..... C'est ainsi que cet infâme magistrat , en qui nous avions d'abord mis notre confiance , en voulant nous perdre , se creusoit le précipice dans lequel il étoit prêt de tomber. Les patriotes , ennuyés de tous ces délais, unis à MM. de la Basoche, se présentèrent à l'hôtel des invalides , pour y prendre des armes. Les soldats qui gardoient ce poste, les voyant prêts à escalader les murailles &

Mém. hist. & pol. Tome III. P

les fossés, & sur-tout le gouverneur, M. de Sombreuil, sentant bien que la résistance seroit inutile avec des gens animés du feu de la liberté, & n'ayant d'ailleurs rien à redouter d'une insurrection provoquée & dirigée par le patriotisme, fit ouvrir les portes, laissa emporter les armes & les canons (1). On distinguoit avec plaisir, dans la foule des citoyens, le brave curé de la paroisse de Saint Etienne-du-Mont, marchant à la tête de ses paroissiens, & invitant tout le monde à s'armer promptement & sans désordre. Enfin, pour éviter toute espèce de surprise, on visita, avec le plus grand soin, les voitures qui entroient

(1) Vers les dix heures du matin, M. de Sombreuil avoit répondu à M. Ethis de Corni, envoyé par l'hôtel-de-ville, pour lui demander des armes, *que n'étant que dépositaire & gardien, il attendoit le retour d'un courrier dépêché à Versailles....; qu'il répétoit les protestations les plus sincères, d'attachement, de déférence & d'amitié, & pour l'hôtel-de-ville, & pour les citoyens de la capitale.* M. de Corni avoit rendu au peuple une partie de la réponse de M. de Sombreuil; il ne voulut pas attendre le retour du courrier.

où sortoient de la capitale ; on ouvrit les dépêches des courriers , moyen proscrié dans toute autre circonstance ; mais quand il s'agit du salut de tous , & quand la chose publique est en danger , les voies ordinaires & battues ne suffisent point. Ce moyen servit à démasquer & à convaincre les traîtres..... C'étoient autant de serpens que nous réchauffions dans notre sein. D'ailleurs le maréchal de Broglie , élevé depuis vingt-quatre heures au ministère , étoit encore à la tête de l'armée qui bloquoit la capitale , & ses vues hostiles étoient bien connues..... Il n'en faisoit aucun mystère ; il avoit accepté le commandement d'une armée rassemblée par les ministres pour foudroyer sa patrie , ou pour égorger ses concitoyens..... Si quelque chose pouvoit disculper ce guerrier , qui avoit à se plaindre de la cour , c'est-à-dire de tous les intriguans qui obsédoient le monarque , & qui joignoient à l'art perfide d'éloigner de lui les honnêtes gens , celui de les rendre suspects , c'est la lettre qu'il reçut du roi , lettre

dans laquelle Louis XVI lui écrivoit , de sa propre main , ce que ses ministres sacrilèges tâchoient de lui persuader , *que sa vie étoit en danger , qu'il eût à se rendre sur-le-champ auprès de sa personne*. Le maréchal ne vit qu'un parti de mécontents à dissiper , & non une nation outragée & opprimée , manifestant le vœu sacré de rentrer dans ses droits..... Il fut bientôt frappé de cette vérité ; mais il étoit déjà trop tard pour sa gloire. Et ce seul jour devoit à jamais déshonorer sa vieillesse , & flétrir les lauriers cueillis jadis aux bords du Rhin ; de son front , ridé par les années & par les fatigues de ses anciennes campagnes , devoit tomber cette couronne , décernée par tous les vrais François à sa valeur & à son courage , & le digne prix de son triomphe. (1) Plusieurs ordres surpris nous

(1) Le 12 juillet , sur le bruit d'une insurrection provoquée par les malheurs du temps , & sur-tout par le mécontentement qu'il prévoyoit bien que la disgrâce de M. Necker occasionneroit dans toute la capitale , il donna un ordre écrit à M. Bezenval , pour faire avancer deux bataillons

donnèrent connoissance des différentes dispositions secrètes pour le blocus de la ville, & les convois considérables d'artillerie, dont on apprit l'arrivée, achevèrent de répandre la terreur. De-là le grand acharnement, ou plutôt l'ardeur avec laquelle tout le monde chercha & demanda des armes; tout le monde brûloit de se signaler, sans se donner le temps de réfléchir, sans rien calculer; tout le monde vouloit se porter aux postes les plus dangereux, aux attaques les plus difficiles. De-là cet enthousiasme magnanime qui étonnera la postérité.....; de-là cette inspiration héroïque & presque divine des Parisiens, qui les fit s'écrier en même temps: *allons prendre la bastille*. S'ils avoient dit: *allons attaquer la bastille*, les murailles immenses qui s'élèvent autour de cet asile du despotisme, les fossés larges & profonds

des Gardes-Suisses à l'entrée des champs-élysées. De-là l'origine de l'incursion du prince de Lambesc dans les tuileries.

qui les entourent , les canons qui en défendent l'accès , tous ces objets , se grossissant encore à leur imagination , auroient peut-être , sinon glacé , au moins refroidi de beaucoup leur patriotisme & leur courage : ils n'ont point réfléchi , ils n'ont point vu le danger , ils n'ont point senti la difficulté d'une entreprise aussi périlleuse ; ils se sont écriés tous d'une voix : *allons prendre la bastille*. S'ils avoient dit : *allons attaquer la bastille* , on leur auroit répondu : amis , c'est du haut de cette forteresse que le vainqueur de Fribourg & de Norlingue fut défendu , que le grand Turenne vit foudroyer son armée ; & ces deux intrépides guerriers la déclarèrent inexpugnable ; ils auroient frémi d'avoir même pensé à l'attaquer ; ils seroient restés oisifs..... Mais ils ont dit : *allons prendre la bastille*. Et sur-le-champ cette nouvelle milice , à demi-armée , se porta , avec une ardeur martiale , du côté de ce fort , par la grande rue Saint-Antoine.

« Le château de la bastille étoit com-

posé de huit grosses tours rondes ; dont les murs avoient environ six pieds d'épaisseur ; elles étoient jointes par des massifs de maçonnerie épais de neuf pieds. L'entrée se trouve à droite de l'extrémité de la rue Saint-Antoine ; au-dessus de la première porte étoit un magasin considérable d'armes de différentes espèces , qui , depuis peu , avoient été transportées aux invalides , à la réserve de six cens fusils , que le gouverneur fit rentrer quelque temps auparavant dans l'intérieur même de la bastille , & de quelques armures anciennes , qui furent pillées par le peuple. A côté de cette porte étoit un corps-de-garde , où l'on plaçoit chaque nuit deux sentinelles , pour répondre & ouvrir aux personnes qui se présentoient. Cette porte conduisoit à une première cour extérieure , dans laquelle étoient les casernes des invalides , les écuries & remises du gouverneur. L'on pouvoit également arriver à cette cour par l'arsenal : une porte , à côté de laquelle étoit un autre corps-de-garde , un fossé & un pont-

levis, qu'on appeloit le pont de l'*avancé*, la séparoit d'une seconde cour, dans laquelle se voyoit l'hôtel du gouverneur. En face de cet hôtel étoit une avenue longue de 17 toises, dont le côté droit étoit bordé par un corps-de-logis, où se trouvoient une cuisine & une salle de bains; ce bâtiment étoit construit sur un pont dormant, qui traversoit le grand fossé, & sur lequel s'abaissoit un pont-levis. Au-delà étoit encore un autre corps-de-garde : c'est par-là que l'on arrivoit à la grande cour intérieure, après avoir franchi une grille de fer qui servoit de retranchement à la sentinelle, dont la consigne étoit de ne pas laisser approcher d'elle les prisonniers à la distance de trois pas. Cette grande cour avoit 102 pieds de long sur 72 de large; elle étoit environnée des tours dites la *Liberté*, de la *Bertaudière*, de la *Bazinière*, de la *Comté*, du *Trésor* & de la *Chapelle*, & des massifs qui joignoient ces six tours & s'élevoient à la hauteur de 73 pieds 3 pouces en dedans. Cette cour étoit

terminée par un bâtiment qu'une inscription en lettres d'or , sur du marbre noir , annonçoit avoir été construit sous le règne de Louis XV & le ministère de M. de Saint-Florentin , par M. de Sartine , alors lieutenant de police , pour le logement des officiers de l'état-major , & qui séparoit la *grande cour* de la *cour du puits* ; celle-ci étoit environnée des tours du *Puits* & du *Coin* & des massifs correspondans , & avoit 72 pieds de long sur 42 de large. C'étoit la basse-cour du château ; un bastion , servant autrefois de promenade aux prisonniers , & depuis quelques années de potager au gouverneur , étoit joint au fort par une espèce de galerie qui communiquoit au chemin de ronde.

La forteresse étoit environnée entièrement d'un large fossé toujours à sec , excepté dans les temps pluvieux , ou lorsque la rivière étoit haute. Une forte maçonnerie de 36 pieds de hauteur couvroit sa surface latérale extérieure , à laquelle étoit scellée une galerie de trois pieds & demi

de largeur, qui régnoit dans tout le contour de cette espèce de contrescarpe. On y arrivoit par *des pas de souris*, ou par des escaliers placés à droite & à gauche du pont. Cette galerie formoit ce qu'on appeloit le chemin de ronde, parce que des officiers & des sergens y faisoient de fréquentes rondes, sur-tout la nuit, pour s'assurer de la vigilance des quatres sentinelles qui y étoient placées, & qu'on relevoit de deux heures en deux heures. Au sommet des tours étoit une terrasse prolongée le long des massifs, par lesquels ces tours se communiquoient, & au bord de laquelle régnoit un parapet. Tel étoit ce fameux château de la bastille, qui, *sans être bien fort, étoit*, dit Saint-Foix, *le plus redoutable de l'Europe* (1) ».

Le gouverneur, le sieur de Launay, avoit déjà reçu, le matin, une députation du district de la Culture. M. Thuriot de la Rosière, électeur, accompagné de

(1) Révolutions de 1789, tom. 2.

MM. Bourlier & Toulouze, introduit dans la première cour de la bastille, l'avoit sommé de changer la direction de ses canons, dont la vue jetoit l'épouvante & la crainte dans toute la ville; passant de-là dans la seconde cour, il y avoit vu trois canons disposés & servis par des canonniers..... Les officiers de l'état-major se trouvant réunis dans cette cour, il leur avoit fait, au nom de l'honneur de la nation & de la patrie, la même sommation qu'au gouverneur..... A l'instant même, sur la provocation du sieur de Launay, tous les officiers & soldats avoient juré de ne pas faire feu, & de ne se servir de leurs armes qu'en cas d'attaque (1).

(1) M. Thériot, après avoir fait son rapport à son district, avoit été envoyé, avec M. Boucheron, à l'hôtel-de-ville, &, d'après les détails qu'il venoit de donner, un trompette descendoit dans la place pour annoncer la proclamation du comité, qui, à son tour, vouloit faire part au peuple de ce qu'il venoit d'apprendre, lorsqu'on entendit le premier coup de canon.

Cette résolution fut confirmée par le retour de MM. Billefod & Chaton, deux des trois députés envoyés à M. de Launay. Une troisième députation, composée de MM. Delavigne, Chignard, l'abbé Fauchet & Biletidoux, étant encore aux portes de la bastille, ... M. de Fleffelles feignit d'être inquiet de leur retour, désigna lui-même MM. Francotay & de Corny, procureur du roi, pour y aller avec un tambour & un drapeau. Ils furent accompagnés par MM. la Fleurye, de Milly, Beaubourg, Boucheron, Contans & plusieurs autres citoyens (1).....

Cependant la troisième députation n'avoit pu pénétrer dans l'intérieur du château de la bastille, encore moins calmer le peuple, animé par le bruit de la mousqueterie & de l'artillerie des forts.

(1) Le prévôt des marchands vouloit par-là faire sa paix avec M. de Francotay, auquel il avoit rudement imposé silence quelques minutes auparavant, lorsqu'à celui-ci lui demandoit pourquoi il refusoit de la poudre & des armes aux soldats citoyens qui en avoit un si grand besoin.

A l'approche des députés , précédés d'un tambour & d'un drapeau , le sieur de Launay fit déployer , sur la plate-forme , un pavillon blanc , en signe de paix. A la vue du pavillon , M. de Corny , persuadé que son drapeau avoit été signalé , s'avança vers le pont-levis avec le tambour ; malgré les clameurs du peuple , qui ne cessoit de lui crier qu'il seroit victime de son patriotisme & de son courage..... Comme les soldats , qui étoient sur la plate-forme & ailleurs , renversoient les canons de leurs fusils , en élevant la crosse ; comme les signes de paix & d'appel avoient été multipliés par les chapeaux , les députés crurent à la paix , & commençoient à persuader au peuple que le bien public exigeoit que chacun se retirât dans son district respectif , pendant qu'ils alloient traiter avec le gouverneur , & prendre toutes les mesures pour assurer le salut de la ville , lorsqu'un coup de canon , tiré sur la cour de l'orme , & accompagné d'une décharge de mousque-

terie, prouva que les signes de paix n'étoient qu'un appât pour assurer la trahison..... En effet, le sieur de Launay, avancé sur le petit pont-levis, demande au peuple ce qu'il veut; on répond: *des munitions & des armes*: il promet d'en donner, *quand quelqu'un se présenteroit de la part de l'hôtel-de-ville*. Il entendoit par-là le prévôt des marchands; il ne vouloit pas reconnoître les députés, & il avoit ses raisons. Le peuple, mécontent des conditions proposées, y répondit d'abord par des clameurs, bientôt par des menaces. Le gouverneur alors fit hausser le pont, fit faire une décharge d'artillerie sur ceux qui étoient entrés dans la première cour. Plusieurs soldats, & encore plus de bourgeois, furent victimes de leur patriotisme & de leur courage; un plus grand nombre fut blessé. Le canon tira sur la ville, & sema l'épouvante dans tous les quartiers. ... Les assiégeans, brûlans de venger leurs camarades, qu'on égorgeoit comme des agneaux enfermés dans une

boucherie, pouffoient des cris épouvantables. D'abord ils se rallient pour se mettre à l'abri du feu ; ils envoient chercher les canons des invalides, qui venoient d'être enlevés ; ils font demander du renfort à tous les districts. Bientôt arrivent cinq pièces de canon, qui furent remises, par M. le chevalier de Saudray, aux sieurs Berard, Ducastel & Georget, ainsi qu'aux deux frères le Verre, tous canonniers, qui s'offrirent avec courage, & qui prirent toutes les munitions nécessaires pour cette expédition. A peine étoient-ils arrivés, qu'on vit sortir des cours de l'arsenal un particulier monté à cheval, ayant un habit bleu brodé en or. On crut que c'étoit le perfide de Lauñay ; on s'en saisit, pour le conduire à l'hôtel-de-ville..... Plusieurs des citoyens furieux vouloient même l'immoler sur-le-champ. Le chevalier de Saudray, le reconnoissant pour être le régisseur des poudres de l'arsenal (M. Clouet), détrompa le peuple, lui enleva sa victime déjà percée

de quelques coups de pointes , légères , à la vérité , mais tout couvert de sang ; son libérateur reçut un coup de sabre sur la tête en voulant le sauver. Au même instant , deux sergens des Gardes-Françoises , MM. Wagnier & Labarthe , à la tête de leurs camarades , & une troupe de bourgeois , commandée par le sieur Hulin , qu'ils avoient nommé , tout d'une voix , leur capitaine , traversèrent , du côté des célestins , toutes les cours de l'arsenal , & arrivèrent , avec trois pièces de canon , jusqu'à la cour des salpêtres , attenant à celle de la bastille. L'action devint plus vive ; les assiégeans , à l'envi les uns des autres , redoublèrent de zèle & d'activité. Le sieur Elie , officier au régiment de la reine , infanterie , fit décharger plusieurs voitures de fumier , laissées , à dessein , dans une des cours , pour obstruer le passage ; on y mit le feu.... La fumée épaisse & noirâtre , qu'elles rendirent , offusqua beaucoup les assiégés , & leur déroba les manœuvres des patriotes.

Le

Le gouverneur alors, sentant bien qu'il ne pouvoit pas tenir long-temps contre une armée qui faisoit pleuvoir une grêle de balles & de boulets sur sa forteresse; voyant, d'ailleurs, les chaînes du premier pont rompues par le canon, arbora un pavillon blanc, en signe de paix..... Les assiégeans vouloient venger la mort de leurs frères immolés: le sang de ces malheureuses victimes de la liberté crioit vengeance; ils ne voulurent rien écouter, rien voir qui pût provoquer leur pitié en faveur des assiégés. En vain le gouverneur fit une seconde tentative pour les apaiser; en vain, à travers les fentes du pont de l'intérieur, il fit passer un écrit, qu'un nommé Maillard alla chercher, au grand péril de sa vie; car il pouvoit être tué par les balles même de ses camarades, ou tomber dans le fossé; ce qui étoit arrivé au premier qui tenta cette périlleuse aventure. On lut ce billet, conçu en ces termes: *nous avons vingt milliers de poudre, & nous ferons sauter*

Mém. hist. & pol. Tome III. Q

le gouverneur ; c'est à lui seul qu'on en veut ; c'est à qui le reconnoîtra ,... c'est à qui lui donnera le premier coup. Le brave Arné , cet intrépide grenadier , eut cette gloire ; l'appercevoir , le saisir , le désarmer , ne furent qu'un..... On craignoit qu'il ne se perçât avec la lame enfermée dans sa canne. Arné le remet entre les mains des sieurs Hulin & Elie. Le peuple alors lui arrache ses marques d'honneur ; mille traits sont dirigés contre lui ; on demande un peu de délai ; on crie qu'il faut différer la vengeance. . . . Lui-même , reconnoissant ses perfidies , se jette dans les bras du jeune vainqueur qui vouloit le soustraire à la multitude. Il le conjure de le mettre à l'abri des insultes. *Ah ! s'écrie-t-il , déchiré de remords , j'ai trahi ma patrie. Regrets inutiles : vil & méprisable tyran , tu n'as pas su combattre pour la bonne cause ; tu n'as pas même su mourir avant ton entière défaite ; ta mort doit être ignominieuse.*

Déjà le sous-gouverneur , le major , le

capitaine des canonniers , & tous les prisonniers de guerre , sont réunis en un seul groupe. Bientôt les cachots vont s'ouvrir ; bientôt les victimes innocentes du fanatisme respireront un air plus pur. Des vieillards vénérables sortiront de leurs ténébreuses retraites , étonnés de revoir la lumière. ... L'auguste & sainte liberté , pour la première fois , s'introduira dans ce séjour d'horreur , habité par la crainte & par la mort.

Les cris d'allégresse des vainqueurs résonnent sous les voûtes de ce repaire infernal ; on forme une espèce de marche triomphale ; les applaudissemens , les excès de la joie , les imprécations vomies contre les prisonniers , tout se confond ; les accens du déplaisir & de la vengeance sont mêlés : les vainqueurs glorieux & comblés d'honneurs , portant les armes & les dépouilles des vaincus , les drapeaux de la victoire , la milice bourgeoise unie aux soldats de la patrie , les lauriers , les couronnes , les rubans qu'on leur offroit

de toutes parts, tout présentait un spectacle à la fois majestueux & terrible.

A peine tout ce cortège est-il arrivé sur la place de grève, en face de l'hôtel-de-ville, le peuple impatient, ne respirant que la vengeance, demanda ses victimes. Il ne souffrit pas que le perfide gouverneur, ni que les autres officiers montassent au tribunal de la commune ; il les arracha à leurs vainqueurs, les foudra aux pieds l'un après l'autre : bientôt de Launay & son major tombent percés de mille coups ; chacun veut avoir la gloire de les percer..... Leurs têtes coupées, & placées au haut d'une pique, annoncent à toute la ville leur perfidie, & la vengeance solennelle qu'on en avoit tirée (1).

(1) Le jour même du siège de la bastille, le sieur de Launay remit pour sept cens mille livres de billets de caisse d'escompte, & plusieurs bijoux, à M. Barbier, procureur au châtelet ; & pendant le siège, deux heures avant d'être pris, il offrit à M. Bechade, prisonnier dans la tour du coin, huit mille livres en argent & une montre de grand prix, que M. Bechade soupçonne être

Arrivent ensuite les malheureux invalides , qui , pour obéir aux ordres du gouverneur , en défendant la forteresse , avoient osé faire feu sur leurs concitoyens. Le peuple , à grands cris , demandoit leur supplice ; ils étoient déclarés infâmes , ennemis de la liberté , traîtres à la nation ; leur crime devoit être expié par leur mort. . . . Mais les braves soldats de la patrie , voulant ajouter à leur triomphe , & mériter une seconde couronne , bien plus précieuse encore que celle qu'ils venoient de cueillir aux périls de leur vie , conjurèrent le peuple de faire grâce à leurs frères. Deux victimes , déjà accrochées au fer qui soutient le réverbère qui se trouve en face de l'hôtel-de-ville , parurent assouvir sa colère.

celle que Cagliostro réclama , comme lui ayant été volée par le sieur de Launay , & il pria M. Bechade de ferrer cet argent & cette montre dans sa malle , ce que fit d'abord le prisonnier ; mais un demi-quart d'heure après , il lui renvoya le tout , craignant d'être soupçonné d'une intelligence criminelle.

La grâce fut accordée tout d'une voix aux autres invalides : ils furent déliés & mis en liberté (1).

Ainsi fut prise, le 14 juillet, après trois heures de siège, cette forteresse, que les plus fameux guerriers du siècle de Louis XIV avoient regardée comme imprenable. C'est ainsi que cet asile du despotisme, qui, depuis plusieurs siècles, avoit servi de tombeau à tant de braves gens, que les ministres & les courtisans y ensevelissoient tout vivans, se rendit à une poignée de soldats, qui s'étoient mis à la tête d'une autre poignée de bourgeois assez mal armés, & dont la plupart n'avoient peut-être jamais manié un fusil. Ainsi fut écrasé ce colosse, dont la tête énorme & menaçant le ciel, fera dans peu de mois déruit de fond en comble ; nos neveux, en lisant l'his-

(1) M. Miray, aide-major de la baïlle, fut massacré le même jour, rue des Tournelles, & M. Person, lieutenant de la compagnie des invalides qui y étoit en garnison, sur le port au bled.

toire de l'inquisition ministérielle, un des plus grands fléaux qui jamais ait affligé la France, se demanderont : qu'est donc devenue cette forteresse inaccessible, dont les voûtes obscures & gigantesques n'avoient jamais retenti que des plaintes & des gémissemens des victimes infortunées de la tyrannie des ministres de nos anciens maîtres ? L'étranger, en scrutant tous les monumens de notre capitale, demandera à la génération étonnée : qu'est devenue cette forteresse épouvantable, dont votre roi Charles V. jeta les fondemens en 1369, qui fut achevée en 1383, & qui, jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, fut regardée comme le patrimoine du bourreau & le temple des furies ? C'est ainsi qu'un peuple libre triomphe de toutes les obstacles.... Cette journée, à jamais mémorable dans les fastes de l'histoire de France, fut encore ensanglantée vers les sept heures du soir, par la mort du prévôt des marchands Flesselles : quelques personnes peu instruites ont débité qu'on avoit trouvé dans la

poche du gouverneur de la bastille une lettre signée de lui, par laquelle il l'invitoit à tenir ferme, qu'il lui enverroit du secours.

Personne n'a vu cette lettre (1). La vérité est que, pendant que la multitude traînoit dans les rues les cadavres des traîtres, & promenoit leurs têtes placées au bout d'une pique, les citoyens des districts & les électeurs, réunis pour demander au prévôt des marchands qu'il fit distribuer les douze mille fusils qu'il leur avoit promis pour six heures du soir, se croyant joués & trahis, dès qu'ils virent ouvrir les caisses qui devoient les contenir, & dans lesquelles on ne trouva que des haillons, & autres objets semblables, lui demandèrent d'abord les noms des

(1) Une patrouille du district de Saint-Gervais, commandée par M. de Chaignere, arrêta un particulier, entre les mains duquel fut trouvé un paquet à l'adresse de M. du Puget, major de la bastille; l'autre, adressé au sieur de Launay, contenant ces mots : *M. de L. tiendra jusqu'à la dernière extrémité; je lui ai envoyé des forces suffisantes.* Tous deux étoient datés du 14, & signés Bzenval.

seurs , allons au Palais-Royal..... En préférant ces mots , il descendit de l'estrade , traversa la salle , & sortit , la multitude se pressant autour de lui & sur ses pas , mais sans lui faire aucune violence ; il traversa la place de grève , sans éprouver aucun mauvais traitement , & fut tué d'un coup de pistolet , qu'il reçut dans l'oreille au coin du quai Pelletier ; son cadavre fut insulté , & sa tête coupée promenée par les rues , pour servir d'exemple , & pour intimider les aristocrates , qui , depuis tant de siècles , aggravoient le joug sous lequel nous gémissions.

Sur ces entrefaites , une nouvelle foule se précipita dans la salle , traînant , au milieu des sabres & des baïonnettes , M. le prince de Montbarrey & son épouse. Toutes les voix l'accusoient d'être un ancien ministre , un des principaux aristocrates , & tous les bras sembloient levés sur lui pour le frapper.

La princesse de Montbarrey , conduite au bureau , leva les bras au ciel , & tomba

en défaillance. Elle fut emportée à l'instant, & déposée dans la salle de la reine.

M. le marquis de la Salle, qui s'étoit jeté à travers la multitude armée, ne put empêcher que M. le prince de Montbarrey ne fût jeté & plié en deux sur le bureau; situation dans laquelle il fut retenu quelques minutes. Enfin, M. le marquis de la Salle parvint à écarter les plus animés, à modérer les autres; il se plaça entre eux & M. le prince de Montbarrey; celui-ci, ayant obtenu quelque liberté, se leva, & s'adressant à la multitude, dit: *mes amis, vous vous trompez : vous voulez me punir comme un aristocrate, & je suis un des plus zélés partisans de la liberté : j'ai quitté le ministère depuis plusieurs années, & je n'ai conservé aucune relation suspecte avec ceux qui m'ont succédé : mon fils, le prince de Saint-Maurice, est celui qui a opéré la révolution en Franche-Comté.*

Ces paroles excitèrent de vifs applaudissemens; le peuple calmé, laissa passer le prince de Montbarrey dans la salle de

la reine , d'où il sortit paisiblement avec son épouse.....

Un événement aussi extraordinaire que la prise de la bastille , répandit la joie & l'espérance dans tous les quartiers , qui étoient fermés par des barricades ou des retranchemens (1). Plus de cent pièces de canon , dont on s'étoit emparé , ne contribuèrent pas peu à assurer la tranquillité publique. On les plaça à toutes les avenues de la ville ; car on craignoit une tentative de la part de l'armée du maréchal de Broglie. On le soupçonnoit de vouloir s'introduire par les fauxbourgs,

(1) C'est dans ce moment même que l'argenterie prise à la bastille fut apportée à l'hôtel-de-ville , & offerte , d'une voix unanime , comme les plus riches dépouilles de l'ennemi vaincu , au sieur Elie , qui , en développant avec noblesse & avec fermeté , les motifs de son refus , parvint enfin à persuader à ses compagnons d'armes & à toute la multitude , que ces dépouilles ne pouvoient lui appartenir ; qu'une récompense pécuniaire devoit être au-dessous des vœux d'un patriote & d'un homme libre. Puisse cet exemple être suivi de tous ceux qui ont eu , ou qui auront part aux grands travaux de notre régénération !....

pour nous surprendre; aussi tout le monde, hommes, femmes, enfans, veillèrent-ils cette nuit, comme ils l'avoient fait la précédente. Tous les citoyens suspects furent arrêtés..... Le moment de la vengeance étoit arrivé; le peuple n'avoit pas besoin du ministère de l'exécuteur; quelques particuliers, assis sur la potence du réverbère, destiné à éclairer un coin de la place de grève, l'avoient choisi pour être l'instrument du supplice des prévenus, & pendant qu'on les interrogeoit dans les salles de l'hôtel-de-ville, on entendoit le peuple crier avec une fureur mêlée de rage : *aura-t-on bientôt fini?* & de suite ils préparoient la corde..... Le délai augmentant la chaleur de leurs demandes, beaucoup d'innocens pouvoient périr dans cet instant de proscription..... Heureusement personne ne fut livré arbitrairement pendant cette nuit terrible.

Cependant les inquiétudes qu'on prit vers minuit, au sujet de la hauteur de Montmartre, qui dominoit la ville, les

huffards en vèdettes, qui se montrèrent jusqu'aux barrières, furent un objet de diversion pour la multitude comme pour les citoyens. Le premier succès leur rendant tout facile & tout possible, ils demandèrent, avec un acharnement qui tenoit du délire, de la poudre & des munitions, pour sortir, & pour aller attaquer le maréchal de Broglie dans son camp. Lorsqu'on leur disoit, à l'hôtel-de-ville, de prendre patience, qu'il falloit de la prudence, ils suspectoient l'intégrité ou la fidélité de celui qui leur adressoit la parole; ils le menaçoient de la *lanterne*; (c'étoit une expression consacrée par les circonstances: on l'employoit pour annoncer à un homme qu'il seroit pendu). Le chevalier de Saudray, dont nous avons parlé, s'étant trouvé un moment seul, au milieu de cette multitude ivre de sa victoire, eut le courage de lui faire face, & de résister à ses demandes, qui auroient infailliblement entraîné une action décidée avec les troupes du maré-

chal, & cette action auroit fait verser bien du sang. Voici les raisons qu'il leur donna avec beaucoup de fermeté & de chaleur : nous rapportons ses propres paroles ; nous supplions le lecteur de se rappeler qu'elles sont adressées à la multitude. « Je ne me persuaderai jamais que » la main droite veuille détruire la main » gauche, ou que la tête ait envie de » manger les deux mains. L'intérêt du » roi, du cœur duquel il est impossible » de douter, ne peut pas être oublié, au » point que l'on veuille détruire son plus » bel apanage, la plus riche de ses possessions, sa capitale ; cela ne peut pas » entrer dans l'idée. Mais, si tel est le » dessein de ceux qui l'ont trompé, gardons-nous de nous diviser ; ne portons » point au dehors nos forces & nos canons, parce qu'au dehors les troupes » réglées auront toujours l'avantage. Nous » sommes encore dans l'incertitude sur le » plan adopté contre nous ; n'attaquons » point, mais vendons cher notre vie : » restons

» restons chez nous ; que toutes les issues
 » soient gardées ; que nos maisons nous
 » servent de remparts ; qu'elles soient
 » remplies de nos femmes , de nos en-
 » fans , qui nous aideront à écraser nos
 » ennemis , quand ils viendront pour
 » nous forcer ; & périrons , s'il le faut ,
 » sous leurs ruines. Par ce moyen , nous
 » ferons prévenus contre toutes les fausses
 » attaques , & nous ne nous porterons
 » en force que vers l'endroit où il y
 » aura réellement à craindre ». Ce dis-
 cours , dicté par la prudence , calma un peu
 les têtes , & sans doute épargna bien du
 sang. C'est encore ce même chevalier de
 Saudray , qui , vers les trois heures du
 matin , voyant que le tumulte renaissoit ,
 parce qu'à chaque instant il arrivoit des
 nouvelles que la renommée enflait & ren-
 doit désespérantes , parce que les districts
 envoyoient de tous côtés demander des
 munitions & des armes , prit le parti
 d'écrire à l'assemblée nationale , pour re-
 quérir son avis & son assistance dans

une situation aussi critique. Un garde de la ville porta sa lettre.

L'assemblée avoit prolongé sa séance toute la nuit; le mardi 14, vers les 9 heures du matin, M. Péthion de Villeneuve proposa de nommer, au scrutin, un comité composé de huit membres seulement, suivant la proportion établie dans les ordres, pour présenter un projet de constitution, qui sera examiné dans les bureaux, & rapporté à la délibération de l'assemblée générale. La discussion de cette motion, & la nomination de ce comité, consumèrent une grande partie de cette séance.

Le choix tomba sur l'archevêque de Bordeaux, l'évêque d'Autun, Clermont-Tonnerre, Lally-Tolendal, l'abbé Syeyes, le Chapellier & Bergasse.

Le président fit son rapport à l'assemblée; il étoit allé chez le roi, il lui avoit remis l'arrêté du 13, & sa majesté lui avoit répondu qu'elle *examinerait ce que cet arrêté contenoit*. A cinq heures, l'assemblée se forma de nouveau. L'incertitude de ce qui se passoit dans la capitale, le mystère effrayant

du cabinet, les troupes retenues dans Versailles même, des faits certains, des proscriptions soupçonnées, donnèrent à la séance cette émotion involontaire qu'on éprouve à l'approche d'un dénouement qui doit décider du salut ou de la perte d'un état. Une députation étoit au château... Enfin arrivent les députés de la capitale;... ils parlent.....

Quand ils furent à ce moment où, après les premiers coups de canons tirés de la bastille, son perfide gouverneur laissa entrer une députation nombreuse de citoyens, qui venoient sans armes traiter de la paix, pour les assassiner, frapper, du feu de ses batteries, le peuple qui attendoit le retour de ses négociateurs, la salle retentit d'un cri douloureux d'indignation qui appelloit la vengeance du ciel & des hommes sur la tête du coupable. La lettre interceptée de Bezenval à de Launay, où il lui recommandoit de se défendre *jusqu'à la dernière extrémité*, en lui promettant des secours, fut une preuve de plus de l'atrocité du complot des ministres.

Bientôt la députation rapporta la réponse du roi ; à travers les inquiétudes du monarque, on y voit percer l'art de ceux qui le conseilloyent. Elle est conçue en ces termes :

« Je me suis sans cesse occupé de toutes
» les mesures propres à établir la tranquillité dans Paris. J'avois en conséquence
» donné ordre au prévôt des marchands
» de se rendre ici , pour prendre les dispositions nécessaires. Instruit depuis de la
» formation d'une garde bourgeoise, j'ai
» donné ordre à des officiers généraux
» de se mettre à la tête de cette garde, afin
» de l'aider de leur expérience , & de seconder le zèle des bons citoyens ; j'ai
» également ordonné que les troupes qui
» sont au champ de Mars s'écartent de
» Paris. Les inquiétudes que vous me
» témoignez sur les désordres de cette
» ville doivent être dans tous les cœurs,
» & affectent vivement le mien ».

A peine cette réponse eut-elle été lue , qu'une seconde députation , présidée par

l'archevêque de Paris , se rendit chez le roi , pour en obtenir , sans ambages , le renvoi des troupes. Il revint bientôt après chargé de cette réponse , où l'on voit encore l'ascendant des imposteurs que le roi devoit bientôt connoître.

« Vous déchirez de plus en plus mon
 » cœur , par le récit que vous me faites
 » des malheurs de Paris. Il n'est pas possible
 » de croire que les ordres que j'ai donnés
 » aux troupes en soient la cause. Je n'ai
 » rien à changer à la réponse que je vous
 » ai déjà faite ».

Cette réponse nébuleuse fut loin de nous rassurer , dit le comte de Mirabeau dans sa dix-neuvième lettre. Nous résolûmes de prolonger notre séance toute la nuit , soit pour nous présenter à nos ennemis dans nos fonctions sacrées , comme autrefois le sénat romain aux Gaulois , soit pour être toujours à portée de tenter un dernier effort auprès du trône , & de secourir la capitale. Rien ne peut exprimer l'anxiété de notre situation : inquiets sur notre sort «

parce qu'à notre sûreté personnelle étoit lié le salut de la France , & qu'on ne pouvoit toucher un cheveu de nos têtes sans ébranler les fondemens de l'état ; angoissés sur les événemens de la capitale , sur les convulsions des provinces , sur les horreurs de la famine prête à consommer ce que la guerre civile auroit épargné , à peine pouvions-nous suffire au sentiment de tant de maux : non , je n'oublierai jamais ce triste spectacle ; les députés de la nation , convoqués par le roi , en proie aux soucis les plus dévorans ; des vieillards cherchant une heure de repos sur des tables & des tapis ; les plus délicats , couchés sur des bancs ; tous voyant le glaive suspendu sur eux & sur la patrie , & tous craignant un lendemain plus affreux encore.

Revenons un moment aux affaires de la capitale.

La journée du mercredi ne fut pas moins orageuse que la précédente. La milice parisienne , au nombre de quatre-vingt mille hommes , comme on a pu s'en assurer par

l'état de chaque district, s'empara de l'école royale militaire, du trésor royal, de la caisse de Poissy : il régnoit néanmoins dans la ville un ordre qui étonna les têtes les plus froides. La démolition de la bastille fut décidée ; des milliers d'ouvriers & de citoyens y coururent, chacun voulant mettre la main à l'œuvre, & avoir la gloire de briser une pierre de cette infernale prison.

Ce qu'il y eut de plus remarquable dans ce moment, c'est la contenance & le caractère du peuple, qui, au sein du tumulte inséparable d'une expédition aussi extraordinaire, ne laissa voir ni férocité, ni soif de pillage (car il ne faut pas confondre avec le peuple les brigands soudoyés par nos ennemis, & qui s'étoient glissés parmi les citoyens) ; c'est le prompt établissement d'une milice bourgeoise, qui sera bientôt imité dans tout le royaume, & qui a plus avancé la restauration de nos droits, que ne l'auroient fait les travaux de l'assemblée nationale pendant une année en-

tière..... Les ministres , par leurs criminelles entreprises , avoient mis la machine politique dans le cas de se remonter d'elle-même : tout l'antique édifice , usé , vermoulu dans tous ses appuis , pourri dans tous ses liens , est tombé dès le premier choc , pour ne se relever jamais : l'aire étant nétoyée , on pourra construire sur un nouveau plan , affermir cette structure sur les bases immuables des droits éternels des peuples. Des municipalités bien ordonnées , fondées sur l'élection libre , & l'amovibilité de tous les emplois & de tous les conseils , feront , d'une extrémité à l'autre de la France , le *palladium* inexpugnable de la liberté. Ainsi , nous mettrons à profit la destruction de cette forteresse de la tyrannie , qui , depuis cent ans , étoit la honte & l'effroi de la capitale ; & s'il faut à nos derniers neveux une médaille du despotisme , laissons debout les fourcilieuses tours de Vincennes. Si trop de palais ne déshonorent point la France ; si le spectacle le plus affligeant pour un ob-

servateur sensible , n'étoit pas le hideux contraste des hôtels somptueux de nos traitans , & des misérables chaumières de nos cultivateurs ; s'il falloit un autre monument à l'assemblée nationale , que l'impérissable constitution qu'elle doit proposer à la patrie , je demanderois que sur la place où la bastille naguères insultoit aux droits de l'homme , un édifice fût élevé , pour recevoir désormais les représentans de la nation..... Si ce beau projet n'a pas lieu , au moins annonçons à toute la terre notre victoire , & le premier moment où tout François a pu dire : *je suis libre*. Elevons un simple obélisque , & , comme le bon citoyen de Genève , ne chargeons point l'académie de faire notre inscription ; que la nôtre soit courte ; quelques mots suffiront , *le 14 juillet 1789*..... Laissons au lecteur & à la postérité à faire la question ou l'application.

Les religieux , qui avoient pris , comme tous les citoyens , la cocarde patriotique , ouvrirent leurs réfectoires aux braves sol-

dats patriotes, qu'on vouloit débaucher, & qu'on tenta même, dit-on, de faire périr, en empoisonnant le pain qu'on devoit leur servir dans quelques-unes de leurs casernes; ces faits n'ont jamais été avérés: mais dans un moment de crise aussi violent, on peut tout craindre, tout dire, mais non pas tout croire. Ceux de nos ennemis qui auroient voulu ourdir une trame aussi abominable, auroient dû être désarmés par la générosité de ces braves vainqueurs, qui ne profitèrent point de la circonstance pour se venger de leurs officiers, de leur colonel sur-tout, qui les traitoit fort durement; ils ne vengèrent pas même leurs injures personnelles..... L'un d'eux, un grenadier, traversant la rivière dans le même bateau que le duc du Châtelet, universellement abhorré du peuple, empêcha qu'il ne fût jeté dans la Seine pendant le trajet. Le duc lui ayant demandé son nom, *mes camarades s'appellent comme moi*, lui répondit-il, *mon colonel*..... Voilà les hommes que ce duc, bouffi d'orgueil, &

despôte comme le tyran d'Ispahan, faisoit accabler de coups de plat de fabre , pour les fautes les plus légères (1).

Ce même jour, l'assemblée nationale reprit la séance de bonne heure. Le comte de Guftine proposa une adresse au roi, où il lui présentoit la terrible évidence de la vérité, & le conjuroit d'éloigner de lui les conseillers pervers. M. de Sillery en proposa une autre, qui fut très-applaudie, & où l'on remarqua cette expression : *les François adorent leur roi, mais il ne veulent pas avoir à le redouter*. M. d'André dit qu'il falloit agir & non discourir, qu'on devoit aller au roi, & l'entraîner par l'expression du sentiment.

M. de Mirabeau, faisant alors un tableau rapide de ce que la circonstance demandoit dans un discours du roi :

(1) Le duc du Châtelet fit compter vingt louis à ce grenadier par le sieur Haro, sergent-recruteur de son régiment. On a su depuis que ces vingt louis furent pris sur la masse.

« Dites-lui que les hordes étrangères, dont nous sommes investis, ont reçu hier la visite des princes, des princesses, des favoris, des favorites, & leurs caresses & leurs exhortations & leurs présens; dites-lui que toute la nuit ces satellites étrangers, gorgés d'or & de vin, ont prédit, dans leurs chants impies, l'asservissement de la France, & que leurs vœux brutaux invoquoient la destruction de l'assemblée nationale; dites-lui que, dans son palais même, les courtisans ont mêlé leurs danses au son de cette musique barbare, & que telle fut l'avant-scène de la Saint-Barthelemi.....

» Dites-lui que ce Henri dont l'univers bénit la mémoire, celui de ses aïeux qu'il vouloit prendre pour modèle, faisoit passer des vivres dans Paris révolté qu'il assiégeoit en personne, & que ses conseillers féroces font rebrouffer les farines que le commerce apporte dans Paris fidèle & affamé ».

La députation sortoit; elle fut arrêtée

par le duc de Liancourt (1) ; il annonça l'arrivée du roi , qui venoit , dit-il , nous rendre le calme & la paix. Dans cet instant, tous les cœurs furent foulagés. Un des membres de l'assemblée modéra ces premiers mouvemens de joie qui sembloient percer à travers la douleur dont chacun étoit pénétré, en observant que cette allégresse formeroit un contraste choquant avec les maux que le peuple avoit déjà soufferts. « Qu'un morne respect soit le premier accueil fait au monarque dans un moment de douleur. Le silence des peuples est la leçon des rois ».

Bientôt Louis XVI parut dans la salle; debout, découvert, sans cérémonial, il prononça le discours suivant, avec beaucoup de force & de dignité :

« Messieurs, je vous ai assemblés pour

(1) C'est à ce membre de la noblesse que l'on doit l'heureuse révolution dans l'ordre des choses. Il s'est allé jeter le matin aux pieds du roi, lui a dévoilé la vérité terrible qu'il ignoroit, & le prince a cédé à ses instances.

vous consulter sur les affaires les plus importantes de l'état : il n'en est pas de plus instante & qui affecte plus sensiblement mon cœur, que les désordres affreux qui règnent dans la capitale. Le chef de la nation vient avec confiance au milieu de ses représentans, leur témoigner sa peine, & les inviter à trouver les moyens de ramener l'ordre & le calme.

» Je fais qu'on a donné d'injustes préventions, je fais qu'on a osé publier que vos personnes n'étoient pas en sûreté : seroit-il donc nécessaire de rassurer sur des bruits aussi coupables, démentis d'avance par mon caractère connu ?

» Eh bien ! c'est moi qui ne suis qu'un avec ma nation, c'est moi qui me fie à vous : aidez-moi, dans cette circonstance, assurez le salut de l'état : je l'attends de l'assemblée nationale. Le zèle des représentans de mon peuple, réunis pour le salut commun, m'en est un sûr garant ; & comptant sur l'amour & sur la fidélité de mes sujets, j'ai donné ordre aux troupes de s'éloigner

HISTORIQUES ET POLITIQUES. 271
de Paris & de Versailles. Je vous autorise,
je vous invite même à faire connoître mes
dispositions à la capitale ».

Ce discours fut interrompu & suivi par
les plus bruyantes acclamations. Le prési-
dent, répondant avec dignité aux princi-
paux points du discours du roi, finit par
lui déclarer que le renvoi des ministres
chers à la nation, étoit la principale cause
des troubles, & que l'assemblée lui renou-
veloit la demande d'une communication
immédiate avec sa personne. « Cette com-
munication, dit le roi, sera toujours
libre.... Je ne refuserai jamais de vous
entendre ».

Sa majesté se rendit ensuite, à pied, au
château; une grande partie de l'assemblée
lui servit d'escorte; le peuple en délire fai-
soit retentir, de toutes parts, des cris de
bénédictions, qui ne cessèrent pas même
dans la chapelle.

Un courrier apporta cette heureuse nou-
velle aux Parisiens; il annonça que
Louis XVI, abjurant les conseils perfides

de ses courtisans, alloit se remonter au peuple, avec cette physionomie paternelle qui caractérise un bon roi; qu'il étoit disposé à renvoyer les nouveaux ministres, en général tous ceux qui déplairoient à la nation, ou qui, jusqu'ici, avoient été les auteurs de nos maux. Une nouvelle aussi agréable jeta la joie dans tous les cœurs; elle fut bientôt confirmée par l'arrivée d'une députation nombreuse des trois ordres, & de tous les députés de Paris..... Ils arrivèrent à l'hôtel-de-ville, à travers les flots immenses des citoyens & de la milice bourgeoise; car tout le monde étoit armé; tout le monde étoit devenu soldat; tout le monde crioit : *vive la nation, vive les députés.*

Il étoit difficile d'arrêter, de suspendre seulement les applaudissemens, les cris de joie, ce tumulte attendrissant de l'allégresse publique.

Enfin, on fit silence, & M. le marquis de la Fayette, portant la parole, félicita l'assemblée des électeurs & tous
les

les citoyens de Paris, de la liberté qu'ils avoient conquise par leur courage, de la paix & du bonheur dont ils ne seroient redevables qu'à la justice d'un monarque bienfaisant & détrompé. Il dit que l'assemblée nationale reconnoissoit avec plaisir que la France entière devoit la constitution, qui alloit assurer sa félicité, aux grands efforts que les Parisiens venoient de faire pour la liberté publique. Il raconta comment l'assemblée nationale, attristée de l'inutilité des deux députations qu'elle avoit envoyées au roi, dans la journée du lundi 13, pour demander le renvoi des troupes, après avoir passé la nuit la plus agitée dans le lieu même de ses séances, venoit ce matin d'arrêter une députation composée de vingt-quatre personnes, & chargée de porter au monarque ses alarmes & sa douleur, lorsque le grand-maître des cérémonies vint annoncer à l'assemblée que le roi se dispo-
soit à s'y rendre en personne.

Il a dit comment, une demi-heure
Mém. hist. & polit., Tome III. S

après, sa majesté s'étoit rendue à l'assemblée nationale, sans gardes, accompagnée seulement de MONSIEUR & de M. le comte d'Artois.

M. de Lally-Tolendal, prenant ensuite la parole, prononça le discours suivant :

M E S S I E U R S ,

« Ce sont vos concitoyens, vos frères, vos représentans, qui viennent vous donner la paix. Dans les circonstances dévastatrices qui viennent de se passer, nous n'avons pas cessé de partager vos douleurs; mais nous avons aussi partagé votre ressentiment; il étoit juste.

Si quelque chose nous console, au milieu de l'affliction publique, c'est l'espérance de vous préserver des malheurs qui vous menacent.

On avoit séduit votre bon roi; on avoit empoisonné son cœur du venin de la calomnie; on lui avoit fait redouter cette nation qu'il a l'honneur & le bonheur de commander.

Nous avons été lui dévoiler la vérité : son cœur a gémi ; il est venu se jeter au milieu de nous ; il s'est fié à nous , c'est-à-dire à vous ; il nous a demandé des conseils , c'est - à - dire les vôtres. Nous l'avons porté en triomphe , & il le méritoit. Il nous a dit que les troupes étrangères alloient se retirer , & nous avons eu le plaisir inexprimable de les voir s'éloigner. Le peuple a fait entendre sa voix pour combler le roi de bénédictions ; toutes les rues retentissoient des cris d'allégresse.

Il nous reste une prière à vous adresser. Nous venons vous apporter la paix de la part du roi & de l'assemblée nationale. Vous êtes généreux ; vous êtes François ; vous aimez vos femmes , vos enfans , la patrie ; il n'y a plus de mauvais citoyens parmi vous : tout est calme , tout est paisible.

Nous avons admiré l'ordre de votre police , de vos distributions , le plan de votre défense ; mais maintenant la paix

doit renaître parmi nous, & je finis en vous adressant, au nom de l'assemblée nationale, les paroles de confiance que le souverain a déposées dans le sein de cette assemblée. Je me fie à vous : c'est-là notre vœu ; il exprime tout ce que nous sentons ».

Ce discours, interrompu souvent par des transports qu'il étoit impossible de réprimer, a porté l'assemblée au dernier degré d'enthousiasme & de sensibilité. Les citoyens qui environnoient M. le comte de Lally-Tolendal, le pressèrent dans leurs bras ; on lui jeta une couronne de fleurs du fond de la salle : on voulut la placer sur sa tête ; il résista de toutes ses forces, & il tenta plusieurs fois d'en faire hommage à l'assemblée nationale, en la dirigeant sur la tête de M. Bailly, son premier président. Mais, malgré ses efforts, il fut couronné, &, dans cet état, porté & présenté, par la fenêtre, à la multitude qui couvrait la place de l'hô-

tel-de-ville, & qui faisoit tout retentir de son allégresse.

M. Moreau de Saint-Méry, président des électeurs, répondit :

« Les fastes d'une monarchie, qui a déjà duré plus de treize siècles, n'offrent point encore un jour aussi solennel que celui où les augustes représentans de la nation viennent lui annoncer, au nom du meilleur des rois, qu'il lui est permis d'être libre, de cette liberté qui élève l'homme jusqu'à la hauteur de sa destinée.

Dites, Messieurs, à ce roi, qui acquiert aujourd'hui le titre immortel de père de ses sujets, que, dans la nécessité de résister à des ordres désastreux, nous n'avons jamais douté que son cœur ne les désavouât. Dites-lui que nous sommes prêts à embrasser ses genoux ; dites-lui, enfin, que le premier roi du monde est celui qui a la gloire de commander à des François ».

A ce discours, les mêmes transports ont éclaté.

Un de MM. les députés de l'assemblée nationale profita du moment le moins tumultueux, pour annoncer à l'assemblée que le roi confirmoit & autorisoit le rétablissement de la milice bourgeoise. Mais, lorsqu'il parla des gardes - françoises, le mot *pardon* étant échappé à l'abondance & à la facilité de ses paroles, un murmure général réclama contre cette expression, qui, sans doute, n'étoit pas propre à rendre la pensée du député. Plusieurs de ces braves soldats, qui se trouvoient au milieu de la salle, se firent jour jusqu'au bureau; & l'un d'eux, portant la parole, dit :

« Qu'ils ne vouloient point de pardon, qu'ils n'en avoient pas besoin; qu'en servant la nation, ils avoient entendu servir le roi, & que ses intentions, aujourd'hui manifestées, prouvoient assez à toute la France, qu'eux seuls, peut-être, avoient été véritablement fidèles au roi & à la patrie ».

M. le comte de Clermont - Tonnerre , invité , par tous ceux qui l'environnoient , à détruire cette impression fausse & défavorable , trouva , sur-le-champ , les expressions les plus douces & les plus ingénieuses , pour développer les idées les plus nobles & les plus vraies , sur la conduite des gardes-françoises ; & jamais , sans doute , l'éloquence du moment ne produisit un plus grand effet (1).

M. l'archevêque de Paris , avec cette onction pastorale , qui n'est que l'expression de ses sentimens , exhorta tous les habitans de Paris à la paix , & proposa que , sans se séparer , l'assemblée se rendît à la métropole , pour y rendre grâces au Très-Haut , par un *Te Deum* solennellement chanté.

Cette proposition fut reçue avec une satisfaction générale.

(1) M. de la Fayette acheva de les calmer ; . . . sa réponse , sage & bien motivée , dissipa leurs alarmes , parce qu'il désigna , d'une manière non équivoque , les véritables ennemis du roi & de la patrie.

M. Moreau de Saint-Méry, *président des électeurs, prit une seconde fois la parole, & dit :

« D'anciens défenseurs de la patrie, égarés par leurs chefs, ont eu le malheur de faire couler le sang de leurs concitoyens. Ce chef a expié son erreur ; mais ils sont encore en notre pouvoir. Abandonnons leur sort aux représentans de la nation ; que, dans ce jour, il ne soit pas question de crimes, de châtimens. C'est au moment du triomphe de la liberté qu'il convient d'être généreux. Les coupables seront assez punis, en nous voyant jouir du bonheur inestimable dont ils vouloient nous priver ».

L'assemblée en fit la promesse par une acclamation générale.

Au moment où MM. les députés de l'assemblée nationale se préparoient à sortir, toutes les voix réunies proclamèrent M. le marquis de la Fayette

COMMANDANT GÉNÉRAL DE LA MILICE
PARISIENNE.

M. le marquis de la Fayette, acceptant cet honneur avec tous les signes de respect & de reconnoissance, tira son épée, & fit serment de sacrifier sa vie à la conservation de cette liberté si précieuse, & dont on daignoit lui confier la défense.

Au même instant, toutes les voix proclamèrent de même M. Bailly *prévôt des marchands*. Une voix se fit entendre, & dit: *non pas prévôt des marchands, mais maire de Paris*. Par une acclamation générale, tous les assistans répétèrent: *oui*, MAIRE DE PARIS.

M. Bailly s'inclina sur le bureau, les yeux baignés de larmes, & le cœur tellement oppressé, qu'au milieu des expressions de sa reconnoissance, on entendit seulement qu'il n'étoit pas digne d'un si grand honneur, ni capable de porter un tel fardeau.

La couronne qui venoit de récompenser l'éloquence patriotique de M. le

comte de Lally-Tolendal, se trouva tout-à-coup sur la tête de M. Bailly ; & , malgré la résistance opiniâtre de sa modestie , la main de M. l'archevêque de Paris retint cette couronne sur sa tête , comme un hommage à toutes les vertus de l'homme juste qui avoit le premier présidé l'assemblée nationale de 1789 , & jeté les premiers fondemens de la liberté françoise.

Toutes les voix se sont encore réunies pour demander, avec de grandes instances, à MM. les députés de l'assemblée nationale, son intercession auprès du roi, pour obtenir de lui le rappel de M. Necker & des autres ministres dont les ennemis de la nation avoient forcé l'éloignement (1).

Le 16, aussi-tôt que l'on eut entendu le rapport de la députation de Paris, le comte de Mirabeau soumit à l'assemblée

(1) Voyez le procès-verbal des électeurs , publié par M. Duveyrier , dont le zèle & le patriotisme sont bien connus.

le projet d'une adresse au roi pour le renvoi des ministres :

« Nous venons déposer aux pieds du trône notre respectueuse reconnoissance pour la confiance à jamais glorieuse que votre majesté nous a montrée , & l'hommage que nous rendons à la pureté de vos intentions , à cet amour de la justice qui vous distingue si éminemment , & qui donne à l'attachement de vos peuples pour votre personne sacrée , le plus saint & le plus durable des motifs.

Le renvoi des troupes est un bienfait inestimable , nous en connoissons toute l'étendue ; mais il semble acquérir un nouveau prix , parce que nous le devons uniquement à votre cœur , à votre sollicitude paternelle. Vraiment digne de tenir les rênes de l'état , vous ne les avez pas abandonnées , dans le moment le plus difficile , à ceux qui vouloient , en multipliant les artifices , vous persuader de leur en laisser la conduite.

Vous avez remporté un triomphe d'autant plus cher à vos peuples , qu'il vous a fallu résister à des sentimens & à des affections auxquels il est honorable & doux d'obéir dans la carrière d'une vie privée. Un des plus pénibles devoirs du poste élevé que vous remplissez , c'est de lutter contre l'empire des préférences & des habitudes.

Mais, Sire, une funeste expérience vient de nous montrer que de sinistres conseils , quoiqu'ils aient été pour votre majesté l'occasion d'exercer une grande & rare vertu , nous ont fait acheter , au prix de la tranquillité publique , au prix du sang de nos concitoyens, le bien que nous eussions d'abord obtenu de la justesse de votre esprit , & de la bonté de votre cœur.

Il est même certain que , sans ces perfides conseils, ces troupes , dont votre majesté nous a daigné accorder la retraite , n'auroient point été appelées.

Ils ont trompé votre majesté ; une détestable politique s'est flattée de vous compromettre avec vos fidèles sujets ; nos en-

ennemis ont espéré que des excès de notre part ou des emportemens du peuple justifieroient l'emploi des moyens dont ils avoient su se prémunir ; ils ont espéré faire des coupables, afin de se donner des droits contre la nation ou contre nous ; ils auroient surpris à votre religion , à votre amour pour l'ordre , des commandemens, qui, pouvant être exécutés à l'instant même , auroient créé dans la France un déplorable état de choses , mis l'aliénation à la place de la confiance , & fait avorter toutes les intentions généreuses ; parce qu'heureux dans le prolongement du désordre & de l'anarchie , ces hommes hautains & indépendans redoutent une constitution & des loix dont ils ne pourrout pas s'affranchir.

Sire, où prétendoient-ils vous conduire ? où aboutissoit le plan funeste qu'ils avoient osé méditer ?

Il n'est douteux pour aucun de nous qu'ils se proposoient de disperser l'assemblée nationale, & même de porter des mains

facrilèges sur les représentans de la nation ; ils auroient voulu effacer , anéantir ces nobles , ces touchantes déclarations de votre bouche , connues , admirées de l'univers entier ; ils auroient voulu remettre en vos mains la puissance des impôts que vous avez déclaré appartenir au peuple ; ils se feroient efforcés d'intéresser les parlemens à vous prêter leur ministère ; ils se feroient associés , dans votre capitale , avec des aventuriers agioteurs , avec ces vampires dont tout l'art est de pressurer vos peuples , pour verser dans votre trésor ce métal à la possession duquel aboutissoit cette atroce politique ; ils auroient enfin , par impuissance & après une longue suite de malheurs , violé la foi publique , & déshonoré votre règne..... Vous nous arrêtez , Sire ; votre humanité se révolte ; vous nous accusez de charger de couleurs sombres des projets avec lesquels vous ne pensez pas qu'aucun homme ait été assez téméraire pour vous approcher.

Mais , Sire , nous jugeons , par ce qu'ils

ont fait, de ce qu'ils vouloient faire ; ils nous ont calomnié ; ils vous ont fait supposer que l'assemblée nationale ne s'occupoit pas des travaux dont elle étoit chargée ; ils vous ont fait déclarer que les vœux des peuples vous étant connus par leurs cahiers, vous feriez seul le bien pour lequel nous étions convoqués. Voilà le secret de leur cœur & le but unique de leurs désirs. Ils ont voulu nous rendre inutiles ; ils ont voulu nous dissoudre ; ils ont voulu repousser la constitution & l'étouffer dans son berceau même.

Qu'ils nous le disent, s'ils l'osent : la nation auroit-elle pris de la confiance dans des travaux ministériels ? Eh ! quels autres que des ministres l'ont conduite à l'état désastreux où elle se trouve ? Auroit-elle oublié que nul impôt n'est légal sans son consentement ; que l'emprunt supposant l'impôt, ne peut mériter aucune confiance s'il n'est ordonné par elle ; que la force n'est qu'un brigandage, lorsqu'on l'emploie pour arracher des contributions ,

non-seulement condamnées par les principes, mais solennellement déclarées illégales par votre majesté ?

Il auroit donc fallu bientôt convoquer une assemblée nouvelle : mais sur quel fondement les ministres avoient-ils pensé que nos successeurs seroient moins fermes que nous , qu'ils combattroient moins les usurpations féodales , qu'ils réclameraient moins les droits du peuple , qu'ils trahiroient la cause de la liberté ? Cette seconde assemblée nationale auroit été foible & timide ; & alors , nulle pour la nation , elle n'auroit recueilli que son mépris ; ou , ferme en principes , inébranlable dans ses demandes , il auroit fallu la dissoudre , & osér de nouveaux attentats.

Si les ministres avoient espéré que la banqueroute pouvoit dispenser de recourir à la nation , la première , la plus sacrée des intentions de votre majesté étoit trahie. Mais quel en eût été le résultat ? Le désespoir des uns , l'indignation de tous , la haine de l'autorité , auroient nécessité ,

cessité des dépenses incalculables ; l'état n'eût été délivré d'un fardeau que pour en porter un plus accablant ; car on peut concevoir le travail associé au courage, réparant avec usure les sacrifices que le bien public exige ; mais l'industrie productive & laborieuse fait place à l'abattement & à l'oisiveté par-tout où règnent le murmure & la misère. La banqueroute, dans ces conjonctures fatales, n'eût donc fait que dessécher toutes les sources de la prospérité, & ajouter à la pauvreté une indigence plus triste & plus oppressive.

Jugez, Sire, de l'avenir par le passé, & daignez vous représenter comment se conduiroient, dans cette catastrophe, les auteurs de ces turpitudes. Diminueroient-ils leurs profusions ? Donneroient-ils l'exemple de l'obéissance aux loix, du respect pour une nation généreuse ? Est-ce bien dans la vue de régénérer le royaume, qu'ils ont cherché à étouffer l'esprit public dans sa naissance, à établir la défiance entre vous & l'assemblée nationale, à in-

Mém. hist. & polit., Tome III. T

terrompre le commerce de sagesse & de bons conseils qui doit s'établir entre le peuple & son roi ?

Nous avons écarté jusqu'ici la supposition du plus grand des malheurs ; mais nous ne le dissimulerons pas : ces ministres auroient compromis le repos de votre règne. Étoient-ils bien sûrs, ces artisans de violence, que tout eût fléchi sous l'impétuosité de leurs mouvemens ; que le désespoir des peuples eût été facile à contenir ; que 25 millions de François eussent subi les loix de leur despotisme ; que les soldats nationaux, indifférens à la liberté, indifférens aux loix qui, pourtant, les protègent, lorsqu'après le service ils rentrent dans l'ordre civil, n'auroient point opté entre l'obéissance du soldat & le zèle du citoyen ? Avoient-ils des pactes avec les princes étrangers ? Étoient-ils certains que la politique offensive, les prétentions, les anciens droits, les jalousies, les vengeances, seroient restés assoupis ? N'ont-ils pas exposé le royaume à tous les maux

qui ne manquent jamais de fondre sur un pays rempli de discordes , que sa foiblesse & sa désunion désignent comme une proie ?

Vous avez daigné , Sire , nous appeler pour consulter avec vous du bien de l'état : ainsi , nous avons le dépôt sacré de votre confiance & du mandat de la nation , & nous ne saurions être suspects , puisqu'on ne peut nous supposer un autre intérêt que le bien public , essentiellement le vôtre. Eh bien ! Sire , sous ce double rapport , nous serions prévaricateurs , si nous pouvions vous taire une partie de la vérité.

Votre sagesse a prévenu les plus grands malheurs ; mais votre indulgence ne doit pas protéger ceux qui ont creusé sous nos pas l'abyme que vous venez de fermer.

Il suffit qu'ils aient voulu nous arracher l'affection de votre majesté , il suffit qu'ils aient risqué de mêler votre nom aux calamités qu'ils préparoient aux peuples , pour que nous ne voyons jamais en eux

les dignes coopérateurs de vos sublimes travaux.

Il nous est impossible d'accorder aucune confiance à un homme, qui, ayant acquis des droits à l'immortalité par la défense de l'état, s'est montré prêt à tourner à l'esclavage du peuple, l'art conservateur de la liberté publique, & qui nous a fait craindre pour nos foyers tous les maux que la guerre doit en écarter.

Il nous est impossible d'accorder aucune confiance à un chef de la justice, qui s'est montré le plus ardent ennemi d'une constitution sans laquelle tout ordre judiciaire, même avec des magistrats vertueux, n'est qu'un redoutable jeu de hasard, & qui, abusant des droits que lui donne sa place sur toutes les presses du royaume, s'est opposé de toute sa puissance à la circulation des lumières.

Il nous est impossible d'accorder jamais aucune confiance au ministre, qui, contre les intentions connues du roi, n'a pas craint, aux yeux de la nation assemblée,

de prodiguer les ordres arbitraires à l'active inquisition , qui ne voit que dans la perfection de l'espionnage le salut des empires.

La nation croira-t-elle que l'harmonie soit parfaite entre votre majesté & nous , si le ministère est suspect , si on le regarde comme l'ennemi de nos travaux , si on croit qu'il n'a cédé un moment à la nécessité & à votre sagesse que pour nous envelopper incessamment de nouveaux pièges ?

Des inconvéniens de toute espèce résultent de la défiance ouverte entre nous & le ministère ; nous avons plus que des soupçons de leurs intentions hostiles ; ils ont plus que des doutes des sentimens qu'ils ont provoqués dans nos cœurs : le prince , ami de ses peuples , doit-il être environné de nos ennemis ?

Nous ne prétendons point dicter le choix de vos ministres ; ils doivent vous plaire : être agréable à votre cœur , est une condition nécessaire pour vous servir : mais , Sire , quand vous envisagerez la route fu-

nefte où vos confeillers vouloient vous entraîner, quand vous songerez au mécontentement de la capitale, qu'ils ont affiégée & voulu affamer, au sang qu'ils y ont fait couler, aux horreurs qu'on ne peut imputer qu'à eux seuls, toute l'Europe vous trouvera clément, si vous daignez leur pardonner ».

Plusieurs membres soutinrent cette adresse, & M. Barnave, entr'autres, qui le fit avec un grand talent, proposa de réduire la délibération à ces deux points : 1°. demander le renvoi des ministres, & les déclarer indignes de la confiance de la nation; 2°. mettre sous les yeux du roi le récit de ce qui s'étoit passé à Paris, & l'unanimité des vœux de la capitale pour le rappel des anciens ministres.

M. Mounier, en approuvant la demande du rappel de M. Necker, & même celle du renvoi des ministres actuels, puisque le roi avoit consulté l'assemblée nationale, soutint qu'elle n'avoit pas, en général, le droit de demander le retour ou l'éloigne-

ment d'un ministre. Ce seroit empiéter dit-il , sur le pouvoir exécutif, dans le moment où il s'agissoit de fixer les limites des pouvoirs , & d'assurer leur indépendance, seul garant de la liberté. L'exemple de l'Angleterre , où cette prétention du parlement , de décider du choix des ministres , a perdu son influence par les factions ou la corruption , est une preuve irrésistible du danger de cette influence.

« Dans une circonstance aussi urgente , répondit le comte de Mirabeau , je pourrois éviter toute controverse, puisque le préopinant, obligé de convenir avec nous que le roi nous ayant consulté, nous avons le droit & le devoir de lui proposer ce que nous croirons opportun , ne s'oppose point à l'adresse pour le renvoi des ministres. Mais je ne crois pas qu'il soit jamais permis, dans cette assemblée, de laisser, sans réclamation, violer, même dans un discours, les principes, & de composer avec les amours-propres aux dépens de la vérité.

» S'il est une maxime impie & détestable , ce seroit celle qui interdiroit à l'assemblée nationale de déclarer au monarque que son peuple n'a point de confiance dans ses ministres. Cette opinion attaque à la fois & la nature des choses , & les droits essentiels du peuple , & la loi de la responsabilité des ministres ; loi que nous sommes chargés de statuer ; loi plus importante encore, s'il est possible , au roi qu'à son peuple ; loi qui ne sera jamais librement en exercice , si les représentans du peuple n'ont pas l'initiative de l'accusation ; qu'il me soit permis de m'exprimer ainsi.

» Eh ! depuis quand les bénédictions & les malédictions du peuple ne sont-elles plus le jugement des bons ou des mauvais ministres ? Pourquoi une nation , qui est représentée , s'épuiserait-elle en vains murmures , en stériles imprécations , plutôt que de faire entendre le vœu de tous par ses organes assermentés ? Le peuple n'a-t-il pas placé le trône entre le ciel & lui , afin de réaliser , autant que le peuvent les

hommes, la justice éternelle, & anticiper sur ses décrets, du moins pour le bonheur de ce monde ? . . .

» Mais vous voulez donc confondre les pouvoirs ?

» Nous aurons bientôt occasion d'examiner cette théorie de trois pouvoirs, laquelle, exactement analysée, montrera peut-être la facilité de l'esprit humain à prendre des mots pour des choses, des formules pour des argumens, & à se routiner vers un certain ordre d'idées, sans revenir jamais à examiner l'intelligible définition qu'il a prise pour un axiome. Les valeureux champions *des trois pouvoirs* tâcheront alors de nous faire comprendre ce qu'ils entendent par cette grande location de *trois pouvoirs*; &, par exemple, comment ils conçoivent le pouvoir judiciaire distinct du pouvoir exécutif, ou même le pouvoir législatif sans aucune participation au pouvoir exécutif.

» Il me suffit aujourd'hui de leur dire : vous oubliez que ce peuple, à qui vous

opposez les limites des trois pouvoirs, est la source de tous les pouvoirs, & que lui seul peut les déléguer. Vous oubliez que c'est au souverain que vous disputez le contrôle des administrateurs. Vous oubliez enfin que nous, les représentans du souverain; nous, devant qui sont suspendus tous les pouvoirs, & même ceux du chef de la nation, s'il ne marche point d'accord avec nous, vous oubliez que nous ne prétendons point à placer ni déplacer les ministres en vertu de nos décrets, mais seulement à manifester l'opinion de nos commettans sur tel ou tel ministre. Eh! comment nous refuseriez-vous ce simple droit de déclaration, vous qui nous accordez celui de les accuser, de les poursuivre, & de créer le tribunal qui devra punir ces artisans d'iniquités, dont, par une contradiction palpable, vous nous proposez de contempler les œuvres dans un respectueux silence? Ne voyez-vous donc pas combien je fais aux gouverneurs un meilleur sort, que vous, combien je suis plus

modéré ? Vous n'admettez aucun intervalle entre un morne silence & une dénonciation sanguinaire. Se taire ou punir, obéir ou frapper, voilà votre système. Et moi, j'avertis avant de dénoncer ; je récusé avant de flétrir ; j'offre une retraite à l'inconfidération ou à l'incapacité avant de les traiter de crimes. Qui de nous a plus de mesure & d'équité ?

» Mais voyez la Grande-Bretagne ! Que d'agitations populaires n'y occasionne pas ce droit que vous réclamez ! C'est lui qui a perdu l'Angleterre..... L'Angleterre est perdue ! Ah grand dieu ! quelle sinistre nouvelle ! Eh ! par quelle latitude s'est-elle donc perdue ? ou ! quel tremblement de terre , quelle convulsion de la nature a englouti cette île fameuse , cet inépuisable foyer de si grands exemples , cette terre classique des amis de la liberté ?.... Mais vous me rassurez.... L'Angleterre fleurit encore pour l'éternelle instruction du monde : l'Angleterre répare , dans un glorieux silence , les plaies qu'au milieu d'une

fièvre ardente elle s'est faites. L'Angleterre développe tous les genres d'industrie, exploite tous les filons de la prospérité humaine, & tout-à-l'heure encore elle vient de remplir une grande lacune de sa constitution, avec toute la vigueur de la plus énergique jeunesse, & l'imposante maturité d'un peuple vieilli dans les affaires publiques... Vous ne pensiez donc qu'à quelques dissensions parlementaires (là comme ailleurs ce n'est souvent que du parlage qui n'a guère autre importance que l'intérêt de la loquacité), ou plutôt c'est apparemment la dernière dissolution du parlement qui vous effraye.

» Je ne vous dirai pas que sur votre exposé il est évident que vous ignorez les causes & les détails de ce grand événement, qui n'est point une révolution, comme vous l'appeler; mais je vous dirai que cet exemple offre la preuve la plus irrésistible que l'influence d'une assemblée nationale sur les ministres ne peut jamais être désastreuse, parce qu'elle est nulle, cette influence, aussi-tôt que le sénat en abuse.

« Qu'est-il arrivé, en effet, dans cette circonstance rare, où le roi d'Angleterre, étayé d'une très-foible minorité, n'a pas craint de combattre la formidable assemblée nationale, & de la dissoudre. Soudain l'édifice phantastique d'une opposition colossale s'est écroulé sur ses frêles fondemens, sur cette coalition cupide & factieuse qui sembloit menacer de tout envahir. Eh ! quelle est la cause d'un changement si subit ? C'est que le peuple étoit de l'avis du roi, & non de celui du parlement. Le chef de la nation dompta l'aristocratie législative par un simple appel au peuple, à ce peuple qui n'a jamais qu'un intérêt, parce que le bien public est essentiellement le sien. Ses représentans, revêtus d'une invincible puissance, & presque d'une véritable dictature, quand ils sont les organes de la volonté générale, ne sont que des pygmées impuissans, s'ils osent substituer à leur mission sacrée des vues intéressées ou des passions particulières.

» Livrons-nous donc, sans crainte, à

l'impulsion de l'opinion publique ; loin de redouter , invoquons sans cesse le contrôle universel ; c'est la sentinelle incorruptible de la patrie ; c'est le premier instrument auxiliaire de toute bonne constitution ; c'est l'unique surveillant , le seul & puissant compensateur de toute constitution vicieuse ; c'est le garant sacré de la paix sociale , avec laquelle nul individu , nul intérêt , nulle considération ne peuvent entrer en balance ».

M. Mounier répliqua , en insistant sur le danger des factions que produit nécessairement l'influence de l'assemblée sur le choix des ministres. Je ne craindrai point , a-t-il dit , d'avancer de telles maximes impies & détestables , & je me ferai toujours honneur de les soutenir. Un murmure flatteur dans l'assemblée a fait sentir à M. Mounier que , quel que fût son sentiment sur la question actuelle , on étoit sûr de ses motifs , & qu'il jouissoit de la confiance de ses concitoyens.

M. Glezen voulut concilier les oppo-

sans, pour montrer que les états-généraux avoient toujours exercé leur influence sur le ministère ; il cita une autorité respectable , que M. Mounier, en particulier , ne pouvoit pas récuser ; il puisa , dans un ouvrage connu , sur les états-généraux , plusieurs exemples de chanceliers , de ministres , de parlemens , dénoncés au roi par les députés de la nation , renvoyés , & même punis.

Cette discussion fut longue & très-vive ; on oublia presque entièrement le projet d'adresse , quoique redemandé par plusieurs membres de l'assemblée ; mais on crut qu'elle devenoit moins nécessaire , parce que les ministres effrayés se hâtoient de prévenir le coup qu'on alloit leur porter. La nouvelle de leur démission , qu'il eût mieux valu recevoir avec un froid mépris , excita des applaudissemens universels. Le roi fit communiquer à l'assemblée qu'il rappelloit M. Necker , & qu'il se rendroit le lendemain dans la capitale. Peu après , elle fut instruite offi-

ciellement du prompt éloignement des troupes.....

François, vous venez de vous immortaliser par une énergie qui doit épouvanter vos tyrans; mais, amans nouveaux de la liberté, voulez-vous en décrier, en détruire à jamais les avantages inestimables?..... Assez de mauvais citoyens la calomnient, pour s'arroger le droit de river vos fers. Montrez à l'Europe, étonnée de vos succès, que l'indépendance a des sujets passionnés pour elle, & non des partisans fougueux & indomptés, capables d'incendier & de bouleverser les empires, au lieu de les régénérer. Distinguez-vous de la populace des nations par une fierté docile, & ne confondez pas les vices & les désordres, enfantés par la mutinerie, avec les vertus de la liberté. François, vous êtes créés pour la monarchie; vous avez le bonheur d'idolâtrer vos rois; jurez tous, à la face du ciel, sur l'autel de la liberté & de la patrie, de maintenir le sceptre dans la maison qui vous gouverne
fi

si glorieusement depuis tant de siècles ; éloignez de vos esprits , comme folle , comme impraticable , toute idée de vous former en cercles républicains ; ce gouvernement orageux vous est physiquement interdit , & moralement impossible. Songez qu'au dix - huitième siècle , c'est-à-dire au temps où les mœurs sont les plus perdues par la mollesse & la corruption , dans un empire de vingt - cinq millions d'hommes , on n'établirait jamais que des cantons sans équilibre & sans harmonie.... Vos chefs ne seroient que de foibles caciques , commandans à des hordes de barbares. Revenons à notre sujet , & reprenons le fil des événemens.

Malgré les paroles de paix qui avoient été apportées , on ne laissa pas de se mettre sur la défensive. On avoit été trompé tant de fois , on n'ignoroit pas , d'ailleurs , que la bonté d'un prince ne suffit point pour prévenir l'erreur ; le flambeau de l'expérience rarement éclaire les rois. A chaque instant , on arrêtoit des convois ; on sur-

prenoit des messagers suspects, on découvroit de nouvelles perfidies; l'imagination grossissoit encore tous ces dangers. Celui-ci avaloit un billet dont il étoit porteur; cet autre étoit un hussard déguisé; ensuite venoit une laitière, ayant son pot au lait plein d'or; plus loin, un seigneur paroissoit travesti en cocher: toutes les avenues, toutes les rues étoient semées de pièges; ceux même qui se présentoient pour servir la patrie, excitoient nos soupçons. Les troupes campées aux environs de Paris, au lieu de s'éloigner & de diminuer, augmentoient & se rapprochoient..... Deux nouveaux régimens arrivèrent le matin à Saint-Denis; un convoi de farine y fut arrêté par un ordre secret d'un homme très-connu; le conducteur vint faire sa déclaration à la ville; &, conduit dans les rues, il obtint le rameau civique, comme une récompense due à son patriotisme..... L'hôtel du comte de Mercy, ambassadeur de l'empire, fut investi. Ce ministre insinuoit,

dit-on ; que l'insurrection des François ressembloit à celle des Brabançons , & devoit être traitée de même. Il ignoroit, ce politique très-humain , que des François ne se conduisent pas comme des Allemands ; il ne savoit pas encore , ce grand homme , que le génie & les lumières des peuples déterminent les loix , & non les rêves puériles & vains de ceux qui se disent les maîtres de la terre : le bruit de son rappel en Allemagne , l'exil de la maison de Polignac & de ses adhérens , la fuite de l'infâme abbé de Vermond , le renvoi des ministres & des conseillers du roi , le départ de plusieurs princes déjà loin de la cour , le retour du ministre *adoré* , étoient le sujet de toutes les conversations.

Cependant , lorsque , sur le soir , on vint annoncer , à demi-voix , que les habits du magasin des gardes avoient été enlevés secrètement , que douze cents soldats des Hussards & de Nassau s'étoient introduits dans la ville , à dessein de nous

surprendre , on forma des retranchemens à l'entrée des rues ; les façades des maisons furent illuminées , comme elles l'avoient été depuis trois jours ; la garde fut augmentée , & beaucoup mieux armée que les jours précédens. Enfin , vers onze heures du soir , on vit arriver les habitans de plusieurs villes , & notamment ceux de Versailles. Ils apprirent que les troupes campées entre leur territoire & celui de Paris , étoient délogées ; cette agréable nouvelle ne fut généralement répandue que le lendemain ; mais la nuit se passa sans alarmes : nos ennemis confternés étoient dans la douleur ;..... le prince de Condé fuyoit de Chantilly , où il s'étoit d'abord retranché ; les nouveaux ministres disgraciés cherchoient à se soustraire à la juste colère du peuple. Pour éviter les recherches , M. Foulon fit répandre le bruit de sa mort ; les *Polignac* désertoient ; le reste de la cabale étoit confus , désespéré & incertain d'échapper à la vengeance publique. Le maréchal

de Broglie & le garde-des-sceaux avoient donné leur démission.

Dans cet état de choses, l'œil vigilant du public étoit sans cesse occupé à prévenir le danger. On visitoit, on arrêtoit vigoureusement tout ce qui paroïssoit suspect. Plusieurs personnes distinguées, & plusieurs autres moins connues, furent conduites à la ville par un peuple immense, qui n'étoit pas encore rassasié de sang, & dont le premier mot, dès qu'on amenoit quelqu'un, étoit de crier : *pendu, pendu*. MM. la Barthe & le marquis de Saint-Marc ne durent leur salut qu'à l'éloquence de M. de la Fayette, & à l'extrême confiance que le peuple, & sur-tout le soldat citoyen, cherchèrent à témoigner, dès le premier instant, à leur général. . . . Pendant cette journée & la précédente, plus de trois mille personnes se présentèrent comme vainqueurs de la bastille. Toutes étoient montées les premières à l'assaut ; toutes demandoient la récompense due à leur valeur, tandis

qu'un grand nombre de ceux qui avoient le plus contribué à cette heureuse expédition se cachotent, & ne réclamoient rien.

Enfin, le 17 juillet, nous vîmes l'aurore du plus beau jour de la France; dès le matin, les Parisiens apprennent que leur monarque chéri va se rendre dans la capitale. La joie éclate de toutes parts; la milice prend les armes, & vole au-devant de son roi. Ce peuple, qui sembloit ne respirer que le carnage, qui, la veille, portoit par-tout le fer & la flamme, les mains encore fumantes du sang des victimes qu'il avoit immolées, ce peuple va, le front rayonnant d'allégresse, présenter à son souverain la palme de la paix.

La garde nationale de Versailles ayant voulu accompagner le roi jusqu'à Paris, sa majesté n'arriva au *point du jour* (1) que vers une heure. Au bas de la montagne des bons-hommes étoit posté un

(1) Petit hamcau entre Sèvres & Passy.

détachement de cavalerie bourgeoise , qui avoit ordre de se ranger autour de sa voiture ; ce qui fut exécuté au moment où le carrosse alloit dépasser la grille. Le détachement ordinaire des gardes - du - corps , qui accompagne sa majesté , fut adroitement coupé , & resta au dehors de la barrière. Louis XVI , de ce moment , marcha sous la garde de la bourgeoisie. Il offroit l'image réelle d'un père au milieu de ses enfans.

La confiance avec laquelle ce prince se livra à ses sujets , dans un moment si orageux , suffit pour attester à la postérité qu'il savoit bien que ce peuple ne l'avoit jamais confondu avec ses ministres. Sans autre escorte que celle des augustes représentans de la nation , il s'achemina courageusement vers sa capitale , qui ressembloit , deux jours auparavant , à une ville prise d'assaut. En effet , qu'avoit-il à craindre ? L'honneur veilloit à ses côtés. Le silence morne qui régna quelque temps , étoit l'expression du sentiment & du res-

pect ; & le vœu général des cœurs étoit parfaitement rendu par la musique militaire, qui ne cessa de répéter cet air si doux, si bien adapté aux paroles & aux circonstances, *où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille.* Rien de plus imposant que sa marche ; elle offrit un spectacle extraordinaire, & dont, peut-être, il n'y a jamais eu d'exemple.

Les deux côtés du chemin étoient bordés d'une triple haie de gens armés ; le premier & le second rang avoient des fusils, le troisième portoit des lances, des piques, des hallebardes, des croissans, des faulx, & autres armes qui avoient été fabriquées précipitamment.

A la barrière de la Conférence, M. Bailly, faisant les fonctions de maire de Paris, présenta au roi les clefs de la ville, en lui disant : « Sire, ce sont les mêmes clefs qui furent présentées à Henri IV ; il vint conquérir son peuple, aujourd'hui c'est le peuple qui conquiert son roi.

Votre majesté vient jouir de la paix

qu'elle a rétablie dans la capitale; elle vient jouir de l'amour de ses fidèles sujets : c'est pour leur bonheur qu'elle a rassemblé près d'elle les représentans de la nation, & qu'elle va s'occuper avec eux à poser les bases de la liberté & de la prospérité publique.

Quel jour mémorable que celui où votre majesté est venu siéger en père au milieu de cette famille réunie, où elle a été reconduite à son palais par l'assemblée nationale entière, gardée par les représentans de la nation, pressée par un peuple immense ! Elle portoit dans ses traits augustes l'expression de la sensibilité & du bonheur, tandis qu'autour d'elle on n'entendoit que des acclamations de joie, on ne voyoit que des larmes d'attendrissement & d'amour. Sire, ni votre peuple, ni votre majesté n'oublieront jamais ce grand jour ; c'est le plus beau de la monarchie ; c'est l'époque d'une alliance auguste & éternelle entre le monarque & le peuple ; ce trait est unique, il immortalise votre ma-

jesté. J'ai vu ce beau jour ; & comme si tous les bonheurs étoient faits pour moi , la première fonction de la place où m'a conduit le vœu de mes concitoyens , est de vous porter l'expression de leur respect & de leur amour.....»

Quel spectacle touchant & sublime ! Ce n'est plus un maître imposant & terrible , environné d'une garde orgueilleuse & sévère ; ce n'est plus ce luxe inoui , gage certain de la misère des peuples , appareil éclatant qui frappe les yeux , sans rien dire à l'ame ; ce n'est point un prince absolu , qui vient prononcer ses décrets arbitraires , & substituer sa volonté suprême à l'autorité & à la justice des loix ; c'est un roi citoyen , c'est le plus grand , le plus puissant , le plus chéri des monarques ; sans suite , sans gardes , sans escorte , il paroît au milieu d'un peuple dont il a toujours été idôle , parce que ce peuple n'a jamais douté de son amour pour lui.

Les représentans de la nation , sans distinction d'ordre ou de rang , l'entourent

ou le précédent. Le duc de Villeroy, le maréchal de Bauveau, le duc de Villequier & le comte d'Estaing sont assis à ses côtés ; des citoyens environnent sa voiture ; les uns se placent aux portières, d'autres guident ses superbes coursiers, que précédoit le marquis de la Fayette. L'entrée d'Alexandre à Babylone n'offrit rien de plus imposant. L'air retentit des cris d'allégresse ; des milliers de voix répètent en chœur : *vive la nation*. Le canon fait trembler la terre ; jamais, non jamais monarque ne fut plus célébré, ne parut si grand & si puissant. Prince abusé par d'infâmes courtisans, voilà ce peuple qu'on calomnie journellement, & contre lequel on a voulu armer ton bras ; ne crains rien ; le ciel lui-même se déclareroit envain contre toi ; mille vies seroient sacrifiées plutôt.... Que dis-je ? Est-il un être sensé qui ne sache que l'amour des peuples est la plus sûre garde des rois (1) ?

(1) Sur les bords de la rivière, avant d'arriver à la

Après avoir traversé la place de Louis XV, tout le cortége suivit la rue Saint-Honoré. Les grenadiers des Gardes-Françoises ouvroient la marche avec leurs canons; venoit ensuite une quantité prodigieuse de cavalerie bourgeoise. Gardes-Françoises, milice bourgeoise, soldats des petits corps, gardes de Paris, gardes de la ville, tous étoient confondus, mêlés sans distinctions; tous étoient amis; tous étoient citoyens: l'imagination la plus féconde auroit de la peine à se représenter & à peindre la multitude immense rangée dans les rues, sur les quais, dans les places, garnissant les fenêtres des maisons, ou montée sur les toits, chacun se traitant avec douceur, même avec complaisance; on ne voyoit point ce tumulte, ces bouleversemens, cette irritation d'une populace contenue par des soldats à gage;

place Louis XV, parurent, sur la même ligne & sans armes, trois mille invalides, ayant à leur tête M. de Sombreuil; ils avoient passé l'eau pour se présenter au plus chéri des rois, le plus beau jour de son règne.

les riches accueilloient les pauvres avec bonté ; les rangs n'existoient plus ; tous étoient égaux. Les femmes, du haut des balcons & des croisées, jetoient des cocardes patriotiques ; des touffes de rubans, ondoians dans les airs , soulevés , agités , emportés au loin , & retombant enfin , étoient enlevés par les jeunes guerriers , qui se disputoient l'honneur d'avoir le front orné des mains de la beauté.

Parmi les citoyens armés , on distinguoit des femmes d'un état honnête , des demoiselles à peine au printemps de leur âge , des moines , & entr'autres des capucins , tous portant sur l'épaule l'épée ou le mousquet. D'autres religieux , comme les mathurins , portoient le drapeau de leur ordre , comme drapeau du district. Derrière les rangs de citoyens armés , étoient entassés , femmes , enfans , vieillards , répétant en *chorus* le refrain du jour ; les toits même étoient couverts de spectateurs. Enfin , l'héritier du sceptre du grand Henri , l'héritier de ses

vertus, & sur-tout de sa bonté, fut ainsi conduit, au milieu de son peuple, jusqu'à l'hôtel-de-ville; il descend..... La milice croise les armes, au moment qu'il laisse sa voiture, & forme, jusqu'à l'hôtel, une voûte d'acier impénétrable à toutes les forces humaines... Arrivé dans la salle, Louis prit place sur le trône qui lui avoit été préparé..... La salle étoit remplie autant qu'elle pouvoit l'être. Les personnes qui occupoient le milieu de la salle; & qui ne pouvoient pas s'asseoir, étoient à genoux, pour laisser, à ceux qui les suivoient, le plaisir de la vue du roi. Les transports de l'assemblée éclatoient par tous les signes possibles. Les applaudissemens, les cris de *vive le roi* retentissoient par-tout. Toutes les mains étoient élevées vers le trône, tous les yeux répandoient des larmes. Cette scène sublime est impossible à décrire.

On fait silence, & tout-à-coup une voix s'écria du fond de la salle: *notre roi ! notre père !* Les cris, les applaudis-

mens, les transports redoublèrent. Les traits de sa majesté portoient l'empreinte de la plus douce sensibilité. M. Bailly s'approcha du trône, sans fléchir le genou, & dit au roi : « Je présente à votre majesté quatorze électeurs de Paris, qui brûlent du désir & qui sollicitent avec instance l'honneur d'être ses gardes dans l'hôtel-de-ville ».

Le roi répondit : *je les accepte avec plaisir* ; & aussi-tôt ils mirent l'épée à la main, & ils entourèrent le trône. Sa majesté demanda que les épées fussent remises dans le fourreau, & son ordre fut exécuté..... M. Moreau de Saint-Méry, l'un des présidens de MM. les électeurs, portant la parole, dit :

S I R E ,

« Quel spectacle pour des François, que celui d'un monarque citoyen abandonnant toute sa pompe, & venant chercher un nouvel éclat dans la fidélité de

son peuple ! Votre naissance , Sire , vous avoit destiné la couronne ; mais aujourd'hui vous ne la devez qu'à vos vertus.

Contemplez - le , Sire , ce peuple qui vous presse , dont les avides regards cherchent les vôtres , qui s'enivre du bonheur de vous posséder.

Et voilà , Sire , ce peuple qu'on a osé calomnier !

Des ministres impies vous ont dit que le bonheur des nations n'étoit pas nécessaire au bonheur des rois ; que les princes ne devoient avoir près d'eux que des apôtres du despotisme.

Ah ! Sire , vous les avez rejetées , ces odieuses maximes , au milieu des hommes courageux que votre vœu & le choix de la nation ont rassemblés près de vous , comme pour fortifier encore votre ame.

Vous venez promettre à vos sujets , au sein même de votre capitale , que les auteurs de ces conseils désastreux n'environneront plus votre auguste personne ,
&

& que la vertu , toujours trop long-temps exilée , restera votre appui.

Ajoutez , Sire , à tant de triomphes , celui de ne pas vouloir apprendre si vos enfans ont été forcés de vous désobéir : que vos regards n'apperçoivent que des sujets dévorés du plus brûlant amour , chérissant plus que jamais la liberté , parce qu'elle aura votre règne pour époque.

Un roi tel que vous , Sire , n'a plus besoin que de se répéter sans cesse cette sublime & touchante vérité , que le trône n'est jamais plus solide que lorsqu'il a l'amour , la fidélité des peuples pour bases , & qu'ainsi le vôtre est inébranlable (1).

M. Ethis de Corny , procureur du roi

(1) Ce discours fut interrompu par de vifs applaudissemens... A cette phrase , & voilà , Sire , ce peuple qu'on a osé calomnier ; le roi fit un signe , pour dire ou qu'on n'avoit pas calomnié le peuple , ou qu'il n'avoit ajouté aucun e foi à ces calomnies.

& de la ville, placé sur la marche du trône, se leva, & dit :

S I R E,

M E S S I E U R S,

« Dans cet instant auguste, l'élan du sentiment, les larmes de joie, sont le seul langage qui puisse exprimer l'admiration & la reconnoissance.

Honoré des fonctions du ministère public, auprès de cette commune, la première du monde, je requiers que ce jour mémorable soit consacré par le vœu d'une statue érigée à LOUIS SEIZE, RÉGÉNÉRATEUR DE LA LIBERTÉ NATIONALE, RESTAURATEUR DE LA LIBERTÉ PUBLIQUE, ET PÈRE DU PEUPLE FRANÇOIS.

Je requiers que l'érection de ce monument suive immédiatement la constitution qui doit garantir les droits du citoyen, la gloire de l'empire, & le bonheur du monarque ; que ce monument soit élevé dans un lieu qui rappelle à jamais le con-

trat immuable d'amour & de liberté, formé entre le plus grand des rois & le plus généreux des peuples ; qu'il éternise le patriotisme & l'énergie de l'assemblée nationale, la fidélité & les vertus civiques de la commune de Paris, les principes purs du souverain adoré, qui ne veut régner désormais que par l'amour, la bienfaisance & la justice (1) ».

M. le comte de Lally-Tolendal ayant témoigné l'intention de parler, on fait silence, & il dit :

« Eh bien ! citoyens, êtes-vous satisfaits ? Le voilà, ce roi que vous demandiez à grands cris, & dont le nom seul excitoit vos transports, lorsqu'il y a deux jours nous le proférons au milieu de vous. Jouissez de sa présence & de ses bienfaits.

(1) Une acclamation universelle a répondu au requiatoire de M. Ethis de Corny, & l'érection d'une statue du roi sur l'emplacement de la bastille, a été votée d'un consentement unanime.

Voilà celui qui vous a rendu vos assemblées nationales, & qui veut les perpétuer. Voilà celui qui a voulu établir vos libertés, vos propriétés sur des fondemens inébranlables. Voilà celui qui vous a offert, pour ainsi dire, d'entrer avec lui en partage de son autorité, ne se réservant que celle qui est nécessaire à votre bonheur, celle qui doit à jamais lui appartenir, & que vous-mêmes devez le conjurer de ne jamais perdre.

Ah ! qu'il recueille enfin des consolations ; que son cœur noble & pur emporte d'ici la paix dont il est si digne ; & puisque, surpassant les vertus de ses prédécesseurs, il a voulu placer sa puissance & sa grandeur dans notre amour, n'être obéi que par l'amour, & n'être gardé que par l'amour, ne soyons ni moins sensibles, ni moins généreux que notre roi, & prouvons-lui que même sa puissance, que même sa grandeur ont plus gagné mille fois qu'elles n'ont sacrifié.

Et vous, Sire, permettez à un sujet, qui n'est ni plus fidèle, ni plus dévoué que tous ceux qui vous environnent, mais qui l'est autant qu'aucun de ceux qui vous obéissent, permettez-lui d'élever sa voix vers vous, & de vous dire : le voilà ce peuple qui vous idolâtre, ce peuple que votre seule présence anime, & dont les sentimens, pour votre personne sacrée, ne peuvent jamais être l'objet d'un doute. Regardez, Sire ; consolez-vous, en regardant tous ces citoyens de votre capitale ; voyez leurs yeux, écoutez leurs voix, pénétrez dans leurs cœurs, qui volent au-devant de vous. Il n'est pas ici un seul homme qui ne soit prêt à verser pour vous, pour votre autorité légitime, la dernière goutte de son sang.

Non, Sire, cette génération de François n'est pas assez malheureuse, pour qu'il lui ait été réservé de démentir quatorze siècles de fidélité ; nous péririons tous, s'il le falloit, pour défendre un trône qui nous est aussi sacré qu'à vous, & à l'au-

guste famille que nous y avons placée ;
il y a 800 ans.

Croyez, Sire, croyez que nous n'avons
jamais porté à votre cœur une atteinte
douloureuse, qui n'ait déchiré le nôtre ;
qu'au milieu des calamités publiques, c'en
est une de vous affliger, même par une
plainte qui vous avertit, qui vous im-
ploie, & qui ne vous accuse jamais.

Enfin, tous les chagrins vont dispa-
roître, tous les troubles vont s'apaiser.
Un seul mot de votre bouche a tout
calmé : notre vertueux roi a rappelé ses
vertueux conseils. Périront les ennemis
publics, qui voudroient encore semer la
division entre la nation & son chef ! Roi,
sujets, citoyens, confondons nos cœurs,
nos vœux, nos efforts, & déployons,
aux yeux de l'univers, le spectacle ma-
gnifique d'une de ses plus belles nations,
libre, heureuse, triomphante, sous un
roi juste, chéri, révééré, qui, ne devant
rien à la force, devra tout à ses vertus &
à notre amour »...

Des larmes de sentiment échappent de ses yeux ; mon peuple , s'écrie-t-il avec tendresse , peut toujours compter sur mon amour. Prince auguste , puissent les flatteurs ne jamais altérer de si nobles sentimens !...

Pour dernier gage de paix & de bonté , il accepta la cocarde de la milice de Paris ; il reconnut M. de la Fayette pour colonel-général , & se montra ensuite à l'une des fenêtres de la salle ; alors les cris de *vive le roi* furent répétés par cent mille bouches : il descendit peu à près , & passa au milieu de la milice , qui renversa ses armes ; le même cortége qui l'avoit amené l'accompagna. Par-tout , sur son passage , il trouva les cœurs pleins de joie & d'amour : *vive le roi* ne fut qu'un cri général & non interrompu ; les transports étoient plus marqués même qu'ils ne l'avoient été jusqu'alors ; il parut pénétré d'un accueil si touchant , & le peuple répondit aux signes de sa bonté par de nouvelles expressions de tendresse & de respect.

Il fut reconduit jusqu'à Passy, au milieu d'une double bordure de la garde nationale; on vouloit même aller jusqu'à Versailles; mais sa majesté observa que ce témoignage de zèle la mettroit dans la nécessité d'aller le pas, & qu'elle se sentoit un peu indisposée. Alors mille cris de *vive le roi* furent le signal de la séparation, & chacun reprit le chemin de la capitale, où les décharges de fusils continuèrent jusqu'au soir, malgré les accidens qu'elles avoient causés dans la journée, & les inquiétudes qu'elles avoient inspirées aux meilleurs citoyens(1).

Ainsi se termina la journée du 17 juillet; c'est ainsi que les François donnèrent l'exemple au reste de l'Europe, de même que leur auguste monarque donnoit une leçon sublime à tous les princes du monde,

(1) Au petit cours, dans le moment où le roi passoit, une dame, ayant prié un jeune homme de se ranger, pour qu'elle pût voir sa majesté, reçut un coup de balle à la poitrine, & mourut dans la soirée. Près des nouvelles barrières, deux hommes furent tués & deux femmes blessées.

en s'arrachant aux ministres qui l'avoient asservi , pour se jeter dans les bras de son peuple. Ce jour fut pour lui un jour de triomphe..... Il l'avoit bien deviné , il le savoit bien , ce monarque vertueux , qu'il étoit adoré de son peuple ; aussi ne balança-t-il point à se présenter à sa capitale , malgré les craintes qu'on cherchoit à lui inspirer à sa cour , & son triomphe fut plus complet que ne le fut celui du grand Henri , que M. Bailli venoit de lui rappeler.... Quel spectacle consolant pour l'humanité la France offre en ce moment!.... Vous , philosophes , qui , par vos écrits lumineux , avez provoqué , avez hâté cette revolution qui va nous rendre tous nos droits , en nous rendant notre véritable maître , au lieu de nous subordonner à des ministres qui nous immoloient à leurs caprices , jetez un coup d'œil sur la surface du globe , & voyez si le soleil , dans sa course rapide & immense , éclairera un peuple plus heureux ; comparez notre état à celui des autres nations , & prononcez.....

Voyez , dans le-midi de l'Europe , l'Espagne gémissant sous le joug imbécille & tyrannique de l'inquisition , un peuple avili par un gouvernement monacal , accoutumé à de barbares cérémonies , consacrées par le fanatisme : un peuple dont le plus grand plaisir est de voir couler le sang humain dans des arènes , au milieu d'une course de taureau ; ainsi jadis les vainqueurs du monde , corrompus par tous les vices qu'ils avoient rapportés du sein même de leurs conquêtes , après avoir applaudi aux combats de leurs gladiateurs , virent de sang froid leurs concitoyens , pros crits par des tyrans , inonder de leur sang la ville de Rome & toutes les provinces de l'empire..... Voyez les Dominicains de Lisbonne , plus barbares encore que leurs voisins , étendre leurs bras jusqu'aux bords du Gange , épouvanter par leurs arrêts iniques , dépeupler même ces lieux fortunés , ces lieux habités par le premier peuple de l'univers , par un peuple qui donna des loix aux autres , & dont

Pythagore alla consulter les sages, quand les pères des Portugais & des Espagnols, encore répandus dans les fôrets ou végé-
tans dans des marais impraticables, dis-
putoient leur nourriture aux animaux les
plus féroces, ou vivoient de glands & de
racines, comme les bêtes de somme.
Voyez Rome chrétienne, enveloppée dans
les ténèbres de l'ignorance, soumise à
un despotisme plus formidable que celui
d'Isbahan & de Constantinople, soudoyer
une armée de moines & de prêtres, mille
fois plus dangereuse que ces hordes de
barbares qui dévastèrent l'Italie, & dont
les armes sont bien plus à craindre que
les haches & les glaives des cohortes qui,
avant de détrôner leur tyran, immoloient
toutes les victimes qu'il leur avoit dési-
gnées. Voyez Venise, soumise à une
inquisition religieuse, à une inquisition
civile, à une inquisition aristocratique, se
soutenir, au sein de la mer qui l'envi-
ronne, par un régime plus flétrissant pour
l'humanité que le régime introduit dans

la France par les limiers de notre ancienne police.... Voyez enfin les Napolitains, soumis à un prince étranger, qui tient aux habitudes de sa nation, au système machiavéliste de sa famille, essuyer des convulsions politiques plus terribles que celles des volcans qui menacent sans cesse de les engloutir sous les débris de leurs villes.... Si vous remontez du côté du nord, vous verrez l'Allemagne, qui n'a point de constitution, parce qu'elle en a trop, dévorée par autant de bêtes féroces qu'elle a de souverains, courbée sous la verge militaire de ses rois, de ses électeurs, de ses princes, de ses marquis & de ses comtes, étouffée par une conscription militaire, plus contraire aux droits de l'homme que notre *milice* ou que la *presse* de l'Angleterre, puisque chaque individu est soldat du moment qu'il sort du ventre de sa mère,.... & n'apprend à manier ses armes qu'à force de coups de bâtons. Vous verrez la Pologne en proie aux caprices de ses palatins, qui vendent leurs voix & leur

patrie à celui qui peut se procurer assez d'argent pour les acheter, & qui, après avoir ainsi vendu leurs suffrages, finissent par livrer le peuple comme un troupeau d'agneau qu'on met à l'encan.... La Russie, qui, dans l'ordre politique, n'est qu'une excroissance monstrueuse & boursoufflée de notre globe, un corps hydropique, qui absorbe les sucs vitaux des plantes qui l'environnent, où tout le peuple, enseveli dans l'ignorance, & dénaturé par le joug de la féodalité, est encore attaché à la glèbe, & n'a que des larmes pour vaincre ses oppresseurs.... La Hollande, enfin, jadis l'asile de la liberté, le seul coin du monde où l'on pouvoit penser & écrire avec confiance, paralysée, depuis près de trois ans, par les intrigues de la cour de Berlin, saccagée par le duc de Brunswick, que les patriotes Hollandois ont nommé avec raison l'Attila du dix-huitième siècle. La plume échappe des mains de l'historien qui recueille tous les outrages faits à l'humanité depuis tant de siècles;

l'homme juste, en les parcourant, gémit, & invoqueroit la mort, s'il ne voyoit un avenir plus heureux pour les générations futures : tous deux forment des vœux pour que notre exemple soit suivi par les autres peuples, afin que toute l'Europe ne devienne qu'une seule & même famille, dont les différentes branches demeureront inviolablement soumises à leurs chefs, quand les droits des uns & des autres seront parfaitement distingués, & jamais confondus.....

Si nous voulons, avec *l'orateur aux états-généraux*, jeter un coup d'œil sur notre siècle, nous verrons que les cinquante dernières années seront singulièrement remarquables, par le règne de Frédéric II, roi de Prusse ; par l'existence de deux femmes, Marie-Thérèse & Catherine II, qui ont troublé & bouleversé l'Europe pendant trente ans ; par l'indépendance de l'Amérique ; par les révolutions de l'Indostan, & par celle de la Hollande ; par l'esprit philosophique, qui a remplacé

presque par-tout l'ignorance & le bel esprit ; par l'excès de la dépravation des mœurs, des idées & des principes politiques, dans presque toutes les cours de l'Europe ; par la guerre injuste des deux cours impériales contre les Turcs.

L'histoire des deux impératrices, Marie-Thérèse & Catherine, nous a appris que le gouvernement des femmes est trop dangereux ; & que bornées, par leur nature, à plaire & à propager l'espèce humaine, elles en deviennent le fléau, dès l'instant qu'elles s'appliquent à la politique, à la législation & à la conduite des empires. Marie-Thérèse a posé, dans sa maison, les fondemens de cette ambition déordonnée & de cette politique infidelle, qui, après-lui avoir servi à troubler l'Europe en tout sens, & à se jouer sans cesse de ses alliés comme de ses ennemis, serviront bientôt de motif aux autres puissances de ce continent, pour se réunir contre ses successeurs, & abattre leur orgueil. Catherine II a épuisé son empire d'hommes

& d'argent, pour la vaine gloire d'une conquête stérile, dont les suites, en excitant successivement le ressentiment & les invasions de cette foule innombrable de grands & de petits Tartares, qui habitent le long du Caucase & dans la haute Asie, ne produiront d'autre effet en Europe, que de discipliner les Turcs, ou de préparer à l'empereur de nouvelles conquêtes, qui lui coûteront cher, & qui ne deviendront jamais le partage des Czars de Moscovie.

L'indépendance de l'Amérique nous a fait ouvrir les yeux sur la vraie destination des peuples; sur leurs droits naturels, & sur l'égalité des droits de tous; & nous avons vu, par un exemple mémorable, & nous avons prouvé, par un exemple semblable, que les nations peuvent tout aussi bien devenir libres par la providence des choses & des événemens, qu'esclaves par la grâce de Dieu: tous les hommes sont nés libres & égaux. Telle a été la première phrase du traité de confédération entre
les

les Etats-Unis ; telle a été la base de leur constitution politique ; & cette constitution doit être éternelle , comme la base sur laquelle elle a été fondée. L'exemple de ce peuple vertueux doit influencer nécessairement , & de proche en proche , sur les autres peuples du nouveau continent , comme le nôtre influera sur nos voisins. Déjà même les plaines du Mexique & les montagnes du Chili ont ressenti la commotion électrique du feu sacré de la liberté ; déjà la petite principauté de Liège a imité les trente - deux provinces de France ; déjà les Brabançons ont fait reculer l'audace de leur tyran , & déconcerté ses ruses , par leur courage & leur caractère ; déjà l'Espagnol se rappelle le serment sublime du justicier d'Arragon au roi , au nom des Cortès : (*Nosque valemus tanto como vos , y que podemos mas que vos , vos azemos nuestro rey , segnor con tal , que guardeis nuestros fueros ; si no , no*). Bientôt les Hongrois se rappelleront leur fierté & les outrages qu'on ne cesse

Mém. hist. & pol. Tome III. Y

de leur faire. Bientôt Florence & Milan oferont s'irriter contre l'espionnage despotique & l'inquisition fiscale de leurs ducs autrichiens. Quelle jouissance délicate pour les vrais philosophes de ce siècle , de voir que tout le genre humain tende enfin , d'une manière si marquée , vers sa destination véritable !

Les dernières révolutions de l'Indostan & les troubles qui y règnent encore , nous prouvent jusqu'à quel excès la soif de l'or peut altérer les principes d'humanité & d'éducation chez les hommes , puisque des Anglois même , élevés dans le sein de la liberté & à l'école des vertus civiles , ont commis , chez les peuples les plus doux de l'Inde , plus de ravages & d'horreurs en moins de trente ans , que les barbares Mogols , sortis des forêts de la Tartarie , n'en ont commis pendant deux siècles dans le même pays. Ce qui prouve que de toutes les maladies de l'esprit humain , la soif de l'or est la plus funeste.

La dernière révolution de Hollande est

une nouvelle preuve de ce que je viens de dire. Si les Hollandois n'eussent été que de pauvres Bataves, comme autrefois, ou s'ils avoient voulu sacrifier une partie de leurs richesses pour conserver & maintenir leur liberté, ils ne l'auroient pas perdue au premier coup de canon, comme cela est arrivé. Mais ils ont mieux aimé fléchir le genou devant un de leurs sujets, que d'ouvrir leur bourse dans l'Indostan. L'amour de l'or a rendu les Anglois cruels ; en Hollande, il a rendu les habitans lâches : l'Amérique septentrionale n'avoit point d'or, elle est devenue libre.....

La scène attendrissante dont Paris venoit d'être le théâtre, sembloit devoir être le terme des proscriptions dont cette capitale avoit été menacée. Un roi pouvoit-il faire plus pour son peuple ? Un père a-t-il jamais fait de plus grands sacrifices pour ses enfans ? Mais la plaie étoit trop profonde, & la soif du sang des coupables, qui avoient trompé le meilleur des rois, où qui avoient servi les desseins perfides des

ministres , n'étoit pas encore apaisée. On verra bientôt à quel degré de féroçité se porta le peuple de la terre dont le caractère national sembloit le plus opposé à de pareil excès.

Cependant tous les ministres avoient donné leur démission , & toutes les personnes dont on avoit suspecté la conduite , ainsi que les sentimens , s'étoient éloignées de la cour & de la capitale. On vit avec douleur , tant on étoit encore attaché au sang de Henri IV, le comte d'Artois, les princes de la maison de Condé & de Conti, se mettre au nombre des émigrans , & confirmer , par une fuite aussi précipitée , tous les soupçons dont on les accabloit. L'espoir des vrais François est encore que le temps nous éclairant sur les seuls & vrais auteurs de tous nos maux , nous verrons établir publiquement , & d'une manière irrésistible , la justification de ces princes , si long-temps l'objet de notre amour.... (1).

(1) Voyez , dans les pièces justificatives , une lettre

Comme la méfiance subsistoit encore dans le peuple, les mesures défensives ne furent point arrêtées. En conséquence, pendant que le travail continuoit jour & nuit à l'hôtel-de-ville ; pendant que les infatigables électeurs , & ceux qui leur avoient été associés, pourvoyoient à tous les besoins intérieurs & extérieurs ; pendant qu'au moyen des mesures prises pour les subsistances , le comité chargé de cette partie si délicate & si difficile, étoit venu à bout de diminuer le prix du pain , & de suffire aux besoins de la capitale & des environs, un comité militaire de seize personnes s'occupoit de l'organisation de la garde nationale.....

L'assemblée nationale , dans la séance du 17, qui n'étoit pas complète, entendit le rapport de M. Rabaud de Saint-Etienne, sur quelques objets de son règlement de

à M. le comte d'Artois, quelques jours après la séance royale.

police intérieure, dont le détail est peu important pour nos lecteurs (1).

La séance du 18 étoit à peine ouverte, qu'on vint annoncer que la milice bourgeoise de Saint-Germain-en-Laye alloit pendre un sieur Thomassin, riche fermier des environs, accusé de monopole ; les uns vouloient qu'on arrêtât cette exécution, d'autres qu'on mît le prévenu en justice réglée, pour que son procès fût instruit. M. Camus, ayant exposé que ces deux avis pouvoient également compromettre l'assemblée, proposa une députation, pour demander sa grace. Le malheureux Thomassin n'étoit plus à Saint-Germain, quand la députation y arriva ; on l'avoit transféré à Poissy. Les députés s'y transportèrent, trouvèrent toute la ville

(1) Un des articles porte, que l'assemblée aura sept officiers, un président & six secrétaires. Le président sera renouvelé, par la voie du scrutin, tous les quinze jours ; il ne pourra être nommé une seconde fois, qu'après l'expiration de la quinzaine qui aura suivi sa présidence ; en cas d'absence, son prédécesseur remplira ses fonctions.

en rumeur; hommes, femmes, enfans, tous crioient : *il faut le pendre , il faut lui couper la tête !* En vain cherchèrent-ils les officiers municipaux ; l'un étoit en fuite, l'autre absent pour affaire. M. l'évêque de Chartres monte sur une chaise , cherche à haranguer la multitude , lui représente qu'il convient & même qu'il est de l'intérêt commun de mettre Thomassin entre les mains de la justice, pour l'interroger, pour connoître ses complices. Ces réflexions parurent toucher le peuple. M. l'évêque eut une conférence avec Thomassin , pour s'instruire de la vérité des faits. Pendant cet intervalle , tout change ; le peuple se ranime , reprend ses premiers sentimens de fureur : on s'écrie qu'il faut le pendre à l'instant. M. l'évêque de Chartres parle de nouveau au peuple , le supplie d'accorder deux jours de délai , demande enfin , pour diviser la foule , que quelques-uns d'entr'eux veuillent bien reconduire les députés. Tout est refusé..... On prépare le supplice de Thomassin. Il est tiré de la

prison. Alors M. l'évêque de Chartres, à la tête de la députation, se précipite aux genoux de tous les furieux; Thomassin est à genoux d'un côté, les députés y sont de l'autre;..... dans cette attitude suppliante, ils demandent inutilement la vie de ce malheureux. On le conduit au pied d'un mur, où sont fichés des anneaux pour attacher des bêtes de somme; il y est accroché;.... déjà on est allé chercher une potence & un confesseur..... C'est à tous ces délais qu'il dut son salut..... Les habitans, les spectateurs écoutent les cris de leur conscience, ils s'intimident, le remords les saisit, ils ne veulent pas que le crime souille leur ville; les habitans de Saint-Germain & de Poissy se divisent; Thomassin se réfugie dans la prison. La discorde augmente; on consent que Thomassin parte avec les députés, à condition qu'il sera remis entre les mains de la justice. Thomassin monte dans la voiture de M. de Chartres, & c'est à ce prélat qu'il dut la vie. Il fut déposé dans la prison de

Versailles pour y être entendu & jugé.

Toutes les villes s'empresèrent de donner à l'assemblée nationale les marques de reconnoissance & de respect, en offrant dans leurs différentes adresses, la résolution où elles étoient d'adhérer à tous les décrets & de garantir les députés de tous les dangers en les mettant sous la sauvegarde de la nation..... Toutes les adresses étoient terminées par des témoignages de douleur sur l'exil de M. Necker & par des vœux pour son rappel.

Fin du Tome troisième.

T A B L E

D E S M A T I È R E S

Contenues dans le troisième Volume.

I NTRODUCTION ,	<i>page j.</i>
Réflexion sur le caractère du roi ,	1.
Sa lettre aux deux ordres privilégiés ,	2.
Grande question sur l'admission des députés des colonies ,	3.
Discours de M. de Gouy d'Arcy ,	6.
La minorité du clergé & la majorité de la noblesse se présentent le 27 Juin à l'assemblée nationale.	
Discours des présidens, & réponse de M. Bailly ,	8.
Discours du duc d'Aiguillon ,	9.
Cette réunion excite une joie universelle dans la ville & dans le château de Versailles; le roi & la reine y furent très-sensibles ,	11.
Extrait du règne de quelques-uns de nos rois, comparés à Louis XVI ,	12 & suiv.
Développement de tous les cahiers des bailliages ,	32 & suiv.

TABLE DES MATIERES. 347

Protestations de la majorité de la noblesse ,	87.
Arrêté de l'assemblée , au sujet des mandats impératifs ,	89.
Le peuple de Paris enlève des gardes-françoises, détenus dans la prison de l'abbaye ,	90.
Cette affaire est portée à l'assemblée nationale. Opinion de MM. Fréteau , Clermont-Tonnere , Desmeuniers, prince de Poix ,	92.
M. de Mirabeau , pour faire diversion , lit un projet d'adresse aux commettans ,	95.
M. Chapelier ramène l'assemblée aux véritables principes; elle arrête une déclaration qui fut imprimée & affichée ,	110 & suiv.
Examen analytique d'un mandement de l'évêque de Châlons ,	113.
L'archevêque de Paris rend compte à l'assemblée de la députation envoyée au roi , au sujet des prisonniers de l'abbaye ,	124.
Lecture d'un écrit que le cardinal de la Rochefoucault appelloit <i>les Réserves du clergé</i> . Discussion sur-cet objet. Opinion de M. de Mirabeau. Discours de l'archevêque d'Aix ,	126 & suiv.
Suite de la discussion. Discours de M. Péthion de Villeneuve ,	130.
Motion de M. Laborde , pour la formation des bureaux ,	133

Extrait du règlement concernant la nomination des officiers ,	134.
Le duc d'Orléans cède le fauteuil à l'archevêque de Vienne. Lettre du roi à l'archevêque de Paris , au sujet des gardes-françoises enlevés de l'abbaye ,	135.
Nouvel examen de la députation de Saint-Domingue ,	138.
Députation des électeurs de Paris , l'abbé Bertolio portant la parole ,	141.
Réponse du président ,	144.
Opinion de l'évêque d'Autun sur les mandats impératifs ,	145.
Députation de la ville de Nantes ,	147.
Déclaration extraordinaire & illégale de la majorité de la noblesse ,	149.
Motion de M. de Mirabeau , pour le renvoi des troupes ,	153.
Elle est appuyée par MM. de la Fayette , Syeyes & Grégoire ,	169.
Adresse au roi ,	171.
Réponse du roi ,	179.
Examen de cette réponse. Opinion de M. de Crillon , combattue par M. de Mirabeau ,	180.
M. de la Fayette présente une déclaration des droits de l'homme ,	184.
Elle est appuyée par M. de Lally , & renvoyée à la	

DES MATIÈRES. 349

discussion dans les bureaux,	186.
Journée du 12 Juillet (Paris). Incurfion du prince Lambesc aux tuileries ,	188 & fuiv.
M. Mounier propofe une députation au roi , pour demander le rappel de M. Necker , & des autres miniftres ,	200.
Discours de M. de Lally à ce fujet ,	202.
Opinion de MM. de Saint-Fargeau & le Chapelier ,	210.
<u>Députation au roi. Sa réponfe. Arrêté de l'afsemblée fur la demande de M. de la Fayette , appuyée par MM. Target & Gleizen ,</u>	<u>213.</u>
<u>Toute la ville de Paris , armée en vingt-quatre heures , veille à fa défenfe. La maifon des Lazariftes eft pillée par une foule de gens fans aveu ,</u>	<u>216.</u>
<u>Les électeurs aflemblés décrètent l'établiffement de la milice bourgeoife. On prend la cocarde nationale aux couleurs de la ville ,</u>	<u>223.</u>
<u>Le prévôt des marchands , voulant éluder les demandes des citoyens qui vouloient être armés , les envoie aux Chartreux , fous prétexte qu'il y avoit des armes cachées dans ce couvent ,</u>	<u>224.</u>
<u>L'hôtel des invalides eft forcé ; on enlève les armes les canons ,</u>	<u>225.</u>
<u>Siège & prife de la baf tille. Perfidie du gouverneur. Sa mort ,</u>	<u>229.</u>
Mort du prévôt des marchands Fleffelles ,	250.

350 TABLE DES MATIÈRES.

Le prince de Montbarrey conduit à l'hôtel-de-ville ,	251.
<u>Séance de l'assemblée nationale , le 14 Juillet ,</u>	<u>258.</u>
On envoie successivement deux députations au roi.	
Réponse du monarque ,	260.
<u>Démolition de la bastille ,</u>	<u>264.</u>
<u>Le roi à l'assemblée nationale avec ses frères ,</u>	<u>269.</u>
Députation de l'assemblée nationale aux Parisiens ,	
M. de la Fayette portant la parole ,	272.
<u>Discours de M. de Lally. Réponse de M. Moreau de Saint-Merry ,</u>	<u>274.</u>
M. de la Fayette proclamé commandant général de la milice parisienne , & M. Bailly , maire ,	281.
<u>Adresse du comte de Mirabeau au roi , pour obtenir le renvoi des ministres ,</u>	<u>282.</u>
Le roi fait dire à l'assemblée qu'il se rendra le lendemain à Paris ,	303.
<u>Le 17 Juillet , Louis XVI vient dans la capitale ,</u>	<u>310.</u>
<u>La France comparée aux autres états de l'Europe ,</u>	<u>329.</u>
Démission des ministres , fuite des princes du sang ,	340
Affaire de Thomassin à Saint-Germain-en Laye ,	342

Fin de la Table des matières.

Fautes à corriger.

- Page 25 , ligne 5 , sa probité ; *lisez* , la.
 Page 26 , ligne 13 , nom propre , *Dangeau*.
 Page 30 , ligne 17 , fert ; *lisez* , sied.
 Page 48 , ligne 10 , supprimez le second mot *loin*.
 Page 67 , ligne 8 , armement ; *lisez* , armes.
 Page 70 , ligne 3 , dans lesquelles ; *lisez* , dans laquelle.
 Page 76 , ligne 17 , majasté ; *lisez* , majesté.
 Page 98 , ligne 20 , formidable ; *lisez* , formidables.
 Page 106 , ligne 8 , de bêtes féroces ; *lisez* , des.
 Page 108 , ligne 17 , puis le moment ; *lisez* , depuis.
 Page 146 , ligne 2 , mantaire ; *lisez* , mandataire.
 Page 149 , ligne 14 , comptable , *lisez* , comptables.
 Page 165 , ligne 23 , regardois ; *lisez* , regarderois.
 Page 213 , ligne 7 , importatant , *lisez* , importants.
 Page 244 , ligne 18 , déplaisir ; *lisez* , plaisir.
 Page 267 , ligne 19 , du roi , *lisez* , destiné au roi.
 Page 302 , ligne 3 , fenrinelle , *lisez* , sentinelle.
 Page 323 , ligne 11 , 'on fait ; *lisez* , on fit.

VAL
153547





